

# Les Feuillardiers du Limousin ET LEURS SYNDICATS

---

THÈSE DE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 28 Mai  
à 2 heures 1/2*

PAR

**POL DE CORBIER**

---

*Président :* M. SOUCHON.

*Suffragants* { MM. JAY, professeur.  
TRUCHY, chargé de Cours.



PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1907







**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

# Les Feuillardiers du Limousin *ET LEURS SYNDICATS*

---

THÈSE DE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Mardi 28 Mai, à 2 heures 1/2*

PAR

**POL DE CORBIER**

---

*Président :* M. SOUCHON.

*Suffragants* { MM. JAY, professeur.  
TRUCHY, chargé de Cours.



PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1907





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## PRÉFACE

---

Je n'ai pas eu la prétention, en abordant la matière de l'industrie du feillard et des syndicats de feillardiers, de l'exposer d'une façon absolument complète, car il est bien difficile de juger, d'une part, une industrie qui est soumise plus que toute autre aux fluctuations les plus diverses, et d'autre part, une œuvre syndicale, qui est encore à ses débuts, et je laisse à d'autres le soin de continuer une étude qui a été pour la première fois traitée dans son ensemble, et pour laquelle j'ai dû me borner à donner une idée générale. S'il y a des lacunes, il faut les attribuer aux sources de renseignements bien imparfaits que j'avais à ma disposition, d'une part quelques rares livres, presque tous insignifiants et dans certains desquels j'ai dû relever des erreurs, et d'autre part des témoignages vivants, qui bien souvent étaient imprécis et même contradictoires. Je n'ai pu donner les références à tous les faits que je rapporte, car il m'aurait fallu le faire trop souvent, je suis obligé de dire simplement qu'ils résultent d'enquêtes personnelles, faites sur place et auprès des personnes compétentes ; pour

les syndicats de feuillardiers, je me suis servi particulièrement des comptes rendus des réunions des syndicats qui m'ont été communiqués, et des jugements ou des procès-verbaux de conciliation ou de non conciliation qui se trouvent dans les justices de paix, j'ai mis aussi à profit les conversations que j'ai eues avec un certain nombre d'ouvriers.

Quant au commerce du feuillard, les renseignements m'ont été fournis par les marchands de bois, les ouvriers et les propriétaires fonciers, et je m'en suis référé aux statistiques établies par l'Administration des douanes et les Compagnies de chemin de fer. Je me fais un devoir de remercier toutes les personnes qui ont bien voulu m'aider dans ma tâche, et tout particulièrement Terrasson, Brochet, Astier, Grégoire, Nonatel, Dezon, Combe, ouvriers feuillardiers, MM. Teulet, Fontanille et Autier, marchands de bois, M. du Puytison, M. Frugier, juge de paix, M. Deville, instituteur, et M. Paul Galène, exportateur.

---

## INTRODUCTION

---

### Le Feuillard

#### Feuillard de bois et Feuillard de fer

Le mot feuillard s'emploie dans deux sens différents ; on désigne par là, et c'est la signification la plus ancienne que l'on trouve dans le *Dictionnaire de l'Ancienne Langue Française*, de Godefroy, une réunion de ramilles et de feuilles d'arbres destinés à l'alimentation des bestiaux. Il est encore aujourd'hui employé dans ce sens, et on en fait usage dans les pays pauvres en fourrages. Les feuillards les plus usités et les meilleurs sont ceux d'orme et de charme, de tilleul, d'érable, de tremble et de cormier : on rassemble les rameaux ou menues branches en fagots de 18 pouces à 2 pieds de tour, on les place en plein air pour les faire sécher, c'est l'affaire de deux à quatre jours, mais il faut éviter de laisser mouiller les fagots afin que la feuille ne noircisse pas et ne s'altère pas ; ainsi séchés, on peut les conserver une année entière dans un endroit fermé. Certains conseillaient de faire de ces feuillards avec les bois taillis, recépés tous les trois

ans au mois de juin ; cela ferait un excellent fourrage, mais on userait rapidement les souches, dont les brins ne doivent pas être coupés avant 7 et 8 ans.

Le mot feuillard a un autre sens, qui nous intéresse plus spécialement, et c'est celui-là qui va retenir notre attention : on désigne ainsi des lamelles de bois ou de fer de différentes dimensions, qui servent principalement à la confection des cercles de barriques et de futailles de toutes sortes. L'usage de cette expression pour ce genre de marchandises s'est surtout répandu à partir du xix<sup>e</sup> siècle, principalement avec l'emploi du feuillard de fer ; auparavant, c'est un mot que l'on ne rencontre presque jamais dans les ouvrages de sylviculture ou touchant à la tonnellerie. Cependant, au xviii<sup>e</sup> siècle, le mot était usité pour le feuillard de bois, car il se trouve entre autres dans un Mémoire de M. Malpeyre du Saillant, adressé en 1766 au Bureau de Brive, sur les avantages qui résulteraient pour le Limousin de la canalisation de la Vézère et de la Corrèze jusqu'à la Dordogne, où il fait remarquer que « les taillis de châtaignier servent à faire du feuillard pour les cerceaux de barrique ».

Il y a deux sortes de feuillards, le feuillard de bois et le feuillard de fer. Le premier fut seul connu pendant longtemps, et il était alors question le plus souvent de cercle ou de cerceau, mais non de feuillard. Il se fait presque exclusivement avec le bois de châtaignier, on en fait aussi un certain nombre avec le coudrier, et quelque peu avec le charme, le tilleul, le merisier, le saule et le bouleau. Le meilleur est certainement le feuillard de châtaignier, dont la fente est

facile et le bois résistant : c'est une lamelle dont un des côtés est plan, et l'autre convexe et pourvu d'écorce, ses dimensions varient beaucoup en longueur, largeur et épaisseur, ainsi il y a vingt longueurs de feillard allant de 4 pieds jusqu'à 18 pieds, et de 2 à 5 centimètres de large. Ceux de 4 et 5 pieds et au-dessus de 13 pieds sont peu usités, on fait surtout des feillards de 6 à 9 pieds qui servent à la confection des cercles de pièces et demi-pièces de vin. Le feillard possède à ses deux extrémités un « onolet », qui consiste en un évidement de longueur variable pour permettre la ligature des cercles ; on le destine aux cercles de barriques de toutes sortes, cuves, cuviers, barils, pièces, demi-pièces, feuilletes, muids, demi-muids, etc... Il sert aussi aux cercles de futailles que l'on emploie pour emballer certains produits alimentaires, tels que les graisses, beurres, fromages, harengs, etc..., et certains produits chimiques : pour ce genre de futailles on fait usage de « dagues », qui sont des feillards de petites dimensions généralement, que la France exporte surtout en Angleterre, elles sont dépourvues d'« onolet », et leur façon n'est pas aussi soignée que celle du feillard ; on utilise pour leur fabrication les perches de châtaignier les moins jolies et les moins droites.

L'emploi du feillard de fer s'est beaucoup développé depuis une cinquantaine d'années, vers 1860, par suite de la baisse des prix du fer à cette époque : dès lors, on cercla beaucoup les tonneaux avec le fer, mais la consommation du feillard de bois, pendant une quinzaine d'années, de 1865 à 1880, n'en continua pas moins à être très impor-

tante et les prix élevés. Cela provenait de l'extension du commerce des vins à cette époque, mais lorsque vers 1880 se produisit la crise viticole due au phylloxera et, d'autre part, le prix du fer diminuant toujours, il y eut un ralentissement énorme dans le commerce du feuillard de bois, dont les prix cependant ne baissèrent pas, car on put limiter sa fabrication aux besoins. La concurrence faite par le feuillard de fer au feuillard de bois se fit sentir de façon très sensible de 1880 à 1900, car le cercle de fer était beaucoup plus avantageux que le cercle de bois : ainsi, durant cette période, le cercle de fer de 8 pieds par exemple, non posé sur la barrique, revenait environ à 0 fr. 20 et le même cercle en bois à 0 fr. 40, mais le premier dure quatre fois plus que le deuxième, et davantage même. Aujourd'hui, les conditions ne sont plus les mêmes par suite de l'augmentation du prix du fer et de la baisse des prix du feuillard de bois; depuis trois ou quatre ans, en effet, le même cercle de fer de 8 pieds revient à 0 fr. 25 environ, alors que celui en bois ne coûte que 0 fr. 06. Les variations des prix du feuillard de fer ont en effet été très nombreuses depuis 1860 jusqu'à aujourd'hui, et on peut facilement se rendre compte des fluctuations qu'ils ont subies par les statistiques douanières de la France :

|                                                          |                |
|----------------------------------------------------------|----------------|
| En 1862 le prix du kilogramme de feuillard de fer est de | 0 fr. 84       |
| 1863                                                     | — — — 0 fr. 55 |
| 1864                                                     | — — — 0 fr. 44 |
| De 1865 à 1870                                           | — — — 0 fr. 22 |
| 1871 à 1875                                              | — — — 0 fr. 33 |

|                |                                               |          |
|----------------|-----------------------------------------------|----------|
| De 1876 à 1884 | le prix du kilogr. de feuillard de fer est de | 0 fr. 24 |
| 1885 à 1896    | — — —                                         | 0 fr. 18 |
| 1900 à 1904    | — — —                                         | 0 fr. 20 |

et actuellement le prix est de 0 fr. 26 (1). Le cercle de fer n'a donc pas encore fait grand tort au cercle de bois, et si son prix continuait à augmenter, la consommation de ce dernier pourrait prendre un nouvel essor vers un développement plus considérable.

Si le cercle de bois a pu conserver son importance malgré la concurrence du cercle de fer, cela tient à ce que l'un et l'autre n'ont pas la même utilité : ce dernier est surtout avantageux pour les gros fûts, comme les demi-muids par exemple, parce qu'alors il leur donne plus de solidité et de résistance ; mais les autres sont préférables pour les petites pièces de vin, les barils et les futailles de toutes grandeurs, qui servent non seulement au transport des liquides, mais aussi à celui de toutes sortes de produits. Par ailleurs on emploie les cercles de bois concurremment avec les cercles de fer pour empêcher l'usure trop rapide de ces derniers, et protéger les fûts contre les dommages causés par le roulage. Leur utilisation se fait de la façon suivante : pour les demi-muids d'une contenance de 500 à 600 litres, on emploie des cercles de fer de 3<sup>m</sup>20 à 3<sup>m</sup>50 de long environ, ayant 0<sup>m</sup>05 à 0<sup>m</sup>09 de large, et 0<sup>m</sup>002 à 0<sup>m</sup>0035 d'épaisseur, il y en a huit à dix, plus quatre cercles de bois de

---

(1) Tableaux du commerce et de la navigation de 1862 à 1904, publiés par le Ministère des Finances.

12 pieds ; pour les pipes de 512 litres à 600 et 620 litres, c'est la même chose. Les pièces de 210 à 250 litres sont cerclées différemment suivant les pays : dans le Bordelais, elles ont six cercles de fer et huit de bois, ou huit de fer et six de bois ; les premiers ont de 2<sup>m</sup> 20 à 2<sup>m</sup> 30 de long, une largeur de 0<sup>m</sup> 028 à 0<sup>m</sup> 032, avec 0<sup>m</sup> 0015 à 0<sup>m</sup> 0018 d'épaisseur ; les seconds ont 8 pieds de long et 0<sup>m</sup> 025 de large. Ce sont les pièces bordelaises qui sont les plus répandues ; on en fabrique autant que des demi-muids, et plus que des demi-pièces. Dans la Touraine et l'Anjou, on fait exclusivement usage du cercle de bois, à raison de quatorze à seize par pièce, ils ont 9 pieds de long ; de même en Bourgogne et dans le Beaujolais, où les pièces ont quatorze cercles de bois et quatre cercles de fer. Pour les demi-pièces de 105 à 125 litres et les feuilletes de 136 litres, on se sert des cercles dans les mêmes conditions, les feuilards de fer ont 1<sup>m</sup> 70 de long et ceux de bois 6 et 7 pieds. Enfin, pour les barils de 25 à 100 litres, on fait usage de feuilards de fer de 1 mètre à 1<sup>m</sup> 70 sur 0<sup>m</sup> 022 à 0<sup>m</sup> 03 de large, et 0<sup>m</sup> 001 à 0<sup>m</sup> 0015 d'épaisseur, les cercles de bois sont de 4 pieds à 6 pieds (1).

Il était intéressant de s'arrêter quelques instants sur le feuillard de fer, afin de pouvoir le comparer au feuillard de bois et connaître ainsi l'usage, les avantages et les prix de chacun d'eux ; mais le feuillard de châtaignier doit être pour

---

(1) Ces renseignements m'ont été fournis par M. Bourderon, ouvrier tonnelier, conseiller prud'homme et secrétaire du syndicat des ouvriers tonneliers de Paris.

nous l'objet d'une étude plus approfondie en ce qui concerne sa production en général et plus spécialement en Limousin, puis nous examinerons son mode de fabrication et son commerce. Nous serons ainsi amenés à parler de la corporation des feillardiers et de leurs syndicats, en nous attachant tout particulièrement à faire connaître la situation du mouvement syndical chez les feillardiers limousins.

---



**PREMIÈRE PARTIE**

**L'industrie du Feuillard en Limousin**



## CHAPITRE PREMIER

### LA PRODUCTION DU FEUILLARD

Les pays producteurs : à l'étranger, en France, et particulièrement en Limousin. — Les bois taillis de châtaignier, l'âge des coupes, leur prix, leur productivité. — Les lieux de consommation du feuillard. — L'exportation. — L'état actuel de sa production : les causes de son développement.

Le feuillard de bois se fait, comme nous l'avons vu, principalement avec le châtaignier, et c'est naturellement dans les pays riches en bois taillis de châtaignier que sa fabrication a une grande importance : ainsi la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et la Hollande en sont-ils très productifs ; on peut s'en rendre compte par les chiffres d'importation du feuillard en France établis par l'Administration des douanes.

Tableau des bois feuillards importés en France par l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, etc., depuis 1857 jusqu'en 1905

| Années.   | Chiffres d'importation par pays<br>et par 1000 pièces. |           |           | Total. | Valeur en francs. |
|-----------|--------------------------------------------------------|-----------|-----------|--------|-------------------|
|           | Italie.                                                | Belgique. | Pays-Bas. |        |                   |
|           | par 1000 pièces.                                       |           |           |        |                   |
| 1857..... | 15851                                                  | 2404      | 172       | 21743  | 1.956.000         |
| 1866..... | 16951                                                  | 4588      | 1437      | 31228  | 2.810.000         |
| 1876..... | 14756                                                  | 6239      | 438       | 24207  | 2.662.000         |
| 1887..... | 6492                                                   | 6640      | 504       | 13945  | 1.394.000         |
| 1891..... | 4210                                                   | 8681      | 709       | 13880  | 1.665.000         |

| Années.   | Chiffres d'importation par pays<br>et par 1000 kilogrammes. |           |           | Total.        | Valeur en francs. |
|-----------|-------------------------------------------------------------|-----------|-----------|---------------|-------------------|
|           | Italie.                                                     | Belgique. | Pays-Bas. | par 1000 kgr. | —                 |
| 1896..... | 1512                                                        | 1727      | 211       | 1923          | 480.000           |
| 1897..... | 1295                                                        | 297       | 204       | 1800          | 450.000           |
| 1898..... | 1569                                                        | 249       | 199       | 2043          | 510.000           |
| 1899..... | 1429                                                        | 189       | 272       | 1900          | 475.000           |
| 1900..... | 1697                                                        | 236       | 269       | 2284          | 571.000           |
| 1901..... | 1925                                                        | 204       | 353       | 2561          | 640.000           |
| 1902..... | 1810                                                        | 239       | 344       | 2476          | 619.000           |
| 1903..... | 1495                                                        | 189       | 374       | 2119          | 529.000           |
| 1904..... | 868                                                         | 186       | 247       | 1328          | 332.000           |
| 1905..... | 1014                                                        | 168       | 229       | 1419          | 354.750           |

Nous pouvons ajouter à ce tableau la moyenne générale de l'importation des feuilards en France de 1821 à 1856.

|                    |       |             |               |
|--------------------|-------|-------------|---------------|
| 1821 à 1826. . . . | 12261 | 1000 pièces | »             |
| 1827 à 1836. . . . | 12622 | —           | 2.184.000 fr. |
| 1837 à 1846. . . . | 16829 | —           | 1.246.000     |
| 1847 à 1856. . . . | 18051 | —           | 1.082.000     |

La diminution énorme, de plus des 2/3, que l'on constate dans la production du feillard en Italie, en Belgique et en Hollande, ne correspond pas à une égale réduction de la production du feillard dans ces pays, mais à un déplacement de sa consommation, car ceux-ci font encore actuellement une grosse concurrence au feillard français, non plus en France, mais à l'étranger. Cette situation est due aux droits de douane établis en France sur le feillard à partir de 1888, puis la loi du 11 janvier 1892 a taxé les bois feuilards de 2 fr. 50 en tarif général et 1 fr. 25 en tarif

minimum les 100 kilos. Ainsi les droits perçus ont été en 1888 depuis 30,000 francs jusqu'à 42,000 francs en 1902 ; depuis, les droits ont baissé par suite de l'importation moins forte, et aujourd'hui ils se montent à une somme de 25,000 francs environ. Ce système douanier a beaucoup favorisé en France le commerce intérieur du feuillard, mais il est très funeste à l'exportation, car les pays qui importaient autrefois du feuillard en France ont dû se créer des débouchés ailleurs, faisant ainsi concurrence à l'exportation française.

L'Italie particulièrement est pour la France la concurrente la plus redoutable dans le commerce des feuillards, car elle possède beaucoup de bois taillis de châtaigniers ; elle est d'autant plus à craindre que la destruction des bois de châtaigniers qui s'est faite pendant une quinzaine d'années, de 1875 à 1890, est aujourd'hui enrayée par les soins du gouvernement italien ; en effet, celui-ci a créé un service de pépinières de châtaigniers qui délivre gratuitement aux particuliers des plants sur demande faite sur papier timbré, indiquant avec la localité, l'altitude, l'exposition, les qualités du sol.

Voici le mouvement des plants délivrés, dont le nombre s'accroît chaque année :

|             |                 |             |                 |
|-------------|-----------------|-------------|-----------------|
| 1890. . . . | 288.785 plants. | 1895. . . . | 341.286 plants. |
| 1891. . . . | 189.531 —       | 1896. . . . | 507.093 —       |
| 1892. . . . | 252.870 —       | 1897. . . . | 378.785 —       |
| 1893. . . . | 251.110 —       | 1898. . . . | 429.322 —       |
| 1894. . . . | 266.584 —       | 1899. . . . | 495.805 —       |

Au total, pour les dix années, 3,271,481 plants (1).

Dans les pays autres que la France, dont nous avons parlé, l'exploitation du bois de châtaignier en vue du feuillard n'est pas actuellement en voie de décroissance.

En France, les châtaigniers n'existent guère dans le Nord et dans l'Est, à peine en trouverait-on dans quelques départements, comme l'Alsace autrefois, l'Aisne, l'Ain et la Saône-et-Loire; par contre il est très abondant dans le Centre et le Midi. Mais dans beaucoup de régions on laisse vieillir le châtaignier, et les châtaigneraies sont plus nombreuses que les bois taillis de châtaignier, les premières en vue de la récolte des fruits ou des extraits tanniques, et les seconds servant aux différents bois de fente. Ce dernier mode d'exploitation se fait quelque peu dans certains départements du Midi, tels que la Lozère, l'Ardèche, le Gard, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, les Hautes-Pyrénées, les Landes, le Gers, la Gironde et la Corse; dans les autres départements du Midi où il y a des châtaigniers, on récolte uniquement la châtaigne. D'après l'enquête que fit en 1898, dans 42 communes de l'Aude, M. Barbut, professeur départemental d'agriculture (2), il relevait environ 2,200 hectares de bois de châtaigniers, dont 1,197 en taillis et le reste en châtaigneraies; les taillis étaient exploités à 6 et 7 ans, ou à 20 ans :

---

(1) V. *Le Châtaignier et sa crise*, par Louis Mangin, opuscule publié par la *Revue de Viticulture* en 1904.

(2) V. *Culture et Maladies du châtaignier dans l'Aude*, par Barbut, Carcassonne, 1898.

48 0/0 étaient débités en bois de futailles, 18 0/0 en cercles, 23 0/0 en tuteurs, 4 0/0 en clôtures. C'est donc environ 500 hectares exploités dans cette contrée en cercles, lattes et échalas, c'est-à-dire 70 à 80 hectares par an, c'est peu de chose. En Corse, les bois de châtaigniers sont considérables, mais ils sont vieux et servent surtout aux industries tanniques, qui sont très importantes dans ce département.

Dans le centre de la France, il existe aussi beaucoup de bois de châtaigniers, dont un certain nombre en taillis, notamment en Auvergne et en Bourbonnais, en Sologne, en Beauce jusque dans certains environs de Paris, comme à Montmorency. Dans les Cévennes, il y a dans les taillis de châtaignier ce qu'on appelle le « jhourghieiro » ou « ceouclieiro », c'est l'aménagement de la surface boisée en sept parties, de façon à avoir une coupe tous les ans, le taillis se coupant à 7 ans.

Plusieurs départements de la Bretagne sont assez riches en châtaigneraies, mais il y a peu de taillis ; ceux-ci se trouvent plus bas dans la Loire-Inférieure, la Vendée, le Maine-et-Loire. La Vendée surtout débite une certaine quantité de feuillards et d'échalas.

Dans plusieurs départements de l'Est, on fait beaucoup de cercles avec du feuillard de noisetier et de cornouiller, mais ceux-ci sont loin de valoir ceux de châtaignier, car ils sont moins forts et moins résistants : on exploite cet arbre à 7, 10 ou 15 ans, les perches ont de 0<sup>m</sup> 08 à 0<sup>m</sup> 20 de circonférence et 1<sup>m</sup> 65 de longueur, c'est-à-dire qu'on ne peut guère employer les cercles de noisetier que pour les petits

fûts et les barils. Les départements qui fournissent le plus de coudrier sont la Haute-Marne, la Côte-d'Or, la Meuse, le Jura, les Ardennes, la Marne et la Haute-Saône.

La région de la France qui fournit incontestablement le plus de bois de fente de châtaignier et des feuillards principalement est le Limousin et le Périgord. Cette région comprend une partie de la Haute-Vienne, de la Dordogne et de la Corrèze, ce sont les arrondissements de Saint-Yrieix et de Nontron en entier, les cantons de Saint-Mathieu et d'Oradour-sur-Vayres dans l'arrondissement de Rochechouart, et les cantons d'Uzerche et Lubersac dans la Corrèze. Dans toute cette région, les bois taillis de châtaignier sont nombreux, mais très disséminés et formant généralement des massifs de peu d'étendue. Il y en a cependant quelques-uns d'assez considérables, tels que les forêts de Lastours, de Vieillecour et la Forêt-Vieille qui peuvent avoir ensemble 500 à 600 hectares, et la forêt des Cars qui en a 140 environ. Le centre le plus important de cette exploitation est Saint-Yrieix; ses quatre cantons, Saint-Yrieix, Châlus, Nexon et Saint-Germain-les-Belles, sont peuplés de châtaigneraies, de châtaigniers isolés et surtout de taillis de châtaignier, ces derniers sont généralement très vigoureux, très fournis, les souches y sont serrées et les perches très nombreuses. Il en est de même dans tout l'arrondissement de Nontron, dans les cantons de Bussière-Badil, Saint-Pardoux, Jumilhac-le-Grand et Lanouaille. Mais au nord de Saint-Yrieix, du côté de Rochechouart, dans les cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu, les taillis sont moins

vigoureux et moins fournis ; au sud de Saint-Yrieix, dans la Corrèze, il y a encore beaucoup de taillis de châtaignier, principalement dans les cantons de Lubersac, Uzerche et Vigemois, mais ils sont souvent mélangés au chêne et bien moins productifs. En définitive, la région d'ensemble du Limousin et du Périgord, où se fait l'exploitation des taillis de châtaignier en bois de fente, aurait pour points extrêmes Excideuil, Nontron, Bussière-Badil dans la Dordogne, Oradour-sur-Vayres, Nexon, Saint-Germain-les-Belles dans la Haute-Vienne, et Uzerche et Vigemois dans la Corrèze.

Les limites que nous venons ainsi d'établir n'ont rien d'absolu, et en dehors d'elles il existe encore, dans les régions avoisinantes, des taillis de châtaigniers, où l'on fabrique des feuillards et des échalas, mais leur production en est assez peu importante, car ces taillis sont peu denses et très disséminés. Nous citerons par exemple : dans l'arrondissement de Limoges, le canton d'Aixe-sur-Vienne, où l'on fait quelque peu d'échalas et de feuillards, le canton de Saint-Léonard, où les taillis sont mélangés de chênes, de bouleaux et de châtaigniers ; on les exploite à l'âge de seize ou dix-huit ans et on fait, des perches de châtaignier qui s'y trouvent, principalement des carrassonne et des échalas. La région du Sarladais, c'est-à-dire l'arrondissement de Sarlat, dans la Dordogne, est assez riche en taillis de châtaigniers, mais leur production est bien inférieure à ceux des arrondissements de Saint-Yrieix et de Nontron.

Dans certaines parties des arrondissements de Limoges et de Rochechouart, on donne au bois de châtaignier une autre

destination : on fait, des jeunes rejets, des lames de bois excessivement minces, avec lesquelles on confectionne des paniers, des claies, des berceaux d'enfants, des fauteuils, etc. Ainsi, près de Limoges, dans le canton de Feytiat, dans un petit village, au Mas-Gautier, il y a plus de cent familles qui se livrent à cette industrie très simple et assez lucrative.

Le total des bois taillis de châtaignier, dans toute la région d'ensemble dont nous avons parlé, peut être évalué à 30,000 hectares, ce qui fait des coupes annuelles sur une étendue d'environ 3,000 hectares : c'est une surface énorme qui peut donner une quantité considérable de bois de fente (1).

L'âge des coupes y est très variable, elles se font depuis 5 ans jusqu'à 16 ans et plus. Cependant, d'une façon générale, dans les cantons de l'arrondissement de Saint-Yrieix, elles ont lieu entre 8 et 10 ans ; dans le canton de Châlus on coupe le bois très jeune, à 7 et 8 ans, et on y fait principalement aujourd'hui, et depuis longtemps déjà, du feuillard et de la dague ; il y a actuellement, à Saint-Yrieix, une tendance à faire les coupes de plus en plus rapprochées ; il y a plusieurs années, on les faisait le plus souvent entre 12 et 16 ans, aujourd'hui, celles de 14 et 16 ans pour l'échalas et la carrassonne sont rares, parce qu'on trouve un

---

(1) V. les rapports adressés en 1902 au Ministère de l'Agriculture par les préfetures de la Haute-Vienne, de la Dordogne et de la Corrèze, au sujet de l'enquête faite sur le châtaignier dans ces départements. On y relève les chiffres de 13,000 hectares pour les bois taillis de châtaignier dans la Haute-Vienne, et 25,000 hectares pour la Dordogne.

débouché plus facile pour le feuillard et la dague. L'échalas et la carrassonne de châtaignier du Limousin se vendent difficilement par suite de la crise viticole d'une part, et de la concurrence d'autre part, faite par les autres bois avec lesquels on fabrique ces marchandises, qui atteignent des prix moins élevés. On en fait plus spécialement dans certaines parties de l'arrondissement de Nontron, où les coupes se font à 14 et 16 ans. Dans la Corrèze également, où les taillis sont exploités aux mêmes âges qu'à Nontron, on leur donne la même destination. On fait aussi un peu dans toute la région des lattes de couverture ou de treillage. Nous verrons d'ailleurs plus loin les différentes marchandises fabriquées avec le bois taillis de châtaignier.

Il est très difficile de donner une idée de la productivité de ces taillis, car elle varie beaucoup suivant la nature du sol, l'exposition du bois, son âge, ses qualités, les soins qu'ils reçoivent cependant, un bon hectare de taillis, dont la coupe se fait tout les 8 ou 10 ans, peut avoir facilement 5 à 6,000 perches, à raison de 7 à 8 par cépée en moyenne, celles-ci étant de 700 à 800 par hectare. Certains peuvent donner jusqu'à 8,000 perches, comme on en rencontre quelques-uns dans le canton de Saint-Yrieix ; par contre, d'autres n'en fournissent guère que 1,000 en Corrèze notamment, où leurs dimensions sont très variables, leur circonférence peut être au moment de la coupe de 0<sup>m</sup>12 à 0<sup>m</sup>36 à 1 mètre au-dessus du sol, et leur hauteur de 5 mètres à 12 mètres, car on les exploite à 14 et 15 ans, et leur croissance est très irrégulière. Lorsque les coupes se font entre 8 et 10 ans,

les perches mesurent généralement 8 à 9 mètres de haut et 0<sup>m</sup>20 à 0<sup>m</sup>30 à la base, et elles sont assez homogènes. Les meilleurs taillis pourraient fournir jusqu'à 50,000 feuillards de cercles à l'hectare, mais en moyenne il ne faut guère compter que sur 30,000. Ce sont là des données générales sur la productivité des taillis auxquelles nous nous bornerons, car il serait trop long d'entrer dans les détails.

Il n'est pas moins difficile d'établir, et pour les mêmes raisons que précédemment, les prix des coupes de bois ; ainsi, depuis 6 ans jusqu'à 12 ans, ils vont de 150 à 650 fr. La coupe de 1 hectare vaut en moyenne, à 6 ans, 150 à 200 francs ; à 8 ans, 250 francs ; à 10 ans, 300 à 350 fr. ; à 12 ans, 400 à 450 francs ; à 14 ans, 500 francs. L'hectare de bois taillis rapporte donc au propriétaire environ 35 à 40 francs par an. Nous verrons plus loin comment se vendent ces coupes, et quels bénéfices peut réaliser le marchand de bois qui les achète.

Le Limousin ne consomme pas beaucoup de feuillards dans son commerce local, et encore moins d'échalas. On se sert des feuillards surtout pour réparer les vieux fûts, sauf à Limoges, où il se fabrique quelques fûts neufs. Dans certaines régions de la Corrèze, où il existe des vignes, ou dans certaines villes où l'on fait des barriques avec du merrain de châtaignier, on utilise une certaine quantité de cercles.

La plupart des feuillards en lattes ou roulés s'en vont à Bordeaux et dans la région bordelaise, qui en consomment la plus grande partie. D'autres sont expédiés dans les

contrées les plus diverses, à Paris, dans le Loiret, en Auvergne, dans l'Est, en Savoie, etc... Il s'en fait aussi une grande exportation, principalement en Angleterre, en Belgique, en Espagne et en Norvège ; si l'Angleterre absorbe à peu près les  $\frac{2}{3}$  des feuillards exportés par la France, cela tient à l'extension de l'industrie de la tonnellerie anglaise, par suite de l'augmentation continue de son commerce, qui nécessite un grand nombre de futailles. Il en est ainsi depuis une vingtaine d'années, et pour se rendre compte de l'importance de l'industrie de la tonnellerie en Angleterre, il suffit de savoir que celle-ci a importé de 1886 à 1891 en moyenne chaque année pour 15,280,000 francs de douves, et ce chiffre n'a pas diminué aujourd'hui. C'est donc là un débouché des plus sérieux, et qui se maintiendra vraisemblablement encore longtemps. Nous donnons à la page suivante les résultats statistiques concernant l'exportation des feuillards français en Angleterre, Espagne, Belgique et Norvège, et dans les Colonies françaises, publiés depuis 1857 jusqu'en 1905 par le Ministère des Finances. Les colonies françaises où se fait cette exportation sont l'Algérie, la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Pierre (1).

---

(1) V. Tableau général du commerce et de la navigation, de 1827 à 1905, publié par le Ministère des Finances.

Tableau des exportations du bois feuillard en Angleterre, Belgique, Espagne, Norvège, et aux Colonies françaises, de 1857 à 1905

| Années.       | Pays d'importation.   |           |          |          |                              |
|---------------|-----------------------|-----------|----------|----------|------------------------------|
|               | Angleterre.           | Belgique. | Espagne. | Norvège. | Colonies fr <sup>ses</sup> . |
|               | par 1000 pièces.      |           |          |          |                              |
| 1857. . . . . | 117                   | 280       | 470      | »        | 2596                         |
| 1866. . . . . | 131                   | 894       | 1278     | »        | 2770                         |
| 1876. . . . . | 4508                  | 724       | 3413     | »        | 1967                         |
| 1887. . . . . | 10719                 | 276       | 2492     | 480      | 3899                         |
| 1891. . . . . | 25557                 | 2053      | 3534     | »        | 1959                         |
|               | par 1000 kilogrammes. |           |          |          |                              |
| 1896. . . . . | 4743                  | 1376      | 392      | 603      | 762                          |
| 1897. . . . . | 4719                  | 1500      | 239      | 1199     | 1080                         |
| 1898. . . . . | 5167                  | 993       | 146      | 475      | 993                          |
| 1899. . . . . | 5300                  | 819       | 200      | 780      | 1015                         |
| 1900. . . . . | 5021                  | 425       | 232      | 550      | 805                          |
| 1901. . . . . | 7186                  | 1007      | 269      | 200      | 1056                         |
| 1902. . . . . | 5799                  | 407       | 388      | 1450     | 810                          |
| 1903. . . . . | 7344                  | 440       | 1333     | 2920     | 1133                         |
| 1904. . . . . | 5475                  | 606       | 447      | 800      | 684                          |
| 1905. . . . . | 5739                  | 680       | 310      | 1700     | 450                          |

La moyenne des tonnes de feuillards exportés a été dans ces dix dernières années de 5,649 pour l'Angleterre, 1,007 en Suède et Norvège, 878 dans les Colonies françaises, 825 en Belgique et 395 en Espagne.

La moyenne générale des feuillards exportés de 1827 à 1905, par période de dix ans, est la suivante :

| Années.            | Quantité des marchandises. |            | Valeur.<br>—<br>en francs. |
|--------------------|----------------------------|------------|----------------------------|
|                    | par 1000 pièces.           | par tonne. |                            |
| 1827-1836. . . . . | 3580                       | »          | 351.534                    |
| 1837-1846 (1). . . | 3800                       | »          | 373.153                    |
| 1847-1856. . . . . | 3322                       | »          | 199.497                    |
| 1857-1866. . . . . | 6299                       | »          | 373.952                    |
| 1867-1876. . . . . | 11524                      | »          | 861.952                    |
| 1877-1886. . . . . | 13400                      | »          | 1.206.050                  |
| 1887-1891. . . . . | 24300                      | »          | 2.140.000                  |
| 1892-1896. . . . . | »                          | 9200       | 2.300.000                  |
| 1897-1905. . . . . | »                          | 9897       | 2.480.000                  |

L'exportation du feuillard en France a donc progressé d'une façon constante ; en comparant, comme nous le faisons ci-dessous, les chiffres d'exportation à ceux de l'importation, nous verrons qu'à partir de 1885 celle-ci est devenue moins importante que l'exportation, et qu'aujourd'hui elle n'en atteint que le cinquième :

| Années.       | Exportation. |             | Importation. |             |
|---------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
|               | 1000 pièces. | 1000 kilos. | 1000 pièces. | 1000 kilos. |
| 1878. . . . . | 9186         | »           | 20928        | »           |
| 1879. . . . . | 10261        | »           | 20449        | »           |
| 1880. . . . . | 10637        | »           | 21598        | »           |

(1) Voici le détail des feuilards exportés de 1827 à 1846 :

|           |   |                              |                   |           |
|-----------|---|------------------------------|-------------------|-----------|
| 1827-1836 | { | feuillard de 2 mètres. . . . | 172 mille pièces. | 12000 fr. |
|           | { | — de 2 à 4 mètres. . .       | 3391 —            | 339000    |
|           | { | — de 4 mètres et plus.       | 10 —              | 2000      |
| 1837-1846 | { | feuillard de 2 mètres. . . . | 274 mille pièces. | 16000 fr. |
|           | { | — de 2 à 4 mètres. . .       | 3552 —            | 355000    |
|           | { | — de 4 mètres et plus.       | 12 —              | 1450      |

| Années.       | Exportation. |             | Importation. |             |
|---------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
|               | 1000 pièces. | 1000 kilos. | 1000 pièces. | 1000 kilos. |
| 1881. . . . . | 11437        | »           | 22496        | »           |
| 1882. . . . . | 13270        | »           | 24323        | »           |
| 1883. . . . . | 15615        | »           | 24776        | »           |
| 1884. . . . . | 15529        | »           | 22117        | »           |
| 1885. . . . . | 19551        | »           | 17059        | »           |
| 1886. . . . . | 16968        | »           | 15581        | »           |
| 1887. . . . . | 21500        | »           | 13945        | »           |
| 1888. . . . . | 23180        | »           | 14557        | »           |
| 1889. . . . . | 25500        | »           | 14853        | »           |
| 1890. . . . . | 27192        | »           | 11045        | »           |
| 1891. . . . . | 35404        | »           | 13880        | »           |
| 1892. . . . . | »            | 10402       | »            | 2499        |
| 1893. . . . . | »            | 9010        | »            | 2014        |
| 1894. . . . . | »            | 9050        | »            | 1995        |
| 1895. . . . . | »            | 8549        | »            | 1842        |
| 1896. . . . . | »            | 9181        | »            | 1923        |
| 1897. . . . . | »            | 9360        | »            | 1800        |
| 1898. . . . . | »            | 8444        | »            | 2043        |
| 1899. . . . . | »            | 8728        | »            | 1900        |
| 1900. . . . . | »            | 8198        | »            | 2284        |
| 1901. . . . . | »            | 10841       | »            | 2561        |
| 1902. . . . . | »            | 10246       | »            | 2476        |
| 1903. . . . . | »            | 14453       | »            | 2119        |
| 1904. . . . . | »            | 8827        | »            | 1328        |
| 1905. . . . . | »            | 9926        | »            | 1419        |

La production du feillard en Limousin atteint aujourd'hui un chiffre considérable ; elle s'est accrue d'une façon

continue depuis plus de quarante ans, par suite de l'extension des débouchés, de la création des voies ferrées, de la diminution des prix de transport et de la disparition des forges dans la région de Saint-Yrieix, qui absorbaient beaucoup de bois pour faire du charbon.

La presque totalité des feuillards expédiés par le port de Bordeaux viennent du Limousin, et Nantes en reçoit aussi un certain nombre ; il est donc intéressant pour nous de connaître les quantités de bois feuillard exportées respectivement par ces deux ports ; voici quels en sont les chiffres depuis 1893 jusqu'en 1906 (1) :

| Années        | Bordeaux      | Nantes        |
|---------------|---------------|---------------|
| 1893. . . . . | 1.957.214 kg. | 3.184.689 kg. |
| 1894. . . . . | 2.102.246     | 3.343.063     |
| 1895. . . . . | 1.917.132     | 2.947.040     |
| 1896. . . . . | 3.210.000     | 2.450.000     |
| 1897. . . . . | 1.978.000     | 3.870.000     |
| 1898. . . . . | 2.410.013     | 3.008.709     |
| 1899. . . . . | 2.138.945     | 3.510.840     |
| 1900. . . . . | 2.623.672     | 2.845.163     |
| 1901. . . . . | 2.763.807     | 4.688.538     |
| 1902. . . . . | 3.143.351     | 4.148.840     |
| 1903. . . . . | 5.678.888     | 4.784.171     |
| 1904. . . . . | 2.354.000     | 2.843.000     |
| 1905. . . . . | 3.643.000     | 5.203.000     |
| 1906. . . . . | 5.461.139     | 3.525.000     |

---

(1) Ces chiffres m'ont été communiqués par la Direction générale des Douanes.

Les voies ferrées ont beaucoup contribué au développement du commerce du feuillard en Limousin ; avant 1862 il n'y avait aucune ligne de chemin de fer depuis cette époque il existe les deux lignes de Limoges à Brive, par Saint-Yrieix, et de Limoges à Périgueux, par Bussière-Galant qui ont facilité beaucoup les transports qui se faisaient auparavant sur routes. Il s'est créé, en 1891, un chemin de fer à voie étroite, qui va de Saint-Yrieix à Périgueux et qui, passant dans des régions très boisées, a également beaucoup contribué au développement de l'industrie feuillardière. Mais ces lignes sont encore insuffisantes, et comme certains l'avaient réclamé, il faudrait une ligne transversale pour les régions très boisées qui se trouvent au nord et à l'est de Saint-Yrieix, depuis Saint-Germain-les-Belles jusqu'à Jumilhac-le-Grand.

Il y a trente et quarante ans, il existait à Saint-Yrieix des industries céramiques et métallurgiques importantes, il y avait alors plus de cinquante forges, fours et fourneaux, qui employaient une grande quantité de charbon de bois ; ainsi la statistique de la France de 1808 pour le département de la Haute-Vienne nous donne une idée de la consommation considérable de bois de châtaignier par ces forges de l'arrondissement de Saint-Yrieix : « Les forges, dans leur état actuel, consomment 271,150 myriagrammes de charbon, dont les deux tiers sont composés de châtaignier et le surplus de chêne et de hêtre » (1). A cette époque, les forges absor-

---

(1) V. Statistique générale de la France pour le département de la Haute-Vienne, 1808.

baient donc plus de 1,800 tonnes de bois de châtaignier ; plus tard, et jusqu'en 1860-1865, le nombre des forges s'étant accru, le chiffre a dû en être beaucoup plus élevé. Ces industries étaient mal outillées, et elles ont disparu presque toutes par suite de la concurrence ; il fallait donc trouver une autre destination à l'énorme quantité de bois qu'elles absorbaient, ce fut le bois de fente. Il en est de même dans la région de Nontron, où il y avait autrefois plus de soixante forges, fourneaux et fours, et qui n'existent plus aujourd'hui. Ajoutez à cela les terrains impropres à la culture, la cherté toujours croissante de la main-d'œuvre agricole, et vous saurez toutes les raisons qui ont favorisé l'exploitation des bois taillis du Limousin en bois de fente.

Depuis 1870-1875 principalement, cette exploitation s'est développée et a pris une extension très sensible qui a continué jusqu'à aujourd'hui. Mais, tandis qu'au début de cette période et presque jusqu'en 1900, on fabriquait beaucoup d'échalas et de carrassonnes, aujourd'hui et depuis une dizaine d'années il y a tendance à faire davantage le feuillard et la dague. Dans certaines parties de la région de Nontron, où les coupes se font tard, à quatorze et seize ans, on fabrique encore beaucoup l'échalas et la carrassonne, mais, du côté de Châlus et Bussière-Galant, on fait presque exclusivement la dague et le feuillard, et du côté de Saint-Yrieix et Lanouaille, on tend également à en faire plus que de carrassonnes et d'échalas. Cela tient à la création des nouveaux débouchés, tels que l'Angleterre, et à la crise

viticole qui a avili les prix des échalas et en a diminué beaucoup la consommation.

Si l'on se reporte à la statistique de 1808 pour la Haute-Vienne, le chiffre de production des feuillards était alors minime, il était loin d'atteindre celui d'aujourd'hui. « On fait année commune, y lisons-nous, 30,000 meules de cercles, presque tous en bois de châtaignier provenant de la coupe des taillis. L'arrondissement de Rochechouart est celui qui en donne le plus. Les arrondissements de Limoges et de Bellac en produisent moins. Celui de Saint-Yrieix, qui pourrait en fournir beaucoup par la grande quantité de ses bois taillis, ne s'occupe qu'accidentellement de ce commerce par suite de la difficulté des voies d'exportation, qui ne lui sont ouvertes que lorsque les vins abondent dans le département de la Dordogne.

..... Il faut environ 6,000 meules de cercles pour l'entretien des vieilles futailles qu'on emploie dans le département de la Haute-Vienne ; on exporte 24,000 meules dans les pays vignobles ; outre les cercles on tire de la coupe des taillis divers bois fendus pour couvrir les bâtiments, faire les plafonds, contrelatter les torchis à l'extérieur, échalasser les vignes et soutenir les treillages et les espaliers. On convertit annuellement en perches, lattes et piquets environ 16,600 stères » (1).

Si nous prenons les chiffres donnés par un ouvrage de

---

(1) V. Statistique générale de la France, pour le département de la Haute-Vienne, 1808, p. 475.

1880 (1), nous pouvons déjà constater un développement énorme de l'industrie du feuillard ; d'après lui, « les 12,000 hectares plantés exclusivement en châtaignier sont aménagés, savoir : 10,000 hectares à dix-huit ans, en vue de la production du carrasson, à raison de 20 milliers par hectare, et 2,000 hectares à sept ans pour feuillard (bois de cercle), dont le produit est de 30 milliers par hectare. Quant aux 35,000 hectares de mélange, on peut dire que 45 0/0 environ du peuplement, soit à peu près 16,000 hectares, sont exploités à vingt ans, concurremment avec le chêne et autres essences pour servir spécialement à alimenter les usines à porcelaine à Limoges et à Saint-Yrieix. Le produit de ces 16,000 hectares est à 200 stères à l'hectare pour vingt ans ou 10 stères par an. On peut évaluer de la manière suivante le revenu annuel des bois de châtaignier de la Haute-Vienne :

Bois de feu : 160.000 stères à 3 fr. 25, 520.000 fr.

Carrassonne : 11.100 milliers à 50 fr., 555.000 »

Feuillard : 8.600 milliers à 14 fr., 120.000 »

Il faut faire toute réserve sur le prix de 14 fr. le mille de feuillards.

Une autre source de renseignements nous est donnée par la statistique de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans : voici quel est le relevé global des tonnages des bois de cons-

---

(1) V. *L'agriculture, les prairies et les irrigations de la Haute-Vienne*, par J.-A. Barral, 1880.

truction expédiés par les gares ci-dessous pendant les années suivantes (1) :

|                                | 1887              | 1890              | 1895              | 1900              | 1906              |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                | —                 | —                 | —                 | —                 | —                 |
| Saint-Yrieix . . . . .         | 5003 <sup>T</sup> | 6324 <sup>T</sup> | 4512 <sup>T</sup> | 4888 <sup>T</sup> | 6356 <sup>T</sup> |
| La Coquille . . . . .          | 5095              | 4471              | 4776              | 3243              | 2212              |
| Bussière-Galant. . . . .       | 3417              | 4352              | 3698              | 3802              | 3649              |
| Lafarge . . . . .              | 1163              | 1392              | 1594              | 2672              | 2641              |
| Coussac-Bonneval. . . . .      | 2311              | 3706              | 1797              | 1459              | 2465              |
| Nontron. . . . .               | 1016              | 1316              | 1762              | 1061              | 2887              |
| Châlus. . . . .                | 2242              | 1903              | 912               | 932               | 1251              |
| Oradour-sur-Vayre . . . . .    | 2208              | 1714              | 1864              | 1623              | 1189              |
| Pompadour . . . . .            | 1006              | 2022              | 1197              | 1483              | 1166              |
| St-Pardoux-la-Rivière. . . . . |                   |                   | 973               | 676               | 619               |
| Nexon. . . . .                 | 304               | 474               | 168               | 356               | 273               |
| Champsac. . . . .              | 314               | 268               | 141               | 426               | 266               |
|                                | <hr/>             | <hr/>             | <hr/>             | <hr/>             | <hr/>             |
|                                | 24079             | 27942             | 23394             | 22621             | 24174             |

Parmi les bois de construction expédiés par ces gares, il n'y a guère que des feuillards, dagues, échalas, carrassonnes et lattes, car ce sont les gares des localités où l'on fait exclusivement des bois de fente. Il en manque un certain nombre à cette nomenclature, notamment celles de Lanouaille et de Payzac, dont les chiffres sont certainement très importants, et il est bon de faire remarquer que la diminution du tonnage dans les gares de Saint-Yrieix et de la Coquille, depuis 1895 (sauf en 1906 à Saint-Yrieix), vient de la construc-

---

(1) Ce relevé statistique m'a été communiqué par la Direction de la Compagnie d'Orléans.

tion de la gare de Lanouaille. Aussi, le chiffre de 24,174 tonnes, constituant le total des bois de fente expédiés par les gares de la région du Limousin et du Périgord, qui nous intéresse, peut être facilement, sans crainte d'exagération, porté à plus de 30,000 tonnes, dont plus de 10,000 pour les dagues et feuillards. Ces chiffres sont pour nous une précieuse indication, car on peut établir approximativement la part des échalas, feuillards et lattes, quand on sait à peu près la proportion de chacune de ces marchandises expédiées par chaque gare.

D'autre part nous connaissons le chiffre des feuillards exportés par le port de Bordeaux qui se fournit principalement en Limousin, et où la plus importante des maisons de gros pour la vente des cercles débite annuellement 30 millions de cercles, et nous savons qu'à Nantes, à Paris et dans bien d'autres localités il s'expédie beaucoup de feuillards du Limousin.

Nous savons aussi la productivité en feuillards des taillis de châtaignier du Limousin, et sur quelle surface on les exploite annuellement. Enfin nous avons vu que depuis vingt-cinq ans cette exploitation a augmenté énormément, et que le chiffre de 8,600,000 feuillards donné en 1880 par M. Barral, pour la Haute-Vienne, a au moins doublé aujourd'hui, et il faut y ajouter les feuillards de la Dordogne et de la Corrèze.

M. Lavialle, dans son récent et très intéressant ouvrage sur le châtaignier, dit que « le Limousin fournit actuellement 20,000 meules. Il en donnait autrefois plus du double,

quand le cerclage du feuillard de fer était peu pratiqué » (1). Ces chiffres ont pu avoir de la valeur il y a un siècle, aujourd'hui ils n'en ont plus aucune, et ils constituent une très grosse erreur qu'il est nécessaire de relever. En effet en nous servant de toutes les données que nous avons indiquées plus haut sur la production du feuillard en Limousin, nous pouvons estimer, sans craindre d'exagérer, à plus de 35 millions le chiffre global des feuillards et dagues, roulés ou en lattes, fabriqués en Limousin et en Périgord.

---

(1) *Le Châtaignier*, par J.-B. Lavialle, 1906.

---

## CHAPITRE II

### LA FABRICATION DU FEUILLARD ET LES FEUILLARDIERS

Le nombre des feuillardiers. — Le feuillardier professionnel : ce qu'il est, sa vie journalière. — Son salaire. — L'apprentissage. — Le mode et les instruments de travail. — Les différents travaux qui précèdent ou suivent celui du feuillardier. — Le cintrage des cercles.

L'ouvrier qui fabrique le feuillard en forêt est connu dans le Limousin et le Périgord sous le nom de feuillardier, mais il fait aussi d'autres bois de fente, tels que l'échalas, la carrassonne, les lattes et les piquets. Ce nom de feuillardier est relativement nouveau et il est impossible de le trouver relaté dans un ouvrage de sylviculture, on y parle bien de cerclier ou de fendeur, mais jamais de feuillardier. Il en existe partout où se fait le feuillard, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, dans cinq ou six régions : dans l'Est, dans la Côte-d'Or, la Haute-Marne, la Meuse, le Jura, les Ardennes et la Marne ; dans l'Ouest, dans la Loire-Inférieure et la Vendée ; dans le Midi, dans la Lozère, l'Ardèche, le Gard, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, le Gers, la Gironde et la Corse ; dans certains environs de Paris, en Beauce et en Sologne. Mais ils sont surtout nombreux dans le centre de la France, en Auvergne, Limousin et Périgord ; là ils constituent une corporation très importante, tandis qu'ailleurs ils sont peu, et on les connaît même plutôt sous le nom de cer-

cliers ou de fendeurs. En Limousin, dans toute la région qui nous intéresse, il est assez difficile de connaître exactement le nombre des ouvriers appartenant à cette profession, mais on peut l'estimer, sans crainte d'erreur, au moins à 2,500.

Si on s'en rapportait aux chiffres publiés en 1896 par le Ministère du Commerce, dans les « Résultats statistiques du recensement des industries et professions » (1), les feuellardiers étaient à peine à cette époque un millier dans toute la France, 911 exactement, dont 95 chefs d'industrie, 462 ouvriers et 344 petits patrons. Ce sont là des chiffres très erronnés, au moins pour le Limousin ; en effet, cette statistique n'accuse que 600 feuellardiers dans toute cette région, alors qu'il y en a aujourd'hui 2,500 au moins, dont 1,200 syndiqués, et, il y a dix ans, les feuellardiers n'étaient pas moins nombreux. Ainsi, dans la Haute-Vienne notamment, les chiffres de la statistique sont tout à fait fantaisistes, il est question de 8 chefs d'établissement occupant 264 ouvriers ; il y en a certainement au moins 30, dont un fait travailler à certains moments plus de 300 ouvriers ; on n'y signale aucun petit patron, alors qu'ils sont au contraire fort nombreux. Malgré cela, la corporation des feuellardiers, en France, est très peu importante, puisque la plus grande partie se trouve en Limousin.

Le feuellardier limousin est généralement un paysan petit propriétaire, ou bordier, ou un ouvrier agricole, qui travaille

---

(1) V. Résultats statistiques du recensement des industries et professions, publiés par le Ministère du Commerce, 1896.

régulièrement au métier tous les ans pendant 6 à 8 mois, les autres mois l'un s'occupe de ses récoltes, l'autre va travailler aux fauchaisons et aux moissons : c'est le feillardier professionnel. A côté de lui il y a des métayers ou fermiers, ou plutôt leurs fils, et des ouvriers de différentes catégories, tels que les maçons, les charpentiers, les scieurs de long, etc., dont le travail est très irrégulier, ils ne font qu'accessoirement du feillard pour gagner leurs journées, quand ils ne sont pas occupés par leurs travaux habituels. Pour les premiers l'industrie du feillard est un métier, pour les seconds c'est seulement un travail supplémentaire ; les premiers sont plus nombreux que les seconds, sans grande différence cependant. Dans la région de Saint-Yrieix, il y a un élément ouvrier urbain de feillardiers assez important qui habite dans la ville de Saint-Yrieix ; ainsi, les petits propriétaires et métayers sont environ 50 0/0, les ouvriers agricoles et journaliers 30 0/0, et l'élément ouvrier de ville (charpentier, maçon, etc.) 20 0/0. Ailleurs, il n'en est plus de même, cette proportion d'ouvriers spéciaux n'existe pas ou à peine, et on peut dire, d'une façon générale, que le feillardier comprend presque exclusivement les petits propriétaires, les ouvriers agricoles et les métayers. Ces derniers forment aujourd'hui un élément assez fort, car les fils de métayer ou fermier peuvent ainsi gagner personnellement un peu d'argent, dont ils disposeront librement ; c'est par eux que le nombre des feillardiers s'est accru en Limousin de façon assez sensible, faisant ainsi de la concurrence aux feillardiers professionnels,

Depuis une trentaine d'années, depuis 1875-1880, le nombre des feillardiers en Limousin a considérablement augmenté ; il y a trente ou quarante ans et au delà, on en trouvait difficilement dans la région de Saint-Yrieix, on était obligé d'aller les chercher en Auvergne et en Dordogne, dans le Sarladais particulièrement ; puis l'industrie feillardière s'étant beaucoup développée, et les industries métallurgiques de Saint-Yrieix et de Nontron ayant disparu, les bras n'ont point manqué pour le feillard, et de 1885 à 1900, il y a eu une telle pléthore de feillardiers que les salaires tombèrent très bas à cette époque, comme nous le verrons plus loin.

Le travail du feillardier se fait généralement du 15 octobre au 15 juin, pendant environ huit mois : il s'agit là du feillardier professionnel, car les autres travaillent d'une façon intermittente, pendant des périodes qui peuvent varier de deux mois à six mois. Le métier est rude, car il se fait surtout pendant la saison d'hiver, particulièrement rigoureuse en Limousin, mais le feillardier appartient à la race de ces paysans vigoureux qui, sous une apparence chétive le plus souvent, ont beaucoup d'endurance et de résistance et le travail opiniâtre. C'est un métier non seulement pénible, mais très déprimant moralement, car le feillardier se trouve très isolé, et il a dans les loupes, encore assez fréquents dans certaines parties du Limousin, des compagnons peu agréables : d'un caractère doux et froid, il est énergique, réfléchi, et de rapports faciles. Seul dans sa cabane pendant plusieurs heures de suite, il travaille au

milieu du silence le plus triste, troublé seulement le plus souvent par la chute de la neige ou le bruit du vent. Il travaille au moins douze heures par jour, et bien des fois jusqu'à seize heures ; il prend généralement un jour de repos par semaine, le dimanche de préférence. Le matin, il est à l'ouvrage entre cinq heures et sept heures, suivant la saison, pour terminer à sept heures du soir ; vers les neuf heures du matin, il mange un peu de pain, de onze heures et demie à midi et demi, il prend son repas, qui consiste presque toujours en une soupe, qu'il fait chauffer lui-même ou qu'on lui apporte de la ferme voisine, un morceau de pain, et de lard, ou de fromage, comme boisson, de l'eau. Quelques-uns cependant ont des légumes et boivent du vin. Le soir, à sept heures, il va chez son logeur, c'est-à-dire dans une maison voisine de son chantier, chez un fermier, métayer ou petit propriétaire, et là il prend son repas du soir avec toute la famille du logeur, repas bien modeste, consistant en une soupe et quelques légumes, quelquefois un peu de salé et du fromage, et presque toujours de l'eau comme boisson. Quand il travaille près de chez lui, l'un des siens, sa femme s'il est marié, lui apporte sa nourriture, et le soir il revient à la maison. Souvent il est obligé de faire tous les matins quatre, cinq ou six kilomètres pour aller au chantier, mais la plupart du temps, et je parle surtout du feillardier professionnel, il va travailler à dix, douze et quinze kilomètres, et plus, de chez lui, il ne peut donc y rentrer tous les soirs et va coucher chez un paysan voisin qui l'héberge et le nourrit pour six, huit ou dix sous par jour, ou bien

moyennant ses débris de bois. Aujourd'hui le logeur prend dix sous par jour, si c'est un métayer ou un fermier, ou bien les débris de bois, si c'est un petit propriétaire, car le bois n'est pas chez lui trop abondant. Moyennant cette somme, ou cette redevance en nature, le logeur lui prépare ses deux soupes par jour, auxquelles il ajoute quelques légumes pour le repas du soir, et lui donne le coucher. Le feuillardier doit fournir son pain. Celui-ci dépense donc douze à quinze sous par jour pour sa nourriture et son logement ; nous reconnaissons bien là le tempérament sobre et l'esprit économe du paysan. Autrefois et il y a douze ou quinze ans encore, il n'était pas rare de voir le feuillardier passer la nuit dans sa hutte ; il se faisait une couche avec des feuilles mortes, sur laquelle il dormait tout habillé après s'être enveloppé dans une couverture. Nous en avons vu un entre autres, qui à une époque était resté deux mois dans une forêt, qu'il ne quittait que tous les quatre jours pour aller faire sa provision de pain, de lard et de pommes de terre, il couchait la nuit dans sa cabane et préparait lui-même ses repas. C'était l'âge des temps héroïques, bien passé maintenant, car aujourd'hui ceux qui couchent dans leur cabane sont très rares. Le logeur a jusqu'à trois ou quatre feuillardiers ; quand il ne les connaît pas, il se fait souvent garantir le paiement de leur nourriture et du logement par le marchand de bois qui les occupe, afin d'éviter de ne point être payé par suite du départ brusque d'un feuillardier, comme cela est arrivé plus d'une fois. Après le repas du soir, beaucoup de feuillardiers reviennent vers

les huit heures et demie à leur cabane pour travailler jusqu'à minuit ; avec ces veillées, ils font ainsi des journées de quinze et seize heures. Le feuillardier doit avoir un tempérament solide, doublé d'une robuste énergie et d'une rare vaillance pour résister à ce dur labeur et à un genre de vie plutôt misérable.

Le gain journalier du feuillardier est modique, mais en rapport avec ses goûts et son existence fort simples, et une vie peu coûteuse. Il n'est pas payé à la journée et travaille aux pièces, par conséquent son salaire journalier est très variable, il dépend des aptitudes de l'ouvrier, des catégories de marchandises, et de la durée de son travail. Un bon ouvrier faisant une journée de douze heures peut se faire 3 francs, et il a en plus les débris, c'est-à-dire les écorces, les copeaux provenant du planage du bois et les bouts de perches qui restent après le mesurage du bois. Ces « recalons », suivant l'expression du pays, n'ont pas de longueurs déterminées, ni même limitées à un maximum, ils ont depuis 5 ou 6 centimètres jusqu'à 0<sup>m</sup>60, et ont donné lieu souvent à des difficultés entre ouvriers et marchands de bois, car ces derniers auraient voulu supprimer l'usage de les donner à l'ouvrier. Un procès a eu lieu dernièrement à ce sujet, mais l'ouvrier n'a pas eu gain de cause, car le patron est libre de ne pas les laisser à l'ouvrier, à condition de les lui payer après entente préalable avec lui. Ce sont ces débris que les feuillardiers donnent au logeur pour payer leur nourriture et leur logement.

Voici ce que peut faire un bon ouvrier dans une

journée normale de douze heures, avec de bon bois :

300 feuillards de 8 pieds, à 1 fr. le 100, soit 3 fr. ;

350 lattes de 1<sup>m</sup>50, à 0 fr. 90 le 100, soit 3 fr. 15 ;

400 échelas de 1<sup>m</sup>50, pointés aux deux bouts, à 0 fr. 80 le 100, soit 3 fr. 20.

Cela fait donc bien une moyenne de 3 francs par jour, sur lesquels le feuillardier peut mettre de côté 2 francs à 2 fr. 25, ce qui fait pour une campagne de huit mois 600 francs de salaire brut. Tel est le gain annuel du feuillardier professionnel. Son salaire journalier pourra être légèrement plus élevé si l'ouvrier fait des veillées, et si la marchandise et le bois sont avantageux, il se fera ainsi jusqu'à 4 fr. 50 et 5 francs, mais il lui faudra fournir un travail excessif de 16 heures par jour. S'il n'a pas donné les débris au logeur, il pourra en tirer un certain profit, car il en a trop bien souvent et il peut en vendre.

L'Office du Travail, dans ses volumes sur la « Statistique des grèves », donne des chiffres de salaire journalier du feuillardier aussi variés que peu exacts ; ainsi d'après elle ce salaire était en 1899 à Saint-Yrieix de 1 fr. 25 à 1 fr. 75, puis 1 fr. 50 à 2 francs, en 1901 à Saint-Yrieix de 1 fr. 25 à 1 fr. 50, à Lanouaille de 1 fr. 25 à 3 fr. et 1 fr. 60 à 3 fr. 60, en 1904 à Lanouaille de 2 fr. 50 à 2 fr. 75, et à Bussière-Badil de 2 fr. puis 2 fr. 25 (1). Voilà bien des chiffres, qui laissent dans l'esprit beaucoup d'imprécision,

---

(1) V. « Statistique des grèves » publiée par l'Office du Travail, années 1899, 1901 et 1904.

puisqu'ils vont du simple au triple, depuis 1 fr. 25 jusqu'à 3 fr. 60. En matière de statistique on doit prendre une moyenne, il faut dans le cas présent prendre le bon ouvrier et son salaire moyen pour une journée de durée normale, et alors l'on peut dire d'une façon plus précise qu'avant 1900, entre 1885 et 1900, les salaires du feillardier ayant diminué, celui-ci ne gagnait guère que 2 fr. 25 par jour dans la région limousine, où les prix étaient partout sensiblement les mêmes, tandis qu'aujourd'hui son gain est de 3 fr. environ par jour. Le salaire du feillardier est redevenu ce qu'il était autrefois il y a 20 ou 25 ans, et depuis 1900 il a augmenté d'environ 25 0/0.

Depuis 40 ans, les prix de la façon ont beaucoup varié d'année en année, il y a eu une période, de 1885 à 1900, où ils étaient très bas, les salaires s'étaient avilis, et ce qui se paye aujourd'hui 10 fr. le mille, comme le feillard de 8 pieds, se payait 7 ou 8 fr. Actuellement, le salaire est le même pour tous les ouvriers, par suite de l'existence des tarifs syndicaux, aussi le bon ouvrier n'est pas mieux payé que le mauvais. Le patron a cependant une ressource, c'est de réserver pour les meilleurs ouvriers les taillis les plus faciles à exploiter et où le bois est de bonne qualité, tandis qu'il enverra les autres dans les taillis les moins bons. Avant 1900, l'uniformité dans les salaires n'existait pas, l'ouvrier et le patron faisaient leurs prix, variant beaucoup suivant les uns ou les autres et suivant la saison ; ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le feillard de 8 pieds fut payé en 1868 7 fr, le mille, quelques années plus tard son prix

monta jusqu'à 14 fr. le mille. Aujourd'hui, l'ouvrier embauché par le marchand de bois sait à l'avance les prix qu'on lui donnera, il n'a pas à les discuter avec le patron et à passer par ses exigences, il aura ceux des tarifs syndicaux que nous donnons ci-dessous (1) :

|                                    |                    |                   |
|------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Dagues de                          | 5 pieds.           | 5 francs le mille |
| —                                  | 6 —                | 6 —               |
| —                                  | 7 —                | 7 —               |
| Feuillards de                      | 7 pieds            | 8 —               |
| —                                  | 8 —                | 10 —              |
| —                                  | 9 —                | 12 —              |
| —                                  | 10 —               | 14 —              |
| —                                  | 11 —               | 16 —              |
| —                                  | 12 —               | 18 —              |
| —                                  | 13 —               | 20 —              |
| —                                  | 14 —               | 25 —              |
| —                                  | 15 —               | 30 —              |
| —                                  | 16 —               | 35 —              |
| —                                  | 17 —               | 40 —              |
| —                                  | 18 —               | 50 —              |
| Lattes pour treillages de          | 1 mètre.           | 4 ou 5 —          |
| —                                  | 1 <sup>m</sup> 15  | 5 ou 6 —          |
| —                                  | 1 <sup>m</sup> 25  | 7 —               |
| —                                  | 1 <sup>m</sup> 35  | 8 —               |
| —                                  | 1 <sup>m</sup> 50  | 9 —               |
| —                                  | 1 <sup>m</sup> 75  | 10 —              |
| —                                  | 2 mètres           | 11 —              |
| Lattes pour couvertures non liées, | 1 <sup>m</sup> 50. | 10 —              |
| Echalas ronds et quartiers,        | 5 pieds.           | 8 —               |
| —                                  | 6 —                | 10 —              |

---

(1) Ce sont les tarifs des syndicats de Saint-Yrieix et de Châlus, qui sont actuellement en vigueur, et depuis 1901, et qui m'ont été communiqués par leur secrétaire respectif.

Echalas de 0<sup>m</sup>10 à 0<sup>m</sup>12 de circonférence,

|                                               |                   |
|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1 mètre . . . . .                             | 5 francs le mille |
| — pointés 1 bout, 1 <sup>m</sup> 33. . . . .  | 6 ou 7 —          |
| — pointés 2 bouts, 1 <sup>m</sup> 33. . . . . | 7 ou 8 —          |
| — pointés 1 bout, 1 <sup>m</sup> 50. . . . .  | 7 ou 8 —          |
| — pointés 2 bouts, 1 <sup>m</sup> 50. . . . . | 8 ou 9 —          |
| — triangulaires, 1 mètre . . . . .            | 6 —               |
| — — 1 <sup>m</sup> 20 . . . . .               | 7 —               |
| — — 1 <sup>m</sup> 33 . . . . .               | 8 —               |
| — — 1 <sup>m</sup> 50 . . . . .               | 9 —               |
| — — 1 <sup>m</sup> 70 . . . . .               | 10 ou 11 —        |
| — — 2 mètres. . . . .                         | 12 ou 13 —        |

Carrassonnes, 0<sup>m</sup>10 à 0<sup>m</sup>12 de circonférence,

|                                                               |          |
|---------------------------------------------------------------|----------|
| 4 pieds. . . . .                                              | 6 ou 7 — |
| — 0 <sup>m</sup> 10 à 0 <sup>m</sup> 12, 4 pieds 1/2. . . . . | 7 ou 8 — |
| — 0 <sup>m</sup> 12 à 0 <sup>m</sup> 14, 5 pieds. . . . .     | 8 —      |
| — 0 <sup>m</sup> 14 à 0 <sup>m</sup> 15, 6 pieds. . . . .     | 10 —     |
| — 0 <sup>m</sup> 16 à 0 <sup>m</sup> 17, 7 pieds. . . . .     | 12 —     |
| — semischêne ou acacia, 5 pieds. . . . .                      | 14 —     |
| — — 6 — . . . . .                                             | 16 —     |
| — — 7 — . . . . .                                             | 18 —     |

Lisses, 7 pieds . . . . . 10 —

— 8 — . . . . . 12 —

— 9 — . . . . . 14 —

Gros piquets, 0<sup>m</sup>20 à 0<sup>m</sup>22 de circonférence,

|                                                                     |            |
|---------------------------------------------------------------------|------------|
| 1 <sup>m</sup> 50. . . . .                                          | 23 ou 24 — |
| — 0 <sup>m</sup> 20 à 0 <sup>m</sup> 22, 1 <sup>m</sup> 70. . . . . | 25 ou 26 — |
| — 0 <sup>m</sup> 20 à 0 <sup>m</sup> 22, 2 mètres. . . . .          | 30 ou 31 — |

Ce sont là les prix de la façon payés actuellement dans toute la région du Limousin et du Périgord depuis 1901 ; il y a bien quelques dérogations à ces prix, mais elles sont alors le fait même de l'ouvrier, et nous pourrions citer tel feuillardier qui, en Corrèze, est payé à des prix différents :

ainsi, le feuillard de 8 pieds lui est payé 8 francs le mille au lieu de 10 francs; celui de 9 pieds 10 francs au lieu de 12 francs; l'échalas rond, ou quartier de 6 pieds, 9 francs au lieu de 10 francs; l'échalas triangulaire de 5 et 6 pieds, 8 et 10 francs et non 10 et 12 francs. Ces différences n'existent que pour les ouvriers non syndiqués, car un syndiqué n'accepterait jamais, comme nous le verrons plus loin, de travailler à des prix inférieurs au tarif syndical. Il existe deux tarifs syndicaux : l'un élaboré par le syndicat de Saint-Yrieix et appliqué depuis 1901, l'autre par le syndicat de Châlus et accepté par les patrons depuis 1906; leurs prix sont sensiblement les mêmes et il est facile d'en voir les différences au tableau précédent, en remarquant les marchandises où il y a deux prix indiqués sous la même rubrique.

Le feuillardier ne fait donc pas exclusivement que du feuillard et de la dague, il fait aussi des échelas, de la car-rassonne, des lattes, des lisses, des gros piquets de toutes dimensions, ces dernières marchandises se font surtout en Corrèze et en Dordogne. Le feuillardier s'occupe uniquement de la fente de la perche de châtaignier, l'abatage du bois, le liage des lattes, le transport, le cintrage du feuillard et les fagots sont faits par d'autres ouvriers spéciaux, dont nous parlerons plus loin. Quelquefois cependant certains feuillardiers s'occupent de la fente et du liage, mais c'est très rare.

La fente du bois demande une certaine habitude, surtout pour y procéder avec célérité; il faut savoir utiliser son

bois, se rendre compte du profit que l'on peut tirer d'une perche de châtaignier, étant données ses dimensions et sa qualité. Le métier du feuillardier nécessite donc un apprentissage, plus ou moins long suivant les aptitudes de l'apprenti. Celui-ci paye une certaine somme, très variable suivant les individus, par exemple 30 francs pour trois mois, bien souvent il ne donne rien, parce qu'alors le métier lui est appris par un parent. Il y a intérêt pour la corporation à ne pas faire trop d'apprentis, afin d'éviter la concurrence, les syndicats de feuillardiers l'avaient bien compris, aussi ont-ils essayé de restreindre l'apprentissage, sans arriver d'ailleurs à un résultat. Le syndicat de Saint-Yrieix a décidé le 1<sup>er</sup> décembre 1902 que « tout ouvrier feuillardier syndiqué prenant un apprenti autre que son fils doit payer un droit d'entrée de 10 francs pour ledit apprenti au bénéfice du syndicat » ; dans une réunion ultérieure du 3 décembre 1905, l'assemblée reconnut que « l'intérêt de tous était de faire le moins d'apprentis possible », et renouvela le droit de 10 francs précédemment établi ; cependant, il fut admis un peu plus tard que les apprentis entre frères n'y seraient point soumis et bénéficieraient du droit d'entrée général de 1 franc. Au syndicat de Châlus on s'occupa de la même question et, le 8 janvier 1905, il y fut décidé que le patron et son apprenti verseraient chacun 50 francs au syndicat ; c'était un chiffre exagéré, aussi, peu de temps après, l'indemnité d'apprentissage fut réduite à 10 francs, versable par l'apprenti, mais ces dispositions ne reçurent aucune application. Le nombre des apprentis est d'ailleurs très restreint.

Les outils dont se sert le feuillardier sont peu nombreux, ils sont peu coûteux et peuvent faire un usage assez long ; ils consistent en :

1° Une serpe dont la courbe est très prononcée ;

2° Une plane dont la lame est droite, large et épaisse ; elle peut avoir jusqu'à 0<sup>m</sup> 50 de long et 0<sup>m</sup> 10 de large. En Limousin, on la connaît plutôt sous le nom de « couteau plat » ou « couteau ».

3° Un coudre : lame droite à deux biseaux, longue de 0<sup>m</sup> 30 à 0<sup>m</sup> 35 et large de 0<sup>m</sup> 10, pourvue d'un manche assez long, formant équerre avec la lame ;

4° Une hache pour pointer les échelas et les piquets et une scie pour scier les perches suivant les différentes dimensions ;

5° Une mailloche pour frapper sur le coudre.

Le feuillardier se sert pour façonner d'établis très simples, qu'on appelle banc, ou chevalet, ou atelier, et d'une règle de mesurage. Le banc ou chevalet sert à fendre les perches de petit diamètre et à faire les dagues, feuillards et lattes, même les échelas. Il consiste en un gros morceau de bois long d'environ trois mètres, dont l'une des extrémités est fixée au sol directement et l'autre repose sur un trépied, qui permet de lui donner une hauteur d'environ 0<sup>m</sup> 80 à 1 mètre au-dessus du sol. Sur cette partie la plus élevée du morceau de bois, et légèrement équerrie en avant, se trouve solidement fixé un crochet en bois la tête en dedans, puis, 0<sup>m</sup> 35 ou 0<sup>m</sup> 40 plus loin, une fourchette en bois à deux branches ; sur le côté droit du banc est enfoncé un

petit morceau de bois long de 0<sup>m</sup> 15 environ et assez fort, dont un des côtés est légèrement taillé en biseau. C'est donc une table de travail fort simple que l'ouvrier construit sur place.

L'atelier qui sert à fendre les grosses perches, pour en faire des piquets ou des échalas, est aussi primitif : il consiste en deux pièces de bois longues de 1<sup>m</sup> 50 environ, de fort diamètre, disposées de façon à former une fourche, elles sont solidement fixées au sol par des piquets et l'une d'elles, celle qui est en avant, est légèrement plus élevée que l'autre.

La règle du feillardier est simplement une pièce de bois longue de 3 mètres à 3<sup>m</sup> 50, dont l'une des extrémités repose à terre et l'autre sur un support formé par deux piquets entrecroisés. Cette pièce de bois est pourvue de plusieurs coches qui indiquent les diverses dimensions de marchandises à ouvrir, depuis 4 pieds jusqu'à 9 pieds, le feillardier se sert du support pour placer la perche afin de la scier, après avoir pris au préalable la mesure nécessaire. Le sciage se fait pour les piquets, lattes et échalas, mais non pour les dagues et feillards que l'on coupe avec la serpe.

Le chevalet du feillardier est installé dans une cabane que celui-ci est obligé de construire pour être à l'abri du froid et de la pluie. Il établit celle-ci avec de fortes branches plantées en terre, au nombre de 4 ou 6, et soutenant à leurs extrémités des branches transversales, reliées les unes aux autres et formant entre elles un carré allongé, puis, avec d'autres branches, il dispose les chevrons de la

couverture, qui est faite au moyen des pelures et des copeaux. Quand la saison est bonne, c'est-à-dire au printemps, le feillardier laisse les parois de sa cabane découvertes, mais, en hiver, tout est garni de copeaux, depuis le sol jusqu'au faite. Il laisse seulement une ouverture pour pénétrer, dont il change la place suivant la direction du vent. Dans un coin de la cabane, il allume du feu qu'il entretient toute la journée, il le met du côté opposé au vent, de manière à ne pas être incommodé par la fumée. Quand la nuit est arrivée, il suspend à une branche placée au travers de la cabane, à hauteur de la couverture et au-dessus du chevalet, une petite lampe à essence pour lui permettre de voir son travail. Lorsque, par les nuits d'hiver, on circule sur les routes de la région de Saint-Yrieix, on aperçoit de distance en distance les feux des feillardiers, et l'aspect de ces lueurs rougeâtres, disséminées çà et là au milieu de l'obscurité, a quelque chose de féérique. Certaines nuits, quand la lune est belle, le feillardier sort de sa cabane et travaille dehors à la clarté de la lune ; quelquefois le feu se met aux cabanes, il est même arrivé que des feillardiers y couchant la nuit ont été horriblement brûlés par suite de ces incendies, mais ce sont là des faits excessivement rares et, avec un peu de prudence, ces dangers sont faciles à éviter. Le feillardier travaille toujours seul dans sa cabane, mais en chantier la plupart du temps, car un même taillis est presque toujours occupé par plusieurs ouvriers, dont le nombre varie suivant l'importance de la coupe. Les rapports entre camarades de chantier sont généralement très

cordiaux et, à l'occasion, ils s'entr'aident volontiers ; quelquefois cependant, ils sont victimes de camarades indécats, comme il y en a dans tous les corps de métier, qui font disparaître leurs outils ou leurs marchandises à leur profit, mais les exemples en sont bien rares.

L'ouvrier feillardier est sous la surveillance directe soit d'un petit patron, dont nous parlerons plus loin, soit de marchands de bois ou de leurs commis. Aussi, il doit être considéré, non comme tâcheron ou entrepreneur, malgré son travail aux pièces, mais comme ouvrier, car tous ceux qui, payés à la journée ou à la tâche, sont subordonnés à un patron sous la surveillance et sous l'autorité duquel ils se trouvent placés, sont ouvriers.

Le feillardier est vêtu comme tous les paysans limousins, il est obligé d'avoir sur lui un tablier, en cuir presque toujours, qui lui permette de se protéger, lui et ses habits, contre les coupures de la plane ou du couteau. Autrefois il se servait du garde-côté, qui est peu usité aujourd'hui. Ce garde-côté est une série de petites planchettes de bois léger rangées parallèlement et verticalement et reliées entre elles par trois ou quatre cordes. La corde de la partie supérieure est assez longue pour permettre à l'ouvrier de se l'attacher en bandoulière autour de la poitrine.

Dès que le bûcheron a terminé sa coupe dans le taillis de châtaignier, l'ouvrier feillardier s'y installe, il monte sa cabane et son chevalet, il examine ses perches, et d'après la commande qu'il a reçue du marchand de bois qui l'emploie, il voit tout de suite ce qu'il peut en faire : il lui faut pour

cela une grande habitude pour ne pas perdre de temps, car il fait en général toutes sortes de marchandises, des feuil-lards, dagues, lattes, échalas, etc... S'il veut faire des écha-las, des lattes ou des gros piquets, il prend une perche assez forte, la pose sur la règle, et la scie suivant les dimen-sions voulues indiquées par celle-ci ; si au contraire il veut faire du feuillard ou de la dague, il emploie des perches de petit diamètre ou les extrémités des fortes, et les coupe à la serpe.

Puis il enlève l'écorce du bois avec la serpe quand il fait de la latte ou de l'échalas. Autrefois il donnait souvent ce travail à des enfants de 13 ou 14 ans ; il y a encore dix ans, il trouvait assez facilement à se faire aider ainsi, soit pour écorcer le bois, soit pour le porter ou l'entasser, soit pour tenir le bois au moment de la fente, aujourd'hui c'est beau-coup plus difficile. C'était l'ouvrier qui payait l'enfant, celui-ci pouvait gagner cinq à six sous par jour.

Pour procéder à la fente du bois, quand le feuillardier fait de la dague, ou du feuillard, ou la latte, il commence la fente avec la serpe placée à l'extrémité de la perche, qu'il frappe contre le chevalet ; une fois la fente ouverte, il l'intro-duit dans le morceau de bois qui se trouve sur le côté du chevalet et avec la main il la fait suivre jusqu'au bout. Celle-ci se fait d'ordinaire très facilement, elle devient moins aisée, quand le bois est de mauvaise qualité, mouillé ou gelé, l'ouvrier ne peut alors aller vite dans son travail, c'est pourquoi on le donne aux mauvais ouvriers, comme nous l'avons vu plus haut. Avec une perche on fait deux ou

trois longueurs de feuillard, suivant sa hauteur, et suivant la marchandise nécessaire, et avec chaque longueur de perche on fabrique deux, trois, quatre, cinq et six feuilards, suivant la grosseur du bois, le plus souvent, c'est deux à quatre. Quand la perche a environ de 8 à 10 centimètres de circonférence, elle est fendue au milieu et donne deux feuilards; si elle est plus forte, on la fendra au tiers de sa grosseur, de la plus petite partie on aura un ou deux feuilards, et de la plus grosse deux ou trois, ce qui donnera trois ou cinq feuilards.

La fente étant ainsi faite, l'ouvrier plane le feuillard en enlevant avec le couteau les parties où le bois dépourvu d'écorce est trop épais ou inégal. Pour cela il place le feuillard sur le chevalet en le faisant passer entre les deux branches de la fourchette et sous le crochet de bois, de façon qu'il y en ait la moitié en dehors et en avant du chevalet, puis dans la partie extrême de celui-ci, près du crochet, il enfonce un coin entre le feuillard et le chevalet, et le feuillard est ainsi très solidement assujéti. L'ouvrier peut alors aisément planer la moitié du feuillard, et il procède de la même façon pour l'autre. Puis il le replace sur le chevalet afin de pouvoir faire l'« onolet » du feuillard, en évidant ses extrémités sur une longueur variable, pour permettre l'ajustage du cercle. Le travail du feuillardier est ainsi terminé, il n'a plus qu'à entasser ses marchandises.

Quand il fend de grosses perches, il se sert de l'autre chevalet, dont nous avons vu la monture spéciale; il place le morceau de bois à fendre, de façon à ce qu'il ait une posi-

tion inclinée et stable à la fois, son extrémité inférieure étant retenue par la pièce de bois postérieure du chevalet, et reposant sur celle fixée en avant et plus élevée que l'autre. Il prend ensuite le coutre, en met le tranchant dans la direction à donner à la fente, puis il frappe avec la mailloche sur le dos de ce coutre pour faire la première fente ; une fois celle-ci commencée, il la continue en poussant fortement sur le manche du coutre, qu'il élève ou qu'il abaisse, afin de bien le diriger, et prolonge la fente ainsi jusqu'au bout.

Le travail du feuillardier est donc simple et facile en lui-même, la difficulté est d'acquérir la célérité nécessaire pour arriver à faire beaucoup de pièces dans une journée ; ce n'est pas un métier dangereux comme celui du bûcheron, et de fait les accidents sont très rares.

L'abatage du taillis n'est jamais donné au feuillardier, c'est un bûcheron spécial qui coupe les perches, il est payé à prix fait à l'hectare, prix extrêmement variable suivant les marchands de bois, les qualités et l'âge du bois. Pour un bon taillis de 8 à 10 ans ce sera 30 francs l'hectare. Le bûcheron coupe les perches de moins de 0<sup>m</sup>05 de diamètre avec la serpe, les autres avec la hache, il doit les couper rez de terre et de façon à empêcher l'eau de séjourner sur la souche.

D'autres ouvriers sont chargés de faire les fagots, ceux-ci ont une longueur de 1<sup>m</sup>25 environ, ils sont attachés avec un lien en bois ou en fil de fer, on emploie deux liens quand le fagot est plus long et fait avec du bois de chêne, on l'appelle alors « fagotte », mais on en fait très peu en Limou-

sin. Un hectare de bon taillis peut fournir 1,500 à 2,000 fagots. Le prix du cent est de 5 francs, la vente s'en fait principalement dans la région, dans certaines parties elle est très difficile, et on en expédie très peu au dehors. On les transporte par charrettes, le transporteur est payé au cent. L'ouvrier fagoteur est aussi payé au cent à raison de 1 fr. 75 pour les fagots, et 2 fr. 50 à 3 francs pour les fagottes, le bon ouvrier peut en faire environ 150 dans sa journée, il gagne donc de 2 fr. 50 à 3 francs.

Le liage des divers bois de fente est donné également à des ouvriers spéciaux, l'opération se fait sur une sorte de parquet, qui consiste simplement en quatre piquets fichés en terre aux distances voulues et qui servent à retenir les lattes à lier, l'ouvrier entoure le paquet de lattes d'une forte chaîne de fer, aux bouts de laquelle sont attachés deux piquets, qui lui permettent de serrer fortement le paquet, en portant leur extrémité inférieure sur le sol et en écartant le plus possible l'une de l'autre leur partie supérieure. Puis il attache le paquet avec un brin de fil de fer. Les lieurs sont payés au mille de paquets; voici quels sont leurs prix :

|                        |          |                         |     |
|------------------------|----------|-------------------------|-----|
| La dague . . . . .     | 0 fr. 65 | le mille, par paquet de | 120 |
| Le feuillard . . . . . | 1 fr.    | —                       | 50  |
| L'échalas. . . . .     | 1 fr. 25 | —                       | 25  |
| La carrassonne. . . .  | 2 fr.    | —                       | 25  |
| La latte . . . . .     | 1 fr.    | —                       | 50  |

Ils peuvent lier dans leur journée environ 4,000 lattes ou feuillards, 2,500 échalas, 2,000 carrassonnes, ils peuvent donc se faire des journées d'environ 3 fr. 50 à 4 francs, Les

lieux comme les bûcherons sont peu nombreux, et où il y a vingt feillardiers il y a un bûcheron et un lieur.

Le transport des diverses marchandises de la forêt chez le marchand de bois ou aux gares des chemins de fer se fait par charrettes à bœufs, que les paysans louent aux marchands de bois ; les prix qu'on leur donne varient beaucoup suivant le trajet à faire, l'état des chemins, la catégorie des marchandises à transporter, le marchand de bois les paye à forfait, ou au poids, ou au paquet. Le transport par paquet est payé de 0 fr. 07 à 0 fr. 15, mais en moyenne c'est 0 fr. 10.

Le cintrage du feillard, c'est-à-dire sa mise en rouleau, en couronne, ou en meule, expressions à peu près synonymes, se fait chez le marchand de bois dans des magasins spéciaux ; il occupe peu d'ouvriers relativement, il y en a 15 dans l'établissement le plus important de la Haute-Vienne, et dans celui de la Dordogne une vingtaine. On se sert pour cintrer les feillards de machines spéciales, appelées machines à plier ; une fois le feillard passé dans ces machines, on le place dans des espèces de moules ou parquets, disposés en circonférence, généralement de 2 mètres de tour environ, on fait une première rangée de 6 cercles superposés, puis 4 autres sont placées à l'intérieur des précédentes, on a ainsi 24 cercles, qui sont attachés avec un fil de fer et forment la meule ou couronne. Celle-ci est composée de 24 cercles, quand ce sont des cercles de 7, 8 et 9 pieds, mais pour les autres dimensions on forme des meules de 12 ou 48 cercles, on en fait très peu. Pour que les cercles soient de bonne qualité et résis-

tants, il faut des feuillards dont le bois soit blanc et net, et l'écorce fortement adhérente ; comme il est impossible de travailler toujours sur du bois vert, et par conséquent très flexible, on remédie à cet inconvénient en trempant les feuillards dans l'eau, où on les laisse un temps plus ou moins long, mais on obtient alors des cercles beaucoup moins durables que les premiers, ils sont gris et ont même quelquefois des taches noires, le bois est souvent piqué, l'écorce est ridée et se détache facilement, des ruptures se produisent. Une fois la meule faite, on la place dans des hangars, afin qu'elle puisse sécher, le poids de la meule diminue beaucoup, ainsi une meule de 24 cercles de 8 pieds pèse 11 à 12 kilogrammes quand elle est humide, et 8 à 10 à l'état sec. Les ouvriers cercliers travaillent 10 à 12 heures par jour et sont payés aux pièces, c'est-à-dire par meules ; voici leurs prix :

|                           |          |
|---------------------------|----------|
| Meule de 6 pieds. . . . . | 0 fr. 06 |
| — 7 — . . . . .           | 0 fr. 08 |
| — 8 — . . . . .           | 0 fr. 09 |
| — 9 — . . . . .           | 0 fr. 10 |
| — 10 — . . . . .          | 0 fr. 15 |

Ils se font un salaire journalier qui varie de 2 fr. 75 à 3 fr. 50.

Autrefois, le cercle ne se faisait pas ainsi, car le cerclier faisait à la fois la fente du bois et le cintrage des lattes. On ne connaissait d'ailleurs pas le nom de feuillardier. Si nous prenons l'ouvrage de Duhamel du Monceau, paru en 1764,

sur « l'exploitation des bois » (1), nous y voyons en détail la description du métier de cerclier : celui-ci travaillait en forêt, où il avait son chevalet, sa cabane et son parquet à cercles, il leur était interdit à cette époque, par les Ordonnances des eaux et forêts, de tenir des ateliers plus près des forêts que demi-lieue (2) ». L'opération de la fente se pratiquait de la même façon qu'aujourd'hui, mais le cintrage du feuillard était tout différent ; en effet, on n'employait pas de machines à plier comme maintenant et on n'avait pas des parquets à cercles tout prêts, puisque le travail se faisait en forêt. Le cerclier se servait, pour commencer à faire prendre la courbure au feuillard, d'un instrument en bois appelé billard : celui-ci consistait en une pièce de bois de 15 pouces de longueur à forme légèrement arrondie, dont une des extrémités pouvait être tenue en mains, à l'autre extrémité, plus large, se trouvait « une entaille formant une réunion de 6 pouces de longueur, large d'un pouce et profonde de deux ». Le cerclier engageait dans cette rainure la latte à plier, qu'il maintenait dans le bas avec son pied, il appuyait en même temps sur le manche du billard, forçant ainsi le cercle à se plier, et promenait le billard successivement dans toute la longueur du cercle, qu'il mettait enfin dans le parquet. Il établit celui-ci en posant à terre un cercle arrêté avec de l'osier à la grandeur voulue, autour duquel il enfonce en terre de forts piquets hauts de 8 à

---

(1) V. *De l'exploitation des bois*, par Duhamel du Monceau, 1764, p. 233 à 239.

(2) V. *Dictionnaire du Commerce*, 1760 ; v. au mot Cerclier.

10 pouces au-dessus du sol, et formant ainsi une enceinte, puis il enlève le cercle qui a servi de jauge, il met un cercle un peu plus grand en dehors et à la tête des piquets pour empêcher ceux-ci de s'écarter les uns des autres. Le parquet ainsi préparé, il met quatre cercles l'un dans l'autre qui forment une rangée, et avec six rangées superposées il obtient la « rouelle », composée de vingt-quatre cercles, qu'il lie enfin avec quatre hares.

Le prix donné au cerclier à cette époque était de trente sous au millier de cercles fendus; nous sommes loin des prix d'aujourd'hui, et cependant ceux-ci n'ont pas beaucoup varié depuis une centaine d'années : ainsi, voici quels ont été et quels sont les prix de la façon pour une meule de vingt-quatre cercles de 8 pieds à différentes époques des <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles :

|                   | 1808            | 1869            | 1900            | 1906            |
|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                   | —               | —               | —               | —               |
| Abatage. . . . .  | } 0 fr. 50      | 0 fr. 07        | 0 fr. 02        | 0 fr. 02        |
| Fente. . . . .    |                 | } 0 35          | 0 20            | 0 25            |
| Cintrage. . . . . |                 |                 | 0 10            | 0 15            |
| Liage. . . . .    |                 |                 | 0 05            | 0 05            |
| Transport. . . .  | 0 45            | 0 15            | 0 05            | 0 05            |
|                   | <u>0 fr. 95</u> | <u>0 fr. 57</u> | <u>0 fr. 42</u> | <u>0 fr. 52</u> |

Nous pouvons encore comparer quelques autres prix de la façon des bois de fente en 1869, 1878, 1900 et 1906 (1) :

---

(1) Les prix indiqués pour les années 1808, 1869 et 1878 se trouvent dans la statistique de la France de 1808, pour le département de la Haute-Vienne, dans le tome IV de la *Maison rustique*, p. 112 à 119, et dans une Notice sur le débit du châtaignier, par M. Bruand.

Cercles de 9 pieds : En 1869, 14 fr. le mille ; en 1900, 15 fr. le mille ; en 1906, 17 fr. le mille.

Cercles de 7 pieds : En 1869, 10 fr. le mille ; en 1900, 9 fr. 80 le mille ; en 1906, 11 fr. 80 le mille.

Lattes de 1<sup>m</sup>35 : En 1869, 4 fr. 50 le mille ; en 1900, 7 fr. le mille ; en 1906, 8 fr. le mille.

Echalas de 4 pieds 1/2 : En 1869, 4 fr. le mille ; en 1878, 5 fr. 50 le mille ; en 1900, 5 fr. le mille ; en 1906, 7 fr. le mille.

Après avoir légèrement diminué, la main-d'œuvre est devenue plus chère depuis 1900, et actuellement les prix sont sensiblement les mêmes que ceux qui ont existé dans le courant du xix<sup>e</sup> siècle ; seuls, les prix de transport ont baissé d'une façon très appréciable.

---

## CHAPITRE III

### LA VENTE DU FEUILLARD ET LES MARCHANDS DE BOIS

Les petits et les gros marchands de bois du Limousin. — Les exportateurs.  
— Les difficultés du commerce. — Le Syndicat des marchands de Bus-  
sière-Galant de 1904. — Le Syndicat des marchands de Saint-Yrieix de  
1906. — Le prix des feuillards et dagues. — Les profits des marchands  
de bois.

Les ouvriers feuillardiers ne sont pas employés par les propriétaires de taillis de châtaignier, sauf de rares exceptions, mais par les marchands de bois; ceux-ci achètent une coupe, et l'exploitent, ils embauchent les ouvriers, qui viennent généralement leur offrir leurs services, et leur désignent les chantiers à occuper. Ces marchands de bois sont très nombreux dans toute la région limousine, où se fait l'exploitation en feuillards et échalas, il y en a qui occupent deux ou trois ouvriers, et d'autres jusqu'à trois cents, en passant par toutes sortes de degrés intermédiaires. D'abord en Limousin et Périgord, car il y en a aussi dans d'autres régions ou localités, comme nous le verrons plus loin, il y a le gros marchand de bois, et le petit marchand : le premier a des capitaux assez importants, qui lui permettent d'acheter des coupes de grande étendue, il paye toujours le propriétaire au comptant, à ses risques et périls, si l'exploitation ne réussit pas; ils sont peu nombreux dans l'arrondissement de Saint-Yrieix, il n'y en a guère qu'une vingtaine

au plus. Par contre, les petits marchands de bois, connus dans le pays sous le nom de « bracous » sont fort nombreux : ce sont des tâcherons qui achètent une petite coupe de taillis, qu'ils exploitent en travaillant eux-mêmes, et en se faisant aider par quelques ouvriers. Tous ne se procurent pas les fonds de la même façon, les uns sont commandités par le gros marchand qui leur fait les avances nécessaires, ils exploitent ensuite comme bon leur semble à charge seulement de revendre à leur commanditaire les marchandises fabriquées, dont le prix remboursera ce dernier, et en même temps laissera un profit au « bracou », si la vente a été bonne. Si celle-ci est mauvaise, il sera en perte et en subira les conséquences, il est entrepreneur vis-à-vis du gros marchand, donc responsable des capitaux comme des ouvriers employés. Les autres disposent de petits capitaux personnels ; d'autres encore s'entendent, des membres d'une même famille par exemple, pour réunir une certaine somme, qui leur permette d'acheter et d'exploiter eux-mêmes une coupe. Le nombre de ces petits marchands a augmenté d'une façon considérable depuis une trentaine d'années, en même temps, d'ailleurs, que les gros marchands. Cette pléthore de marchands a fait un tort énorme au commerce du bois, par suite de la concurrence exagérée qui a fait beaucoup baisser le prix des marchandises ; les propriétaires fonciers et les ouvriers en ont aussi subi les fâcheuses conséquences. Ainsi, avant 1900, alors que le syndicat ouvrier n'existait pas, et que la marchandise se vendait bien, la concurrence n'étant pas arrivée à son maximum, comme

depuis quatre ou cinq ans, sur 1 fr. 75 ou 2 fr., prix de vente dans le commerce de détail de la meule de cercles de 8 pieds, la part de l'ouvrier était de 0 fr. 40, et celle du propriétaire 0 fr. 20, le reste allait aux différents intermédiaires. L'ouvrier, particulièrement, a eu beaucoup à se plaindre, et encore aujourd'hui, mais moins qu'auparavant, du « sweating system », auquel le soumettaient les petits patrons, par suite de l'insuffisance de leur profit.

Ces petits marchands n'ont pas beaucoup gagné en général, et depuis trois ou quatre ans, leur nombre commence à diminuer un peu : en effet, ils sont obligés de vendre leurs marchandises aux gros marchands de bois, si ceux-ci les ont commandités, ils les feront passer par toutes leurs exigences, et le bénéfice qu'ils leur laisseront, s'il y en a toutefois, sera des plus modestes, pour le plus grand avantage du commanditaire. S'ils se sont servis de leurs propres ressources, ils céderont aux gros marchands leur marchandise à très bon compte, car ceux-ci leur feront payer le service qu'ils leur rendent en achetant des produits qu'ils n'auraient pu vendre sans leur concours. Bon nombre de petits marchands essayèrent de traiter directement avec des clients étrangers au pays, leurs tentatives furent lamentables, ils furent presque toujours victimes de leur ignorance et de leur inaptitude à commercer. Lorsque des courtiers ou des marchands de bois arrivaient dans le pays pour acheter, ils étaient assaillis par de nombreux petits marchands, en quête de placer leurs marchandises, ils avaient donc beau jeu, et obtenaient bien vite des prix dérisoires. Si le petit

marchand se mêlait d'expédier au loin directement, il recevait un jour de la gare de destination avis que son lot de bois avait été refusé pour diverses raisons par le destinataire et était en consignation, il se voyait aussitôt contraint de payer des droits de consignation, et tous les frais de transport, puis un procès en perspective peut-être ? Et, affolé, il s'empressait de céder sa marchandise à bas prix au destinataire peu consciencieux qui s'était moqué de lui. Certains, cependant, furent plus habiles que ces clients indécis ; l'un d'eux partit pour la gare de destination où sa marchandise avait été refusée, il la vendit sur place et au détail, si avantageusement qu'il en retira et au delà ses frais de déplacement, en dehors du gain normal sur les bois vendus ; un autre répondit par une demande reconventionnelle au procès en dommages-intérêts que lui intentait un client qui avait refusé un lot de bois pour un soi-disant retard dans la livraison, mais au moment où l'affaire vint devant le tribunal, le client transigea avec son vendeur, et s'estima fort heureux d'avoir pu aboutir à un arrangement.

La vente du feuillard et des autres bois de fente n'est donc pas chose facile, elle demande de l'expérience et de l'habileté pour éviter les difficultés de toute sorte qui se produisent fréquemment. Au XVIII<sup>e</sup> siècle ces inconvénients devaient être plus rares, si toutefois l'on observait les règlements qui existaient relativement aux marchands de bois et aux marchands de cercles et d'osier. Il était dit, en effet, que ceux qui faisaient abattre et façonner les bois dans les forêts, devaient les vendre en chan-

tier ou sur les ports, par eux-mêmes ou par leurs gens ; ils ne pouvaient avoir ni courtier, ni commissionnaires, ni acheter les bois des autres marchands pour les revendre, ni se mêler eux et leurs gens de mesurer et compter les bois que ceux-ci vendaient. Les cerceaux et l'osier que les marchands forains apportaient à Paris pouvaient être exposés et vendus en place de Grève, et ils ne pouvaient être transportés ni enlevés par les tonneliers, qu'ils n'aient été vus et visités par les Jurés, et que les bourgeois et les maîtres n'en aient été fournis, si bon leur semble. Il était défendu à tout maître tonnelier d'aller au devant des marchands forains venant à Paris, soit par terre soit par eau, pour acheter ou vendre les marchandises servant au métier sous peine d'une amende égale à la valeur desdites marchandises (1). A Bordeaux il existait des règlements relatifs à la vente des cercles, il était dit... « que le cercle vendu sur le port de Bordeaux devrait toujours être de longueur voulue, et que ceux qui vendraient des faisceaux dans l'intérieur desquels se trouveraient des cercles rompus, gâtés ou courts, seraient condamnés à des dommages et à une amende de 65 sols bordelais » (2).

A côté des petits et gros marchands de bois du Limousin, il y a les maisons de gros et d'exportation, et les commerçants au détail, comme les fournisseurs d'articles de cave, où sont expédiés les cercles du Limousin. Les détaillants se

---

(1) V. *Dictionnaire du Commerce et des Arts*, 1763, aux mots Marchand de bois et Cerceaux.

(2) V. *Histoire du Commerce de Bordeaux*, par Bachelier, 1862, p. 87.

trouvent dans des villes importantes où s'exerce l'industrie de la tonnellerie, et c'est là que la plupart des tonneliers se fournissent de cercles, quand il n'y a pas de maisons de gros. Celles-ci existent dans quelques ports, car elles font l'exportation, principalement à Nantes et à Bordeaux : une des principales maisons de gros du commerce de feuillards, qui existe à Bordeaux (1), vend annuellement 30,000,000 de cercles et feuillards, dont la plus grande partie provient du Périgord et du Limousin ; elle a deux établissements importants, l'un à Bussière-Galant, l'autre au Buisson en Dordogne, où les ateliers de cintrage et de préparation des cercles sont très bien agencés ; elle a notamment à la gare du Buisson un immense hangar, qui lui sert d'entrepôt, d'une étendue de 1,200 mètres carrés, où une vingtaine d'ouvriers sont occupés toute l'année à la manutention des marchandises. Elle exporte principalement en Angleterre, et quelque peu en Belgique. Nous ne nous étendrons pas davantage sur les maisons d'exportation, car cette matière a été suffisamment traitée dans notre premier chapitre.

Le commerce du feuillard est assez complexe pour aller du petit marchand de bois, du « bracou » au consommateur, et il est cependant bien facilité aujourd'hui par le développement des voies ferrées et la modicité des prix de transport. Celui-ci revient à 0 fr. 016 par meule expédiée à Bordeaux, à 0 fr. 035 pour Paris, à 0 fr. 05 pour Nancy ; les expéditions se font généralement par wagon de 5,000

---

(1) La maison Paul Galène et C<sup>ie</sup>.

kilogr., et le tarif par kilomètre et par 5,000 kilogr. sur la Compagnie d'Orléans est actuellement de :

|                   |      |                  |            |
|-------------------|------|------------------|------------|
| 0 fr. 08. . . . . | pour | 1 à 50           | kilomètres |
| 0 fr. 05. . . . . | —    | 51 à 100         | —          |
| 0 fr. 04. . . . . | —    | 101 à 200        | —          |
| 0 fr. 03. . . . . | —    | 201 à 300        | —          |
| 0 fr. 02. . . . . | —    | 301 et au-dessus |            |

Les feuillards et dagues sont en grande partie vendus en lattes, car roulés leur transport est moins commode et plus coûteux par suite de l'encombrement et des tarifs plus élevés généralement; ils sont mis en cercles sur les lieux de consommation par les tonneliers ou les marchands au détail. Dans le Nord et l'Est on tend de plus en plus à les recevoir roulés, tandis que dans le Midi on les reçoit surtout droits.

La concurrence dans le commerce du feuillard n'existe pas seulement pour la France dans la consommation intérieure, elle provient aussi de l'étranger, surtout depuis que l'importation dans notre pays lui est devenue difficile. Il y a cependant pour notre commerce des débouchés énormes au dehors, aussi les marchands de bois du canton de Châlus s'étaient-ils entendus à une époque pour expédier directement leurs marchandises à l'étranger. Ils créèrent à cet effet, en 1904, un syndicat dont le but principal était la vente en commun; celui-ci avait, d'une façon générale, pour objet « l'étude et la défense des intérêts collectifs des patrons, exerçant le commerce de marchands de bois ». Il se proposait spécialement « de resserrer les liens de confraternité et de bonne harmonie existant entre eux; de fixer en commun

les prix à appliquer pour la main-d'œuvre qu'ils emploient, pour les primes à payer aux Compagnies d'assurances leur offrant de les garantir contre les risques professionnels pouvant les intéresser ; de créer des offices de renseignements ou de représentation, tant en France qu'à l'étranger, pour toutes les matières concernant le commerce commun ; d'intervenir auprès des entreprises de transport (chemins de fer, transports maritimes ou autres) pour obtenir les conditions de transport les plus avantageuses ; en un mot, de faire tout le nécessaire pour améliorer et développer l'industrie commune » (1). Le siège du syndicat, dénommé « l'Union syndicale du Limousin », était à Bussière-Galant. Pouvaient en faire partie tous les marchands de bois domiciliés dans la Haute-Vienne et la Dordogne, à condition d'être présentés par deux de ses membres, agréés par le bureau à la majorité des voix, et de payer une cotisation annuelle de 25 francs et un droit d'entrée de 10 francs. Le bureau, chargé de l'administration, décidait seul les achats et ventes ne dépassant pas 500 francs, il devait se munir d'une autorisation émanant de l'assemblée générale pour faire des achats ou ventes supérieurs à 500 francs, et de même pour transiger, compromettre ou intenter une action judiciaire dépassant 1,500 francs. Ce syndicat se composa de sept membres, et il n'eut qu'une existence éphémère : il s'était chargé en effet d'une grosse commande de feuillards pour l'Ecosse, qu'il devait expédier lui-même sans avoir

---

(1) V. aux Annexes les statuts de l'Union syndicale du Limousin, qui m'ont été communiqués par son ancien président.

recours aux exportateurs. L'affaire ne réussit pas au gré des marchands syndiqués, il y eut une grosse perte que chacun eut à supporter au prorata de ses marchandises, l'échec de cette première entreprise les empêcha de continuer leur essai, et au bout d'un an le syndicat disparut. C'était presque forcé, car la vente en commun était impossible : il faut, pour pouvoir exporter, des capitaux énormes, que seule une société anonyme par actions peut fournir ; et il faudrait que l'entente entre les marchands de bois puisse se faire et durer, or elle est bien difficile, comme nous l'avouait l'un d'eux. Et comment le syndicat aurait-il connaissance des commandes qui lui parviendraient : il est si facile à un président ou à un secrétaire de garder les bonnes affaires pour lui.

Un autre syndicat de marchands de bois s'est constitué au mois d'octobre 1906, mais à Saint-Yrieix, et dans des circonstances toutes différentes. Au moment de la menace de grève lancée en août 1906 par les ouvriers feuillardiers, qui demandaient une augmentation de salaires, les marchands de bois, dont les bénéfices avaient considérablement diminué depuis 1900, et qui, d'autre part, avaient déjà fait à leurs ouvriers beaucoup de concessions, nécessaires d'ailleurs, se voyaient dans l'impossibilité de répondre à leurs nouvelles revendications, ils se réunirent pour décider de la ligne de conduite qu'ils avaient à adopter en commun. Vingt-sept marchands de bois des cantons de Saint-Yrieix, Nexon, Lubersac, Lanouaille assistaient à la réunion, qui eut lieu le 27 août 1906 ; il fut décidé que les marchands de

bois présents s'engageaient : 1° « à n'embaucher aucun ouvrier feillardier à partir de ce jour, et ne commencer à faire abattre et travailler qu'à partir du jour où le syndicat des ouvriers feillardiers aura accepté les conditions et les prix déjà en cours pour la fabrication de toutes les marchandises, lesquelles sont détaillées à la dernière acceptation qui a été faite par les marchands de bois » ; 2° à ne pas acheter de marchandises nouvelles à aucun fabricant, et aucune marchandise fabriquée avant l'accord complet et à partir de ce jour » (1). La violation de ces engagements entraînait une amende de 500 francs, deux marchands, seulement étaient autorisés à terminer une coupe en exploitation, à condition de le faire dans un délai de 15 jours, et de ne pas prendre d'ouvrier nouveau. Le syndicat des marchands prit naissance le même jour.

A la menace de grève des ouvriers feillardiers, les patrons répondaient par une menace du même genre : c'était le lock-out patronal. A la réunion du 12 octobre 1906, le syndicat des marchands de bois définitivement constitué, et comprenant quarante membres, précisa sa menace, en déclarant « qu'aucun patron n'occupera d'ouvriers à partir du 13 octobre, que sous les conditions antérieures ». Les marchands étaient bien décidés à résister très fermement aux prétentions du syndicat ouvrier, qui les gênait et qu'ils voulaient faire disparaître. A la réunion qui

---

(1) Extrait du procès verbal de la réunion des marchands de bois le 27 août 1906, communiqué par le secrétaire du syndicat.

eut lieu à Saint-Yrieix le 28 octobre, et sur laquelle nous reviendrons plus loin, un ouvrier syndiqué très considéré de ses camarades, prit la défense de la cause patronale, les ouvriers se rangèrent à son avis à une faible majorité et un conflit des plus graves fut ainsi évité. L'ouvrier traitre à la cause ouvrière fut exclu du syndicat, ce fut la seule victime d'une situation difficile, qui eut pu en faire bien d'autres. Mais le conflit arrêté un moment, par suite d'une circonstance exceptionnelle, n'est pas éteint, et il est à prévoir qu'il réapparaîtra plus aigu que jamais d'ici peu de temps, en octobre 1907 vraisemblablement. Deux organisations solides seront en présence, et il est impossible de savoir actuellement laquelle des deux l'emportera sur l'autre.

Le « syndicat des marchands de bois du Centre », en dehors du but dont nous venons de parler, a pour objet :

« 1° D'établir entre tous ses membres des liens d'étroite solidarité professionnelle pour la défense de leurs intérêts collectifs ;

2° De créer un centre de surveillance et d'action chargé de donner plus d'utilité aux règles qui doivent régir le commerce des bois et contribuer à son développement et à sa prospérité ;

3° De représenter ses membres auprès des Chambres de commerce, des Compagnies de chemins de fer, des Compagnies d'assurances et toutes administrations, Sociétés commerciales ou particulières ;

4° De fournir aux tribunaux des renseignements et des experts compétents » (1).

Tout marchand de bois peut faire partie du syndicat sous les conditions suivantes : être Français ou naturalisé Français, n'être point failli à moins d'avoir été réhabilité, n'avoir pas subi de condamnation à une peine afflictive ou infamante, être admis par le Bureau, payer un droit d'admission de 10 francs, et une cotisation annuelle de 10 francs.

Le syndicat est administré par un Bureau composé de quatre membres : président, vice-président, secrétaire général-trésorier, secrétaire adjoint, auxquels sont attribuées les fonctions d'usage. Ceux-ci sont élus pour deux ans en Assemblée générale ordinaire au scrutin de liste et à la majorité relative, ils sont rééligibles. Le Bureau se réunit le vingt de chaque mois.

Une discipline rigoureuse est imposée aux membres du syndicat : tout membre du Bureau est considéré comme démissionnaire, s'il a manqué trois séances consécutives sans motif justifié, et après invitation formelle d'avoir à assister aux réunions. En cas d'absence non justifiée d'un membre à l'Assemblée générale, celui-ci est frappé d'une amende de 10 francs, payable dans le délai d'un mois à dater de la notification, et tout membre qui sera en retard de trois mois dans le versement de son droit d'admission, de sa cotisation ou des amendes encourues sera exclu du syn-

---

(1) V. aux Annexes les statuts du Syndicat des marchands de bois du Centre, qui m'ont été communiqués par son secrétaire,

dicat, par décision du Bureau. Celui-ci pourra encore exclure tout membre du syndicat ayant perdu sa qualité de Français, déclaré en faillite, condamné à une peine afflictive ou infamante, ou pour « toute autre cause d'indignité ou d'indiscipline ». Il est interdit aux membres du syndicat d'acheter aux fabricants non syndiqués.

Le Bureau peut fonctionner comme Comité d'arbitrage pour régler toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les membres du syndicat ou entre ces mêmes membres et les étrangers du syndicat qui lui soumettraient le litige. Ce système d'arbitrage n'est pas appelé à rendre grand service, surtout pour les étrangers au syndicat, lorsque le Conseil de prud'hommes existera à Saint-Yrieix, comme cela a été décidé.

Les marchands de bois se trouvent actuellement en face de deux difficultés, et ce sera l'œuvre de leur syndicat de tâcher de les prévenir, c'est d'une part l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, dont nous avons déjà parlé, et, d'autre part, la baisse très sensible des prix des marchandises. Ces derniers ont subi de nombreuses fluctuations, et d'autant plus variées qu'il y a le prix de la marchandise vendue en Limousin, celui du marchand de gros, et celui du marchand de détail. Ainsi, le mille de feuillards de 8 pieds en latte a valu, en 1893, 50 à 60 francs, alors qu'en 1906, il valait 25 à 30 francs ; la meule de 24 cercles de 8 pieds s'est vendue depuis 1 fr. 30 jusqu'à 2 fr. 25, actuellement elle vaut en moyenne 1 fr. 50. Nous donnons ci-dessous les prix des feuillards pendant les deux années 1900

et 1906, ceux de 1900 pourront indiquer la moyenne des prix depuis 1880 jusqu'en 1902, et ceux de 1906 la période de 1903 à 1906. Nous y ajoutons la liste des prix des différents autres bois de fente, faits par les feuillardiers et vendus par les marchands de bois du Limousin, tels que les échalas, les carrassonnes, les lattes, les lisses et les gros piquets.

Tableau des prix du mille de dagues, feuillards, échalas, lattes, etc., pendant les années 1900 et 1906

|                                        | 1900                | 1906                |                  |
|----------------------------------------|---------------------|---------------------|------------------|
|                                        | en lattes<br>francs | en lattes<br>francs | roulés<br>francs |
| Dagues :                               |                     |                     |                  |
| 4 pieds 1/2 . . . . .                  | 8                   | »                   | »                |
| 5 — . . . . .                          | 10,50               | »                   | »                |
| 6 — . . . . .                          | 13                  | 13                  | 18               |
| 7 — . . . . .                          | 18,50               | 18,50               | 24               |
| Feuillards :                           | roulés              | roulés              | en lattes        |
| 5 pieds . . . . .                      | 16                  | 12                  | »                |
| 5 — 1/2 . . . . .                      | 18                  | 14                  | »                |
| 6 — . . . . .                          | 20                  | 16                  | 12               |
| 6 — 1/2 . . . . .                      | 26                  | 20                  | 15               |
| 7 — . . . . .                          | 30                  | 25                  | 19               |
| 8 — . . . . .                          | 45                  | 34                  | 28               |
| 9 — . . . . .                          | 50                  | 40                  | 34               |
| 10 — . . . . .                         | 55                  | »                   | »                |
| 11 — . . . . .                         | 60                  | 50                  | »                |
| 12 — . . . . .                         | 70                  | 60                  | »                |
| 13 — . . . . .                         | 80                  | »                   | »                |
| Echalas :                              |                     |                     |                  |
| 4 pieds 1/2 ronds pointés . . . . .    |                     | 20 francs           |                  |
| — fendus ou quartier pointés . . . . . |                     | 22 —                |                  |
| 5 — pointés ronds . . . . .            |                     | 24 —                |                  |
| 6 — . . . . .                          |                     | 30 —                |                  |

## Echalas triangulaires :

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| 1 mètre . . . . .           | 22 francs |
| 1 <sup>m</sup> 20 . . . . . | 28 —      |
| 1 <sup>m</sup> 33 . . . . . | 32 —      |
| 1 <sup>m</sup> 50 . . . . . | 38 —      |
| 1 <sup>m</sup> 70 . . . . . | 45 —      |
| 2 mètres. . . . .           | 55 —      |

## Lisses :

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| 2 <sup>m</sup> 33 . . . . . | 45 — |
| 2 <sup>m</sup> 66 . . . . . | 50 — |
| 3 mètres. . . . .           | 55 — |

## Lattes :

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| 1 mètre . . . . .           | 15 — |
| 1 <sup>m</sup> 15 . . . . . | 16 — |
| 1 <sup>m</sup> 25 . . . . . | 18 — |
| 1 <sup>m</sup> 35 . . . . . | 20 — |
| 1 <sup>m</sup> 50 . . . . . | 24 — |
| 1 <sup>m</sup> 75 . . . . . | 28 — |
| 2 mètres. . . . .           | 32 — |

## Gros piquets :

|                             |       |
|-----------------------------|-------|
| 1 <sup>m</sup> 50 . . . . . | 150 — |
| 1 <sup>m</sup> 75 . . . . . | 175 — |
| 2 mètres. . . . .           | 200 — |

## Carrassonnés :

|                       | rond<br>francs | fendu<br>francs | quartier<br>francs |
|-----------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| 4 pieds 1/2 . . . . . | 35             | 38              | »                  |
| 5 — . . . . .         | 40             | 45              | 65                 |
| 6 — . . . . .         | 50             | 60              | 80                 |

La baisse des prix des feuillards et dagues est donc d'environ 20 à 25 0/0, elle est d'autant plus sensible pour les marchands de bois, que le prix de la façon a augmenté à la même époque de 25 à 30 0/0. Leurs profits ont, dès lors,

considérablement diminué, et il est facile de s'en rendre compte, connaissant les prix des marchandises, de la main-d'œuvre, et de la coupe de bois : prenons, par exemple, le feuillard de 8 pieds, en meule, ou en lattes en 1900 et en 1906. En 1900, la meule de feuillard de 8 pieds valait 1 fr. en Limousin, la part de l'ouvrier était de 0 fr. 37, le transport revenait à 0 fr. 05, et le propriétaire foncier touchait 0 fr. 23, au total 0 fr. 65 de frais, il restait donc 0 fr. 35 de bénéfice au marchand, c'est-à-dire du 35 0/0 ; le paquet de 50 du même feuillard en lattes se vendait 1 fr. 90, dont 0 fr. 95 de frais, pour le marchand, qui gagnait ainsi 50 0/0. Ajouter à cela les petits profits résultant de la vente des fagots, qui compensaient largement les pertes du marchand, et nous pourrions dire qu'en 1900 le profit du marchand de bois s'élevait à environ 40 0/0. Aujourd'hui, il est tombé à la moitié, la meule de 8 pieds se vend 0 fr. 85, sur lesquels il reste au marchand 0 fr. 45, les frais s'élevant à 0 fr. 70, 0 fr. 05 de plus qu'en 1900 par suite de l'augmentation du prix de façon ; en paquet de 50, le feuillard de 8 pieds vaut 1 fr. 40, il y a 0 fr. 95 de frais, le marchand prélève donc 0 fr. 45. Le commerce du feuillard, en Limousin, est en ce moment dans une période difficile, due à la surproduction, et les revendications ouvrières, toujours menaçantes, ne sont pas faites pour en faciliter le dénouement et garantir l'avenir.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### Les Syndicats de Feuillardiers en Limousin



## CHAPITRE PREMIER

### LE MOUVEMENT SYNDICAL CHEZ LES FEUILLARDIERS DE 1893 A 1906

Le syndicat de 1893 à Saint-Yrieix, les causes de sa chute. — La société de production : première tentative en 1896, deuxième tentative en 1906, leur insuccès. — Le syndicat de Saint-Yrieix de 1899 : les causes de sa création, son organisation. — Le mouvement syndical dans la région de 1900 à 1903. — Création d'un syndicat à Lanouaille en 1901. — Les syndicats de Châlus, de Saint-Hilaire-les-Places et Lastours en 1904. — Le syndicat de Jumilhac-le-Grand en 1905.

Les ouvriers feuilleardiens étaient peu faits à l'idée de s'associer pour s'aider mutuellement et défendre leurs intérêts communs ; l'éloignement de tout centre industriel, les habitudes casanières, l'esprit routinier, et leur peu d'instruction, leur permettaient difficilement de comprendre la nécessité et l'avantage du groupement. C'est une corporation qui manque de cohésion, ses membres sont dispersés sur un territoire assez étendu, leurs rapports entre eux ne peuvent donc être très suivis. C'est bien différent chez les ouvriers des villes, qui travaillent ensemble, se fréquentent journellement, ont une certaine instruction, et possèdent dans leur sein des individualités de valeur, capables de leur donner de l'initiative et de la confiance ; chez ceux-ci, l'idée syndicale peut naître vite et tout naturellement. Pour les feuilleardiens, qui sont des paysans, il faut un fait matériel, qui les frappe, et dont ils puissent mesurer toute la portée : ce sera,

par exemple, une grève, qui aura eu pour résultat d'augmenter leur salaire, et c'est alors, seulement, qu'ils éprouveront le besoin de s'entendre et de s'unir, ce fait sera plus puissant et plus déterminant que tous les discours les plus éloquents sur les idées de fraternité, de mutualité et de solidarité. Non moins que le mode de travail, et le caractère du feuillardier, la dépendance de celui-ci vis-à-vis du marchand de bois, qui abusait de sa situation à l'égard de gens naturellement timorés, était aussi un obstacle à la création d'une œuvre qui demandait de l'audace, de l'indépendance, et l'idée bien nette des droits des travailleurs.

Le premier syndicat de feuillardiers qui se créa à la fin de l'année 1893, n'eut qu'une existence éphémère, mais il eut le mérite de faire naître, chez les feuillardiers, l'idée syndicale, qui une fois connue, était appelée à grandir, malgré les heures difficiles et les périodes d'affaissement, communes à toutes les organisations qui commencent. L'initiative du syndicat de 1893 vint de deux ouvriers feuillardiers de Saint-Yrieix, qui avant d'exercer ce métier, avaient travaillé en ville, et y avaient vu fonctionner des syndicats ouvriers, ils en parlèrent un jour à leurs camarades de chantier, qui adoptèrent assez vite leur manière de voir, et peu après, le syndicat fut fondé à Saint-Yrieix, sous le nom de « Chambre syndicale des ouvriers du Centre ». Des statuts qui se trouvent aux Annexes de cet ouvrage, furent rédigés par eux et déposés à la mairie de Saint-Yrieix ; ils ne sont, certes, pas à donner comme modèle, car ils dénotent une certaine ignorance et peu d'expérience, mais l'orga-

nisation de ce syndicat est néanmoins très intéressante à connaître pour pouvoir se rendre compte des progrès énormes que les feuillardiers ont faits au point de vue syndicaliste depuis cette époque.

Le syndicat avait pour but « d'établir entre tous les travailleurs de la corporation des liens de solidarité fraternelle », de travailler à leur émancipation, de leur procurer du travail, et de « faire cesser la baisse des salaires par tous les moyens qu'indiqueront l'étude et la discussion ». Il avait comme devise « Travail, Solidarité, Justice », et « Tous pour un, et un pour tous », devise que le syndicat d'aujourd'hui a fidèlement conservée et qui est surtout celle des coopératistes.

Pour être admis à faire partie du syndicat, il fallait être âgé de 16 ans, être ouvrier appartenant à la corporation, présenté par un membre, et signer l'acte de solidarité. Cet acte était un engagement d'honneur qui avait un caractère plutôt primitif. Il y avait, en outre, à acquitter un droit d'entrée de 0 fr. 50. Une cotisation mensuelle de 0 fr. 25 était établie pour chaque syndiqué, et diverses sanctions étaient édictées envers ceux qui ne payeraient point régulièrement : ainsi, tout ouvrier en retard de trois mois dans le paiement de ses cotisations, sauf le cas de force majeure, ne prendra plus part aux votes, ni aux délibérations de l'assemblée. L'administration était confiée à un bureau, composé de quatre membres, un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier général, et un trésorier adjoint ; pas de président, c'était le secrétaire général qui avait les

fonctions les plus importantes, il était chargé de recevoir les réclamations des syndiqués, de rédiger les procès verbaux des séances, de faire les convocations, de représenter le syndicat dans les affaires litigieuses. Le pouvoir de décision appartenait uniquement à l'assemblée générale. Il y avait des règlements assez curieux pour les réunions : « l'honnêteté, la décence, et la civilité » y étaient recommandées, les questions personnelles et surtout celles relatives au passé d'un syndiqué, antérieures à son admission au syndicat, y étaient formellement interdites ; une bonne tenue, et une franche camaraderie devaient donc être observées.

Il n'est question ni du mode et de la durée de nomination du Bureau, ni de la périodicité de ses réunions, et de celles du Syndicat, ni, oubli encore plus grave, du contrôle financier ; il était dit seulement à ce sujet que les fonds devaient être versés à la Caisse d'épargne et que le Trésorier général ne devait jamais avoir plus de 25 francs en caisse. Ce Syndicat de 1893 devait comprendre des sections, qui auraient été administrées par un Bureau spécial, en rapport avec le siège central. Il ne fut créé aucune section, et le Syndicat lui-même fonctionna tant bien que mal pendant deux ans, jusqu'en 1896, il ne comprit que 75 membres à peu près, et son œuvre fut nulle. L'échec de ce premier Syndicat s'explique facilement si l'on ajoute aux causes générales que nous avons vues au début de ce chapitre une mauvaise organisation, telle que nous venons de la montrer. Cette première tentative fut suivie d'une seconde qui eut lieu six ans plus tard seulement, en 1899 : celle-ci réussit

pleinement, et son œuvre subsiste encore aujourd'hui.

Entre ces deux dates, vers 1896, un certain nombre de feuellardiens voulurent organiser entre eux une Société de production, mais leurs efforts ne furent pas récompensés par le succès. Cette Société de production avait pour but « d'entreprendre tous les travaux de transformation des bois forestiers en bois d'ouvrage ou marchandises fabriquées de toute nature », et de vendre les produits fabriqués. Elle ne devait pas comprendre seulement des ouvriers forestiers, mais aussi tous ceux qui adhéraient à ses statuts, aussi y avait-il des associés et des actionnaires; les premiers pouvaient être actionnaires, de fait il n'y en aurait eu aucun, ils fournissaient leur travail, et un apport de deux francs dès le jour de la formation de la Société; les seconds procuraient les capitaux. Ce n'était donc pas une Société coopérative de production proprement dite.

La direction était laissée exclusivement aux associés, qui élisaient pour deux ans en assemblée générale et à la majorité absolue des suffrages les administrateurs de la Société, au nombre de sept : ces derniers étaient rééligibles et toujours révocables. Le capital social était peu important et fixé seulement à 3,000 francs, sauf augmentation ultérieure. Il était divisé en 120 actions de 25 francs, nominatives et remboursables seulement à l'expiration ou à la dissolution de la Société, il devait être versé à la Caisse d'épargne, et ne pouvait en être retiré par le trésorier, que sur l'autorisation du Conseil d'administration. Les bénéfices étaient partagés entre les actionnaires, au prorata de leurs actions, et les

associés, une partie allait au fonds de réserve. Il était spécifié que chaque ouvrier associé serait payé au moins deux francs par jour. La Société devait durer cinq ans et ne devait être définitivement constituée qu'après la souscription et le versement des actions, la nomination et l'acceptation des membres des Conseils d'administration et de surveillance. Ce fut la « Chambre syndicale des ouvriers feuellardiens » qui prit l'initiative de constituer cette Société, elle y déploya une grande activité, elle groupa un certain nombre d'associés, et obtint de diverses personnes la promesse de capitaux; mais quand le moment de verser arriva, le secrétaire du Syndicat ne trouva plus personne, ses camarades l'accusèrent, bien à tort d'ailleurs, de les avoir trompés, il s'en suivit des dissentiments qui amenèrent l'échec de la Société, et en même temps la chute du Syndicat.

Cette idée ne fut pas abandonnée complètement, malgré ce premier et entier insuccès, et huit ans plus tard nous la voyons réapparaître, sous des conditions nouvelles, il est vrai. A une réunion de la Section de Saint-Yrieix du Syndicat des feuellardiens du 2 septembre 1906, au moment où les marchands de bois songeaient à se syndiquer, comme nous l'avons vu précédemment, deux ouvriers syndiqués vinrent expliquer à l'Assemblée que les gros marchands de bois s'étaient engagés à ne plus acheter aucune marchandise aux petits marchands de bois, de manière à les faire disparaître. Après discussion, l'Assemblée adopta l'ordre du jour suivant : « les ouvriers feuellardiens, réunis en Assemblée générale, invitent les petits marchands de bois à répondre à

l'appel fait par le Syndicat pour acheter et expédier en commun leurs marchandises ». En même temps elle donnait mandat au Bureau d'étudier les moyens de grouper les petits marchands de bois pour faciliter leur commerce et constituer une Société de production. C'était un projet d'entente entre les ouvriers et les petits marchands. Quelques jours après, une réunion eut lieu entre les petits marchands de bois et les membres du Bureau du Syndicat, la question fut longuement discutée, et finalement, faute d'accord, il fut convenu de s'en rapporter à la décision de l'Assemblée du Syndicat. La question ne fut pas plus résolue par celle-ci que par le Bureau et les petits marchands, et actuellement aucune solution n'a encore été donnée.

La constitution d'une Société de production d'ouvriers feuillardiens présente, en effet, de grosses difficultés, quand il s'agit de trouver le capital social, et de donner une direction capable. Ce qui manque aux ouvriers feuillardiens, c'est précisément l'argent, et la capacité commerciale : l'ouvrier feuillardier est pauvre, son gain est bien modeste, comme nous l'avons vu, il doit servir au budget familial, s'il a pu faire quelques économies, il préférera les placer dans l'achat d'un lopin de terre. Il leur serait surtout difficile de trouver un camarade, qui ait les aptitudes nécessaires pour prendre la direction de la Société, car la plupart d'entre eux sont illettrés, presque tous incapables de mener une exploitation, et tous inaptes à faire le commerce du bois. D'ailleurs, ils n'admettraient pas volontiers qu'un seul d'entre eux, même

élu par eux, soit à la tête des affaires de la Société, comme cela serait nécessaire.

Le mouvement syndical, commencé en 1893, interrompu depuis 1896, reprit en 1899; cette fois il ne devait pas s'arrêter, mais, au contraire, prendre tous les jours une importance de plus en plus grande. Depuis déjà de nombreuses années, les ouvriers feuillardiers voyaient leur salaire baisser, ils avaient des difficultés de toute sorte pour obtenir des marchands de bois le paiement intégral de leur travail, car ceux-ci ne se gênaient point, malgré les bas tarifs, de rogner le plus possible sur la part de l'ouvrier : ainsi ils avaient, entre autres, l'habitude de ne jamais « payer les centimes », c'est-à-dire que si l'ouvrier faisait du feuillard à 9 francs le mille par exemple, donc à 0 fr. 009 le feuillard, le marchand de bois les faisait mettre en paquet de 120, il devait dès lors à l'ouvrier  $120 \times 0,009$ , soit 1 fr. 08, mais de fait il ne lui donnait qu'un franc, lui retranchant 8 centimes par paquet. Pour toutes sortes de bonnes raisons, dont la meilleure était celle du plus fort, le patron trouvait toujours moyen de diminuer le salaire de l'ouvrier, il n'avait aucun égard et aucun ménagement pour lui, et ne le considérait que comme l'instrument de son profit. Lassés et mécontents de tels procédés, les feuillardiers se mirent pour la première fois en grève dans toute la région de Saint-Yrieix. Nous ne nous étendrons pas ici sur cette grève, nous réservant de le faire un peu plus loin, mais nous devons la signaler, car elle fut l'occasion de former le Syndicat ouvrier. En effet, la grève réussit pleinement, et les

feuillardiers pour ne point perdre le bénéfice des avantages qu'ils avaient obtenus, et, d'autre part, pour préparer l'avenir, se groupèrent en syndicat.

Il se créa sur l'initiative d'un des leurs, qui avait pris la tête du mouvement gréviste avec quelques camarades ; celui-ci, intelligent et actif, fut secrétaire du Syndicat près de trois ans, mais après avoir été l'infatigable promoteur de toute une organisation syndicale considérable dans la région de Saint-Yricix et même en Dordogne, il fut exclu du Syndicat sous le coup des accusations les plus graves, dont il ne se défendit point, et qui portèrent un gros préjudice à l'œuvre syndicale. Grâce à certains encouragements venus du dehors, et au savoir-faire des administrateurs, l'organisation fut mieux conçue qu'en 1893, et elle prospéra plus rapidement et plus sûrement. Nous n'y rencontrons plus les fautes et les lacunes du premier Syndicat, tout était bien prévu dans les statuts, que nous donnons plus loin, et où nous pouvons déjà constater un progrès très appréciable depuis 1893.

Le but est naturellement le même qu'en 1893, c'est la même œuvre de solidarité, qui permettra aux travailleurs forestiers de se connaître et de s'aider, de défendre ensemble leurs intérêts communs, de procurer du travail aux syndiqués, et d'obtenir l'accroissement bien légitime du taux des salaires. La cotisation est de 0 fr. 50 par mois, dont reçu est donné chaque fois, le retard apporté dans son paiement entraînant l'exclusion quand il est de plus de trois mois, et une amende quand il est d'un mois ou deux. Pour être

admis il faut être Français, jouir de ses droits civils, appartenir à la corporation et payer un droit d'entrée d'un franc : la radiation est prononcée en assemblée générale contre tout membre qui aura commis des actes pouvant porter atteinte au bon fonctionnement du Syndicat.

L'administration est confiée à un Bureau composé de quatre membres : secrétaire général, secrétaire adjoint, trésorier général et trésorier adjoint. Le secrétaire général rédige les procès verbaux des séances, dont il doit donner « l'image la plus fidèle et la plus impartiale », conserve toutes les pièces et documents, représente le Syndicat, et a la garde du sceau, dont il ne doit jamais se dessaisir. Au secrétaire adjoint de le remplacer en cas de besoin, et de faire les convocations. Le trésorier général, outre qu'il perçoit les fonds, est chargé de leur placement, après approbation du Syndicat, il ne doit jamais avoir plus de 25 francs en caisse. Les membres du Bureau sont nommés en assemblée générale au scrutin uninominal et secret pour un an et rééligibles. Ils doivent se réunir le premier dimanche de chaque mois.

Des assemblées générales ont lieu tous les trois mois, le premier dimanche de janvier, avril, juillet, octobre ; le Bureau peut convoquer les syndiqués en assemblée extraordinaire, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans l'intérêt du Syndicat. C'est l'assemblée qui a le pouvoir de décision, mais la moitié plus un des adhérents doivent être présents, et la décision n'est votée qu'à la majorité plus un de ceux-ci. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est prise à

l'assemblée générale suivante, quel que soit le nombre des présents. On ne doit y traiter que des questions intéressant la corporation ou le Syndicat, il est rigoureusement interdit, sous peine d'exclusion, de se livrer à toute discussion politique et religieuse. La police de la séance appartient au président, qui doit maintenir le bon ordre et diriger la discussion.

Les fonds du Syndicat sont déposés à la Caisse d'épargne sur un livret spécial au nom du Syndicat. Une commission de contrôle, composée de trois membres, élus dans les mêmes conditions que ceux du Bureau, est spécialement chargée avec celui-ci de vérifier la caisse, d'arrêter et de parapher tous les trois mois le livre de comptabilité du trésorier : la situation financière ainsi établie est présentée à l'approbation de l'assemblée générale suivante. La dissolution du Syndicat ne peut être votée que par les trois quarts des inscrits, et dans le laps d'un mois écoulé depuis la proposition de dissolution ; si celle-ci est prononcée, les fonds doivent être affectés à une œuvre que l'assemblée désignera.

La première réunion, qui eut lieu le 24 décembre 1899, à Saint-Yrieix, pour organiser le Syndicat, réussit très bien, les feuellardiens y étaient nombreux ; il y eut beaucoup d'adhésions dès les premiers temps, et plusieurs mois après sa fondation le Syndicat comptait au moins deux cents membres. Le mouvement syndical commencé à Saint-Yrieix ne s'arrêta pas là, il fut continué au delà dans tout l'arrondissement ; le secrétaire général du Syndicat parcourut toutes

les communes de la région pour faire appel à la solidarité des ouvriers feuillardiens, il obtint partout un fraternel accueil, et il constitua, en 1900, plusieurs sections, rattachées au Syndicat de Saint-Yrieix, dans les communes de Châlus, Bussière-Galant, Lafarge dans la Haute-Vienne. Il alla même jusqu'en Dordogne, il créa une section à Piégut-Pluviers, et fit de nombreuses adhésions à Bussière-Badil et Marval. Il travailla surtout à obtenir des patrons de ces différentes localités les tarifs acceptés par ceux de Saint-Yrieix, et quand il rencontra de la résistance, il détermina les feuillardiens à se mettre en grève, aussi y eut-il en 1900 et 1901 beaucoup de grèves, sur lesquelles nous donnerons plus loin des détails. Il dépensa la plus grande partie de son temps à développer le mouvement syndical, mais il y dépensa aussi beaucoup l'argent des syndiqués, et il ne mit pas, sans doute, toujours une honnêteté scrupuleuse au service d'une activité prodigieuse et d'une influence extraordinaire, dues à sa loquacité et à son habileté. Dans une réunion du Syndicat de Saint-Yrieix du 9 novembre 1902, on lui reprocha « d'avoir manqué à ses devoirs vis-à-vis du Syndicat », mais il ne se soucia pas d'y répondre, il était volontairement absent, il fut, dès lors, exclu du Syndicat.

Les sections qui avaient été fondées à Châlus, Bussière-Galant, Lafarge et Piégut, n'avaient pas une existence réelle, elles n'avaient ni bureau, ni administration, ni assemblées spéciales, ses membres faisaient soi-disant partie du Syndicat de Saint-Yrieix, mais de fait nullement en rapport

avec celui-ci, son secrétaire avait trouvé cela plus commode, car son seul souci était de toucher les cotisations, sans avoir de comptes à rendre à personne. Aussi, dès le mois de décembre 1902, le Syndicat de Saint-Yrieix, dirigé par d'autres syndiqués conscients de leurs devoirs, se hâta d'envoyer des délégués dans ces diverses localités, afin d'en connaître la situation syndicale, et de réorganiser les différents groupes, qui y avaient été constitués. Une commission fut même nommée le 4 janvier 1903, pour élaborer de nouveaux règlements, afin de former une confédération, mais ils ne furent pas adoptés par le Bureau et l'Assemblée générale. Néanmoins, le projet d'unir les bonnes volontés qui s'étaient montrées favorables à l'idée syndicale à Châlus, à Bussière-Galant et Lafarge, ne fut pas abandonné, et le secrétaire général de Saint-Yrieix y fut délégué avec quelques camarades pour s'occuper de l'organisation syndicale, le maire de Saint-Yrieix leur prêta son concours pour les aider dans leur propagande. A Bussière-Galant, ces délégués se trouvèrent en présence de l'ancien secrétaire de Saint-Yrieix, qui n'avait point quitté ses positions dans cette localité, la réunion fut des plus tumultueuses, et il ne s'en suivit aucun bon résultat.

Pendant toute l'année 1903 les efforts que fit le Syndicat de Saint-Yrieix pour développer le mouvement syndical dans toute la région ne furent pas couronnés de tout le succès désirable, mais il obtint quand même des résultats très appréciables, dont l'efficacité se manifesta un peu plus tard. Le Syndicat de Saint-Yrieix était lui-même à la fin de

l'année 1903 très prospère, car il était sorti maintenant des difficultés dans lesquelles l'avait mis son premier secrétaire, il comptait alors environ 450 adhérents. Son administration avait été bien menée, le contrôle financier se faisait de façon très régulière chaque mois par le Bureau et la Commission de contrôle, et à chaque assemblée on commençait par s'occuper de la situation financière. Il avait un fonds de réserve qui allait toujours grandissant, mais qu'il manqua perdre dans la faillite d'un banquier, chez lequel il l'avait déposé, et qui se produisit vers la fin de l'année 1904. Grâce aux précautions spéciales qu'il prit, et l'actif de la faillite se montant à 50 0/0, le danger fut évité, et le Syndicat put rentrer intégralement en possession de ses fonds, qu'il plaça à la Caisse d'épargne.

Un groupe de feillardiers de Châlus, décidé à empêcher la baisse de leurs salaires, voulut reprendre l'idée syndicale, dont ils avaient pu apprécier pratiquement tout le bienfait et toute la force; mais la première aventure, à laquelle ils s'étaient laissés entraîner et qu'ils avaient trop chèrement payée, les avait rendus prudents, et ils ne voulaient plus agir maintenant qu'avec toutes les garanties possibles. Pour avoir l'appui moral nécessaire au succès de leur entreprise, et surtout pour mettre leurs fonds à l'abri de toute malversation, il s'adressèrent à une personne étrangère à la corporation en qui ils avaient pleine confiance, et qui se mit volontiers à leur disposition, et les a depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui aidés avec beaucoup de dévouement. Sur l'initiative de celle-ci et du groupe de feillardiers qui

était venu la trouver, un Syndicat de feuellardiers fut créé à Châlus le 21 février 1904 : il se constituait d'une façon absolument indépendante, mais sur les mêmes bases que le Syndicat de Saint-Yrieix, dont il adopta intégralement les statuts. Il entra d'ailleurs immédiatement en relations avec celui-ci, qui envoya à la réunion de Châlus, le 21 mai 1904, un délégué pour s'y rencontrer avec deux délégués de la Bourse du travail de Limoges. Saint-Yrieix délégua peu après un des siens à Bussière-Galant pour contrebalancer l'influence de son ancien secrétaire, qui y était toujours à la tête d'un groupe de feuellardiers, dont le Syndicat végète encore actuellement.

Dans la même année 1904 se créèrent deux autres Syndicats ouvriers de feuellardiers dans le canton de Nexon, dans la Haute-Vienne, à Saint-Hilaire-les-Places et à Lastours, le premier le 4 septembre et le deuxième le 11 novembre 1904. Plusieurs feuellardiers de ces localités étaient, en effet, syndiqués soit à Châlus, soit à Saint-Yrieix, mais c'était pour eux très incommode, par suite de la perte de temps et des frais occasionnés par les déplacements qu'ils étaient obligés de faire pour verser leur cotisation et assister aux réunions syndicales. Ils se constituèrent donc en Syndicats indépendants, tout en adoptant les statuts de celui de Saint-Yrieix, et au bout de peu de temps les deux Syndicats devinrent très prospères.

D'autre part, il existait depuis 1901 à Lanouaille, dans la Dordogne, un Syndicat de feuellardiers qui s'était fondé au moment de la grève de 1901 à Saint-Yrieix. En effet,

lorsque celle-ci fut déclarée, certains feuillardiens de Lanouaille y prirent part, et purent ainsi se rendre compte de l'efficacité du Syndicat. Les statuts de celui de Saint-Yrieix leur furent remis, et immédiatement ils constituèrent à Lanouaille un Syndicat, qui joua un rôle important dans la grève qu'ils soutinrent à leur tour. Le Syndicat de Lanouaille se tint en rapports constants avec celui de Saint-Yrieix, dès le début ; à la fin de l'année 1903 il faillit se produire entre eux une scission, le président fut accusé d'avoir accepté et signé avec les marchands de bois des prix inférieurs à ceux du tarif syndical ; le Syndicat de Saint-Yrieix, au courant de ce fait, dut intervenir pour protester et faire rétablir ce tarif. A cet effet, il y eut plusieurs réunions très mouvementées, où les feuillardiens de Lanouaille s'élevèrent contre l'intrusion de ceux de Saint-Yrieix, et se montrèrent décidés à garder leur indépendance, disant qu'« ils n'avaient pas besoin que les Limousins viennent chez eux pour diriger les Périgourdins, qu'ils avaient fondé leur Syndicat, et qu'ils le maintiendraient ». Le différend fut résolu par la démission du président du Syndicat de Lanouaille, et par la grève qui fut déclarée pour réclamer les prix syndicaux ; le Syndicat de Saint-Yrieix l'avait emporté sur le mauvais vouloir de quelques-uns, et la bonne harmonie entre les deux syndicats se rétablit bien vite.

En 1905 il existait donc cinq syndicats bien organisés et autonomes, à Saint-Yrieix, Lanouaille, Châlus, Saint-Hilaire-les-Places et Lastours, ils pouvaient alors comprendre dans leur ensemble 900 membres environ.

Là ne se borna point l'activité des syndiqués de Saint-Yrieix, car le 1<sup>er</sup> janvier 1905, ceux-ci chargèrent deux des leurs d'aller, l'un à Jumilhac-le-Grand, à Saint-Priest-les-Fougères et à Saint-Paul-la-Roche, dans la Dordogne, et à Coussac-Bonneval pour faire appel aux camarades non syndiqués, afin de constituer un syndicat dans ces localités. Les réunions des feillardiers eurent lieu en effet, et les délégués du Syndicat y furent très bien accueillis : à Coussac-Bonneval, beaucoup de feillardiers étaient déjà adhérents au Syndicat de Saint-Yrieix, ils décidèrent de continuer à en faire partie, sans former une section spéciale, à condition que le secrétaire vînt à Coussac une fois par mois pour percevoir les cotisations, et les mettre au courant de ce qui se faisait au Syndicat. Il ne fut pas créé immédiatement après ces réunions de section à Jumilhac-le-Grand, mais quelques mois après un Syndicat y fut formé, sans aucune difficulté d'ailleurs. Certains feillardiers de la commune de Miallet, dans la Dordogne, eurent aussi l'idée de se syndiquer, ils firent appel en mars 1905 au Syndicat de Saint-Yrieix pour les aider à s'organiser, mais celui-ci ne put s'en occuper, et leur conseilla de s'adresser à la Bourse du travail de Périgueux qui leur dirait ce qu'il y avait à faire. Cet essai resta sans résultat.

A la fin de 1905, la situation des syndicats de feillardiers, en Limousin, était très prospère, près d'un millier de travailleurs, dont l'éducation sociale était sinon entièrement faite, tout au moins commencée, se trouvaient groupés, et leur union avait permis d'obtenir une hausse très

appréciable dans leur salaire, en ayant fait énergiquement valoir auprès de leurs patrons leurs légitimes revendications. Grâce à son fonds de réserve lentement amassé, qui se montait à près de 5,000 francs à la fin de l'année 1905, le Syndicat de Saint-Yrieix put venir en aide aux travailleurs d'autres corporations en conflit avec leurs patrons, et subvenir aussi à ceux des siens, qui avaient été victimes d'accidents. Ce fut là, de 1900 à 1905, une œuvre incontestablement des plus efficaces, dont les résultats étaient bien faits pour encourager les syndiqués à continuer dans la voie où ils s'étaient engagés. Il y avait, cependant, un point faible dans cette œuvre, c'était le manque d'union, que nous avons précédemment constaté, entre les divers groupements qui s'étaient créés, et nous allons voir comment, par l'organisation d'un Bureau central, les syndiqués y ont porté remède dans la mesure du possible.

---

## CHAPITRE II

### ORGANISATION ACTUELLE DES SYNDICATS

Le Bureau central des Syndicats : ses attributions, son rôle. — Les différents Syndicats : leur organisation et leurs rapports avec le Bureau central. — Le désaccord du Syndicat de Châlus avec le Bureau central. — L'œuvre du Bureau central, et les progrès du mouvement syndical chez les feillardiers depuis 1900 jusqu'à aujourd'hui.

L'idée de grouper en un seul tous les syndicats, dont il a été question dans le chapitre précédent, fut suggérée par un des feillardiers syndiqués, qui fut dans la suite secrétaire général du Bureau central ; la Bourse du travail de Limoges s'en occupa également, elle invita les feillardiers de Saint-Yrieix à « organiser une réunion dans laquelle on rechercherait les moyens de jeter les bases d'une vaste organisation des feillardiers de la région, dont le siège serait à Saint-Yrieix », puis elle prit part aux diverses réunions où la question fut mise à l'étude. A la réunion du 1<sup>er</sup> juin 1905, l'idée soumise aux feillardiers de Saint-Yrieix reçut leur entière approbation, une Commission de six membres fut aussitôt nommée, « chargée d'étudier et de faire des statuts à seule fin de grouper en une seule organisation tous les syndicats de feillardiers de la région ». Un mois après, le 2 juillet 1905, les nouveaux statuts élaborés par ladite Commission étaient soumis à l'approbation du Syndicat de

Saint-Yrieix, celui-ci les accepta immédiatement sans la moindre réserve. Cependant plusieurs modifications furent apportées aux statuts jusqu'en fin décembre 1905, et ce n'est, d'ailleurs, qu'à partir de 1906 que l'on peut considérer le Syndicat central comme définitivement constitué. Les membres du Bureau central furent nommés par chaque section adhérente, et celui-ci commença à tenir ses réunions le 17 septembre 1905.

Saint-Yrieix avait adopté sans difficulté les nouveaux règlements syndicaux, car l'initiative venait de lui ; ailleurs, à Lanouaille, à Jumilhac-le-Grand, Lastours, l'accueil fait aux nouveaux statuts ne fut pas moins favorable. Cependant, à Châlus, il y eut quelques tiraillements, et le Syndicat adhéra au Bureau central, tout en faisant quelques réserves, particulièrement au sujet des frais du Bureau central, il s'engagea bien à lui verser sa quote-part, mais à condition que ces frais soient réduits au strict minimum, et ne puissent pas dépasser le 10 0/0 des cotisations. Les délégués de Châlus au Bureau central, chargés d'examiner cette question, la réglèrent dans ce sens sans difficulté. A partir du 4 février 1906, tous les anciens syndicats étaient devenus des sections d'un même Syndicat central, appelé « le Syndicat des ouvriers feuilleardiens du Centre », siégeant à Saint-Yrieix. A cette date, le secrétaire général du Bureau central se rendit lui-même à Saint-Hilaire-les-Places pour y faire adopter la nouvelle organisation, à laquelle Saint-Hilaire n'avait pas répondu jusqu'ici, elle y adhéra ce jour-là.

Peu de temps après, le Bureau central, commençant son

œuvre de propagande, créait une section à La Roche-l'Abeille, très prospère actuellement, mais peu importante, car elle ne compte guère aujourd'hui qu'une cinquantaine de membres. Au commencement de 1906, il y avait donc sept sections, celles de Saint-Yrieix, Châlus, Lanouaille, Saint-Hilaire-les-Places, Lastours, Jumilhac-le-Grand et La Roche-l'Abeille, groupées autour du Bureau central, dont le siège était à Saint-Yrieix.

Le Bureau central est composé de délégués nommés par les sections, à raison de quatre par chacune d'elles, chaque délégué remplit ses fonctions à tour de rôle, et a un nombre de voix proportionnel à celui des adhérents de son Syndicat, c'est-à-dire un par cinquante membres. Ainsi Saint-Yrieix avait alors au début de 1906 6 voix, Châlus 6, Lanouaille 3, Lastours 2, Saint-Hilaire-les-Places 2, Jumilhac 1, et La Roche-l'Abeille 1. Ils sont nommés par chaque section au scrutin uninominal et secret pour la durée d'un an et sont rééligibles. A sa tête se trouve un Bureau qu'il renouvelle chaque année, composé d'un secrétaire général, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier général et d'un trésorier adjoint.

On alloue au secrétaire général du Bureau central une somme de 40 francs par mois pour l'indemniser du temps qu'il consacre au Syndicat, les frais de déplacement nécessaires en cas de besoin urgent et dans l'intérêt de la corporation sont supportés par le Bureau central. Les autres membres du Bureau doivent toucher la même somme dans le cas où ils remplaceraient le secrétaire général pendant

plus d'un mois. Cette indemnité au secrétaire général a été diminuée depuis le mois de novembre 1906 ; sur sa proposition même, elle a été réduite à 15 francs par mois, elle avait, d'ailleurs, été suspendue de mars au 1<sup>er</sup> août, par suite du manque de fonds.

Les attributions du Bureau central portent sur les augmentations de salaires, la fabrication de nouvelles marchandises, les apprentis et règlements, les déclarations de grèves, et l'adhésion d'une section au Bureau central. Celui-ci a la vigilante sauvegarde de surveiller les intérêts moraux et pécuniaires de toute la corporation, à lui de créer les moyens de propagande, et de défendre par l'intermédiaire du secrétaire général ou à son défaut d'un délégué, les intérêts de la corporation partout où ceux-ci sont atteints. Ses pouvoirs sont mal définis, mais il semble bien que toute décision ne puisse être prise que par l'assemblée générale du Syndicat, quand il s'agit de question d'ordre général, mais pour les questions d'intérêt spécial concernant une seule section, celle-ci pourrait décider. Ainsi l'article IX dit que « toutes les propositions concernant la corporation entière, votées dans n'importe quelle section, seront soumises au Bureau central et discutées par lui pour avoir toute la valeur et la force qu'elles méritent » ; les décisions adoptées par le Bureau central seront soumises à tous les secrétaires des sections adhérentes pour être acceptées ou rejetées par la corporation entière, et, par ailleurs, toutes les questions approuvées ou rejetées par le Bureau central seront toujours portées à la connaissance de toutes les sections. L'im-

précision qui existe jusqu'ici dans les droits du Bureau central, vis-à-vis des sections et réciproquement, a engendré plus d'un conflit, et sera certainement la source d'autres encore, tant que ces droits n'auront pas été définitivement et clairement établis.

Les dépenses du Bureau central et les frais de propagande sont couverts par le versement du 10 0/0 des cotisations perçues par les sections. Cette disposition fut généralement adoptée sans difficulté, et a toujours été fidèlement observée jusqu'ici ; cependant, aujourd'hui, une des sections, en conflit avec le Bureau central, comme nous le verrons plus loin, refuse de verser sa quote-part. La dissolution du Bureau central ne pourra être prononcée que par la moitié plus un des adhérents du Syndicat.

L'organisation des sections est laissée probablement à leur initiative, car les statuts du Syndicat central ne parlent guère que de l'administration de la section par un Bureau ; celui-ci comprend quatre membres, un secrétaire et un secrétaire adjoint, un trésorier et un trésorier adjoint, qui sont nommés en assemblée générale au scrutin uninominal et secret pour la durée d'un an et rééligibles. Il sera alloué au secrétaire et au trésorier une somme déterminée par l'assemblée générale, et une indemnité de déplacement les journées comprises, s'il y a lieu. Une commission de contrôle est également nommée pour statuer avec les membres du Bureau sur les différends qui pourraient s'élever dans leur section. Il n'est question, dans les statuts, ni des cotisations, ni des réunions, ni des conditions d'admission, et comme nous

l'avons vu les pouvoirs des sections n'y sont pas définis. Autant de lacunes à combler nécessairement par chaque section : ainsi le 25 décembre 1905, le Bureau central a décidé que le droit d'entrée pour les membres du Syndicat serait de 1 franc, au lieu de 5 francs, comme certains le voulaient, et la cotisation mensuelle de 0 fr. 50 ; ce n'est pas là une décision applicable de plein droit à toutes les sections, car celle de Châlus a établi elle-même ses tarifs, les mêmes il est vrai, par un vote spécial. Les statuts du Syndicat de 1906 ont aussi prévu la suspension des cotisations : tout sociétaire qui par suite d'un accident ou d'une maladie se trouvera dans l'impossibilité absolue de pouvoir effectuer ses versements sera, après une délibération de l'assemblée, suspendu de payer ses cotisations pendant un certain temps, et prendra néanmoins part aux votes et délibérations de l'assemblée générale. De son côté la Section de Saint-Yrieix a décidé que la suspension ne pourrait durer qu'un an, et elle aurait toujours lieu dans le cas du service militaire. Ce sont là des mesures d'ordre intérieur, dont le Bureau central s'est occupé, et qui sembleraient plutôt l'affaire des sections ; il en serait de même des actions en justice qu'une section pourrait introduire dans l'intérêt spécial de ses membres, mais de l'ensemble de ses adhérents.

Nous sommes donc en présence, d'une part, de plusieurs syndicats indépendants, ayant chacun leur personnalité, reliés entre eux par un autre syndicat, ayant un organe spécial, qui est le Bureau central, et d'autre part d'un Syndicat central plus important qui se propose le même but que les

autres syndicats, et, en outre, de les aider et leur faciliter une tâche commune, tout en leur laissant le choix des moyens et leur action propre. Voilà comment peut se comprendre la situation syndicale telle qu'elle existe actuellement chez les feuillardiers, mais elle est loin d'être aussi claire dans le domaine des faits, et c'est pourquoi l'entente des différents syndicats avec le Bureau central n'est pas absolument parfaite.

La Section de Châlus est en désaccord si complet avec le Bureau central, que dans sa séance du 6 janvier 1907, elle a voté l'ordre du jour suivant : « L'assemblée générale déplore la division qui en face des marchands de bois s'est produite à Saint-Yrieix entre les syndiqués ; elle déclare que le Bureau de la Section de Châlus a agi au mieux des intérêts ouvriers ; déclare que, quoique partisan de l'union des sections, elle ne reprendra ses relations avec le Comité central que lorsque celui-ci aura fait ses excuses au Bureau pour le blâme injustifié qu'il lui a infligé, déclare enfin avoir sans restriction le droit de choisir ses administrateurs comme bon lui semblera ». En conséquence, la Section de Châlus n'effectue plus au Bureau central le versement du 10 0/0 des cotisations de ses membres, et elle se refuse à le faire tant qu'elle n'aura pas obtenu satisfaction du Bureau central. Ce désaccord provint, comme nous le verrons plus loin, de ce que la Section de Châlus vota en 1906 un tarif syndical différent de celui adopté par le Bureau central. Celui-ci, dès lors, dans sa réunion du 25 novembre 1906 « blâma énergiquement les membres du Bureau de la Sec-

tion de Châlus d'avoir accepté des réductions », et déclara que les réunions du Bureau tenues à Châlus avaient été « contraires à l'esprit syndical », et les considéra comme non avenues. De là, protestations très vives de la Section de Châlus contre les décisions du Bureau central, protestations d'autant plus fortes que celui-ci voulut faire admettre par la Section de Châlus une motion décidant que « tout commis ne pourrait faire partie du Syndicat ». Or, il se trouvait que le secrétaire du Syndicat de Châlus était un commis de marchand de bois, et qu'ayant la pleine et entière confiance de ses camarades, ceux-ci ne voulurent jamais accepter de le mettre à la porte, parce que telle était la volonté du Bureau central. Le secrétaire général du Bureau central, qui était venu à la réunion de Châlus du 6 janvier 1907 défendre les décisions du Bureau central fut obligé de céder, et ne put que constater son impuissance à empêcher une scission de se produire. Cette division fut encore aggravée par la résolution votée par le Bureau central le 25 novembre 1906, d'après laquelle « quand une section ne se soumettra pas à la majorité des autres sections, une décision sera prise à son égard à la première réunion du Bureau central » ; c'était, dans des termes aussi généraux qu'imprécis, enlever complètement aux sections leur autonomie. La situation entre la Section de Châlus et le Bureau central est restée très tendue, la première observe le mutisme le plus absolu vis-à-vis de celui-ci, dont elle attend toujours les excuses. Le secrétaire général du Bureau central convoqua, au mois de février 1907, le délégué de Châlus pour assister à la réunion

de celui-ci, mais il ne reçut point de réponse, et malgré de pressantes sollicitations ultérieures de sa part, le désaccord subsiste encore à l'heure actuelle.

La Section de Saint-Hilaire-les-Places n'exprima pas avec moins de force son très vif mécontentement à l'égard de la Section de Saint-Yrieix et de celle de Châlus, car, dans une réunion de décembre 1906, elle vota l'ordre du jour suivant : « La Section des Places du Syndicat des feuillardiens, réunie en assemblée générale, considère que la corporation n'est pas assez organisée pour reprendre la lutte, néanmoins elle est favorable à l'augmentation et repousse toute diminution. Elle reconnaît que la Section de Saint-Yrieix a fait preuve de faiblesse en votant la reprise du travail au tarif de 1900, malgré cela, elle ne peut pas lui faire de reproches, vu que la Section de Châlus a commis une faute bien plus grande, lorsqu'elle a consenti à diminuer la latte de 1 franc par mille, sauf pour deux longueurs ; à cette dernière elle adresse tout son blâme d'avoir accepté ces tristes modifications, faites au profit des patrons et par eux, et regrette de lui dire que certains membres croient que les délégués de Châlus ont touché la pièce des patrons ». Nous voyons ici jusqu'où va la méfiance des syndiqués entre eux, et à quel point une entente est difficile dans de pareilles conditions.

Le désaccord entre les diverses sections et le Bureau central, sur des questions dont quelques-unes ont peu d'importance, fut la cause de l'insuccès des revendications formulées par le Bureau central en 1906. Chose curieuse, la

bonne harmonie fut rarement si mal établie, qu'avec l'existence d'un organe qui avait été créé au contraire dans un but d'union et de concorde, question de rivalité, et d'uniformité rendue impossible par suite des conditions et des besoins différents de chaque syndicat. Lorsque le Bureau central proposa en 1906 aux sections le tarif des prix des salaires qu'il avait élaboré, celles-ci votèrent différemment : Saint-Yrieix, Lanouaille et La Roche-l'Abeille se prononcèrent pour le tarif de 1900, Châlus et Saint-Hilaire pour celui de Châlus, et seule la Section de Jumilhac-le-Grand vota pour le tarif du Bureau central. Le fait fut d'autant plus étonnant à Saint-Yrieix, qui avait suggéré au Bureau central son tarif de 1906, et où deux partis numériquement presque égaux se formèrent sur la question. Aussi dans sa réunion du 7 novembre 1906 la Section de Châlus eut bien soin de constater que « le vote de la Section de Saint-Yrieix du 21 octobre (49 voix pour le tarif de 1900, 41 contre) indique à quel point la Section est divisée, situation dont il est inutile de rechercher les causes malheureuses, mais qui ne peut manquer d'encourager la résistance des marchands ».

Cependant, en cette matière de tarif syndical, la tactique suivie par les sections fut la même partout : le Bureau central commença à faire un projet, qu'il envoya à toutes les sections, celles-ci les discutèrent dans leurs réunions, firent leurs observations, et quand le tarif fut définitivement adopté, les membres du Bureau des sections les présentèrent à leurs patrons respectifs. A cet effet ils s'adressèrent

au juge de paix de leur canton pour le prier de convoquer le plus tôt possible les patrons, afin de leur soumettre leurs revendications. La même méthode fut employée par toutes les sections, ce n'est qu'au moment de prendre l'ultime décision qu'elles se séparèrent et agirent différemment, après avoir tout d'abord adopté les propositions du Bureau central.

Un des gros obstacles au bon fonctionnement de ces syndicats, c'est le retard apporté dans le paiement des cotisations mensuelles, et même le non paiement absolu : bien souvent les secrétaires des sections s'en plaignent dans leurs rapports adressés au Bureau central, notamment celui de Lastours, où il manque au 14 octobre 1906 plus de 300 fr. Bien des moyens ont été employés pour y remédier, mais ils sont tous inefficaces : c'est la menace d'exclusion, la radiation, la suppression du droit d'indemnité en cas de feu, le passage dans les coupes de syndiqués pour demander à leurs camarades leur dernier reçu, etc. Les syndiqués qui s'engagent, pour rester dans le Syndicat, comme un de ceux de la Section de Saint-Yrieix en retard de quarante-huit mois, à verser 1 franc tous les mois jusqu'à complet paiement sont bien rares, et il y a une section où en 1906 on ne perçut pas plus du quart des cotisations.

L'état de division intestine que nous avons rencontré dans les syndicats de feuillardiers ne peut qu'être passager, et lorsqu'une organisation est à ses débuts elle a nécessairement avant d'être fortement constituée des difficultés et des périodes d'affaissement. Nous pouvons d'ailleurs faci-

lement constater par le tableau ci-dessous les progrès énormes qu'a fait le mouvement syndical depuis le début, et alors qu'en 1900 il y avait un seul syndicat, il y en a aujourd'hui sept, et il est à peu près certain qu'il s'en créera encore d'autres.

| NOMBRE DES SYNDICATS        |                      |                      |      |      |      |      |      |      |                             |  |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|------|------|------|------|------|------|-----------------------------|--|
| 1900                        | 1901                 | 1902                 | 1903 | 1904 | 1905 | 1906 |      |      |                             |  |
| 1                           | 2                    | 2                    | 2    | 3    | 6    | 7    |      |      |                             |  |
|                             | DATE<br>de fondation | NOMBRE DES SYNDIQUÉS |      |      |      |      |      |      | Fonds de réserve<br>en 1906 |  |
|                             |                      | 1900                 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 | 1905 | 1906 |                             |  |
| Saint-Yrieix. . . . .       | 24 déc. 1899         | 300                  | 500  | 450  | 450  | 450  | 350  | 350  | 6.000                       |  |
| Châlus. . . . .             | 21 fév. 1904         | »                    | »    | »    | »    | 200  | 350  | 462  | 2.524                       |  |
| Lanouaille. . . . .         | . . . . . 1901       | »                    | 50   | 80   | 100  | 100  | 100  | 113  | ?                           |  |
| Saint-Hilaire. . . . .      | 4 sept. 1904         | »                    | »    | »    | »    | 52   | 104  | 140  | 407                         |  |
| Lastours. . . . .           | 11 nov. 1904         | »                    | »    | »    | »    | 42   | 65   | 83   | 158                         |  |
| Jumilhac. . . . .           | . . . . . 1905       | »                    | »    | »    | »    | »    | 40   | 80   | ?                           |  |
| La Roche-l'Abeille. . . . . | . . . . . 1906       | »                    | »    | »    | »    | »    | »    | 50   | ?                           |  |
| Totaux. . . . .             |                      | 300                  | 550  | 530  | 550  | 844  | 1009 | 1280 | 9.089                       |  |

## CHAPITRE III

### LES GRÈVES DE FEUILLARDIERS

La grève de 1899 et 1900 à Saint-Yrieix, Châlus et Bussière-Galant. — Les grèves de 1901 dans tout l'arrondissement de Saint-Yrieix, et dans les cantons de Bussière-Badil et Lanouaille, en Dordogne. — La grève de 1904 à Lanouaille. — Les procès entre ouvriers feuellardiers et marchands de bois. — La grève de 1906, les causes qui l'ont fait naître, et les raisons de son échec, le lock-out patronal.

En 1899, les salaires étaient tombés très bas, comme nous l'avons déjà vu, par suite de la pléthore des ouvriers feuellardiers, et du mauvais vouloir des marchands de bois. Les feuellardiers réclamèrent donc une augmentation de salaire, au moins 1 franc de plus par mille par chaque catégorie de marchandises fabriquées ; quelques marchands de bois firent immédiatement droit à ces demandes, mais la plupart refusèrent catégoriquement. Le 27 novembre, les ouvriers de la région de Saint-Yrieix se mettaient en grève : un petit groupe d'entre eux quitta immédiatement le travail, et s'en alla débaucher leurs camarades des chantiers voisins, il n'eut pas grand'peine à leur persuader de suivre leur exemple, et, en peu de temps, de nombreux chantiers étaient abandonnés. Les grévistes se donnèrent alors rendez-vous pour l'après-midi. A quatre heures, ils se réunirent en assez grand nombre sur une place de Saint-Yrieix, et précédés d'un drapeau tricolore sur lequel se détachaient en gros

caractères les mots « Vive la grève », parcoururent quelques rues de la ville, en manifestant bruyamment contre les patrons. Puis le cortège se rend chez le maire pour lui soumettre l'objet des revendications ouvrières et lui demander d'intervenir auprès des patrons. Le maire étant absent, les grévistes vont alors chez son adjoint, qu'ils ne trouvent pas davantage. La manifestation reprend son cours, et les grévistes passant devant la maison d'un des marchands de bois qui a refusé d'accepter leurs prix lui envoient une délégation pour lui demander à nouveau son acceptation ; devant son refus énergique, les grévistes se retirèrent, en se promettant bien de continuer la lutte. On désigna à chacun l'endroit où il devait aller faire de la propagande en faveur de la grève, et l'on se sépara aux cris de « Vive la grève ».

Le lendemain 28 novembre, les grévistes se trouvent réunis dès 8 heures du matin sur une des places de Saint-Yrieix, au pied de l'arbre de la Liberté. Aucune défection ne s'est produite. Chacun se rend à l'endroit désigné pour débaucher ses camarades, et on fixe une réunion pour le soir cinq heures. A six heures, une forte colonne de plus de 400 grévistes, drapeaux déployés, se portent vers le domicile du maire, pour faire connaître à celui-ci les revendications des ouvriers, et le prier de vouloir bien intervenir comme conciliateur entre eux et les marchands de bois. Le maire reçoit les délégués, leur promet son concours, et leur remet une somme de 100 francs à titre de secours. Cette journée se passa sans le moindre trouble, et le soir venu le

calme n'était interrompu que par le bruit des patrouilles de gendarmerie.

Le 29 novembre, le juge de paix offrait son intervention dans le litige et faisait afficher la note suivante : « En conformité de la loi du 29 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers, M. le juge de paix invite MM. les patrons, ouvriers et employés feillardiers ou leurs représentants de la ville et commune de Saint-Yrieix à lui faire connaître :

1° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués de la grève ;

2° Leur acceptation ou refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage ;

3° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis, le cas échéant, par les parties sans que le nombre des personnes désignées de chaque côté puisse être supérieur à cinq.

Les réponses devront lui parvenir dans un délai de trois jours, qui pourra toutefois être augmenté pour les causes et dans les conditions indiquées à l'article 4 de ladite loi du 27 décembre 1892. » Le juge de paix ne reçut aucune réponse, car les négociations se poursuivaient par ailleurs entre patrons et ouvriers par l'intermédiaire du maire de Saint-Yrieix. En effet, de bonne heure, les grévistes s'étaient réunis, ils discutèrent et s'entendirent pour faire valoir leurs revendications, puis se rendirent ensuite à la réunion qui devait avoir lieu à la mairie, et à laquelle les patrons avaient été convoqués. Un bon nombre de ceux-ci étaient

présents, le maire leur soumit les réclamations de leurs ouvriers représentés par six délégués, les engageant à accéder à leur demande. Deux acceptèrent immédiatement. D'autres firent des restrictions indiquant qu'ils voulaient bien du nouveau tarif, mais à condition que celui-ci soit agréé par tous les marchands de la région, sinon certains pourraient vendre moins cher, faisant travailler à meilleur compte. D'autres refusèrent toute espèce d'arbitrage et d'entente. A l'issue de la réunion un des deux marchands de bois, qui dès le début de la grève avait fait droit aux réclamations des feuillardiers, est accueilli par les acclamations enthousiastes des grévistes, qui le portent en triomphe. Puis ceux-ci se forment en colonne et se rendent en manifestant à l'arbre de la Liberté, où après délibération, ils se décident à continuer la grève, tant qu'ils n'auront pas satisfaction. Une nouvelle réunion entre patrons et ouvriers eut lieu dans l'après-midi, mais sans plus de succès que la précédente. Les grévistes firent alors passer en ville une liste de souscription dans le but de venir en aide aux camarades venus des communes avoisinantes : bon nombre d'habitants fournirent leur obole.

Le 30 novembre il y eut dans la matinée une nouvelle réunion à la mairie ; treize marchands de bois de Saint-Yrieix sur quatorze étaient présents, et engagèrent les pourparlers avec les délégués ouvriers. Sur les instances du maire les patrons consentirent à accepter l'augmentation demandée par les grévistes, mais à la condition que ceux-ci interviendraient auprès des marchands de bois de la région

pour leur faire agréer le tarif. Les délégués ouvriers promirent de faire les démarches nécessaires.

La reprise du travail fut aussitôt décidée à l'unanimité, et les grévistes devaient dès le lendemain réintégrer les chantiers abandonnés. Le maire félicita les grévistes du calme qu'ils n'avaient cessé de montrer : « ce n'est pas, leur dit-il, par des injures et des moyens violents, que l'on peut avoir gain de cause, vous avez été calmes, vous avez réussi, je vous en félicite ». Le lendemain il faisait paraître dans les journaux de la région une note disant qu'il était « heureux de constater que sa mission de conciliateur entre ouvriers et patrons lui avait été entièrement facilitée par l'esprit de justice des patrons, qui n'ont pu que reconnaître la légitimité des revendications des feuellardiens, et par le bon droit de ceux-ci, qu'ils n'ont cessé de défendre avec un calme et une correction dignes de tous éloges ». Il adressait aux patrons et aux ouvriers « ses remerciements les plus sincères d'avoir bien voulu accepter son arbitrage et d'avoir ainsi mis fin en trois jours à une grève qui n'aurait pu qu'être désastreuse pour le commerce des bois de Saint-Yrieix » ; il remerciait enfin « au nom des grévistes et en son nom personnel les habitants de la ville qui ont bien voulu secourir les chômeurs durant ces trois jours de grève ». Cette note résume très bien le caractère légitime et sérieux de cette grève.

Celle-ci était terminée, mais à Saint-Yrieix seulement, et encore ce ne devait pas être pour longtemps. Dans toute la région de Bussière-Galant et Châlus elle venait de se pro-

duire, fomentée d'ailleurs par des feuillardiers de Saint-Yrieix, et continuée par les feuillardiers de Châlus, qui voulaient la même augmentation qu'à Saint-Yrieix. A Lafarge deux marchands de bois acceptèrent immédiatement le tarif, mais à Bussière-Galant tous les patrons refusèrent énergiquement. Le maire de cette localité essaya de concilier les parties intéressées, mais sans succès. Les délégués des grévistes vinrent alors à Saint-Yrieix demander au maire de vouloir bien être leur arbitre, comme il l'avait été pour leurs camarades de Saint-Yrieix; mais celui-ci, tout en approuvant leur façon d'agir, ne voulut point accepter cette mission, et leur conseilla d'avoir recours au juge de paix de Châlus. Le 6 décembre les grévistes s'adressèrent donc à lui pour « arriver à une transaction amiable le plus vite possible, promettant dans tous les cas d'attendre avec patience et calme le résultat de leur juste demande ». Le 8 décembre le juge de paix réunissait en comité de conciliation patrons et ouvriers feuillardiers. Cinq délégués ouvriers et six marchands de bois étaient présents, un des marchands de bois refusait à l'avance toute augmentation et ne se présenta pas.

Voici quels étaient les prix réclamés par les feuillardiers et ceux offerts par les marchands de bois (1) :

---

(1) Les prix que nous donnons à ce tableau, comme aux suivants du présent chapitre, se trouvent relatés aux procès verbaux de conciliation ou de non-conciliation des justices de paix des localités intéressées, ou bien nous ont été fournis par les secrétaires des syndicats.

| Marchandises                                                 | Dimensions  | Prix réclamés | Prix offerts |
|--------------------------------------------------------------|-------------|---------------|--------------|
| —                                                            | —           | —             | —            |
|                                                              |             | Par mille     | Par mille    |
| Dagues ou feuillards.                                        | 4 pieds     | 5 fr. »       | 2 fr. 50     |
| —                                                            | 4 — 1/2     | 5 — »         | 3 — »        |
| —                                                            | 5 —         | 5 — »         | 3 — 40       |
| —                                                            | 5 — 1/2     | 6 — »         | 3 — 80       |
| —                                                            | 6 —         | 6 — »         | 4 — 20       |
| —                                                            | 6 — 1/2     | 7 — »         | 4 — 60       |
| —                                                            | 7 —         | 8 — »         | 5 — »        |
| —                                                            | 8 —         | 9 — »         | 8 — »        |
| —                                                            | 9 —         | 10 — »        | 9 — »        |
| —                                                            | 10 —        | 12 — »        | 10 — »       |
| —                                                            | 10 — 1/2    | 14 — »        | 11 — »       |
| —                                                            | 11 —        | 14 — »        | 11 — »       |
| —                                                            | 12 —        | 16 — »        | 12 — »       |
| Lisses. . . . .                                              | 2 mètres 50 | 12 — »        | 9 — »        |
| —                                                            | 3 —         | 14 — »        | 12 — »       |
| Lattes. . . . .                                              | 1 —         | 5 — »         | 4 — 50       |
| —                                                            | 1 — 15      | 6 — »         | 5 — »        |
| —                                                            | 1 — 25      | 7 — »         | 6 — »        |
| —                                                            | 1 — 35      | 8 — »         | 7 — »        |
| —                                                            | 1 — 50      | 9 — »         | 8 — »        |
| —                                                            | 1 — 75      | 10 — »        | 9 — »        |
| —                                                            | 2 —         | 11 — »        | 10 — »       |
| Gros piquets. . . . .                                        | 1 — 50      | 22 — »        | 16 — »       |
| —                                                            | 1 — 67      | 25 — »        | 20 — »       |
| —                                                            | 2 —         | 30 — »        | 25 — »       |
| Echalas. . . . .                                             | 1 — 67      | 7 — »         | 6 — »        |
| —                                                            | 2 —         | 9 — »         | 8 — »        |
| Charniers quartiers.                                         | 1 — 33      | 7 — »         | 6 — »        |
| —                                                            | 1 — 50      | 8 — »         | 6 — »        |
| Carrassonnes, taillis,<br>rondins ou quar-<br>tiers. . . . . | 1 — 67      | 8 — »         | 6 — »        |
| Carrassonnes, taillis,<br>rondins ou quar-<br>tiers. . . . . | 2 —         | 10 — »        | 8 — »        |
| Carrassonnes semis.                                          | 1 — 67      | 12 — »        | 12 — »       |
| —                                                            | 2 —         | 15 — »        | 14 — »       |

Comme on le voit, la différence entre les deux prix était assez élevée. Aussi les patrons n'acceptèrent pas le tarif réclamé par les grévistes, prétextant que leur prix de vente ne leur permettait pas d'accorder la moindre augmentation. Le juge de paix leur proposa alors l'arbitrage d'un de leurs collègues de Saint-Yrieix, mais les patrons refusèrent, déclarant qu'ils préféraient abandonner complètement les travaux. Les grévistes forts de leur droit décidèrent de continuer la grève quand même, qui prit dès lors une tournure violente. Ils se livrèrent à des manifestations hostiles devant les établissements des marchands de bois, ils parcoururent les chantiers pour débaucher les ouvriers qui travaillaient encore, agissant avec brutalité à l'égard de ceux qui ne voulaient pas faire grève, et au besoin mettant le feu à leurs cabanes et détruisant leurs outils. Les pourparlers reprirent, cependant, entre patrons et grévistes et se continuèrent jusqu'au 18 décembre, époque à laquelle ces derniers se virent obligés de céder, le chômage ayant déjà trop duré, et de reprendre le travail aux conditions imposées par les patrons, sauf cependant quelques légères améliorations obtenues.

Cette première grève n'eut donc pas grand résultat, car le tarif ouvrier n'étant pas accepté dans la région de Châlus et Bussière-Galant, les marchands de bois de Saint-Yrieix s'en prévalurent immédiatement, comme ils l'avaient décidé lors de leur entente avec les feuillardiers, pour ne point maintenir les prix accordés. Cette grève eut du moins l'avantage de préparer l'avenir et de permettre aux feuillardiers de s'organiser.

En effet, le Syndicat des ouvriers feillardiers se constitua à Saint-Yrieix le 24 décembre 1899. Le premier soin du secrétaire fut d'aller trouver les marchands de bois tant à Saint-Yrieix qu'à Bussière-Galant et ailleurs, et de proposer à leur signature le tarif précédemment réclamé par les ouvriers. Ces patrons firent chacun des offres bien différentes, et voici quelle moyenne des prix offerts le secrétaire général du Syndicat put établir, elle était bien inférieure aux prix demandés :

| Marchandises            | Dimensions | Moyenne<br>des prix offerts | Prix<br>demandés |
|-------------------------|------------|-----------------------------|------------------|
|                         |            | Par mille                   | Par mille        |
| Dagues et feillardiers. | 5 pieds    | 5 fr. »                     | 5 fr. »          |
| —                       | 6 —        | 6 — »                       | 6 — »            |
| —                       | 6 — 1/2    | 6 — 50                      | 7 — »            |
| —                       | 7 —        | 7 — »                       | 8 — »            |
| —                       | 8 —        | 8 — »                       | 10 — »           |
| —                       | 9 —        | 9 — »                       | 12 — »           |
| —                       | 10 —       | 10 — 85                     | 14 — »           |
| —                       | 11 —       | 12 — 40                     | 16 — »           |
| —                       | 12 —       | 13 — »                      | 18 — »           |
| Lattes. . . . .         | 1 mètre    | 4 — 35                      | 5 — »            |
| —                       | 1 — 15     | 5 — 35                      | 6 — »            |
| —                       | 1 — 25     | 6 — »                       | 7 — »            |
| —                       | 1 — 35     | 7 — »                       | 8 — »            |
| —                       | 1 — 50     | 8 — »                       | 9 — »            |
| —                       | 1 — 75     | 9 — »                       | 10 — »           |
| —                       | 2 —        | 10 — »                      | 11 — »           |
| Lisse. . . . .          | 8 pieds    | 11 — 40                     | 12 — »           |
| —                       | 9 —        | 13 — 40                     | 14 — »           |
| Echalas. . . . .        | 5 —        | 6 — 55                      | 8 — »            |
| —                       | 6 —        | 8 — 15                      | 10 — »           |
| Carrassonnes. . . .     | 5 —        | 7 — »                       | 8 — »            |
| —                       | 6 —        | 8 — »                       | 10 — »           |
| Charnier. . . . .       | 1 mètre 30 | 6 — »                       | 7 — »            |
| —                       | 1 — 59     | 7 — »                       | 8 — »            |

Cette situation équivoque ne pouvait durer, les marchands de bois violaient impunément leurs engagements et d'autant plus facilement que les feuillardiers, ayant souffert assez longtemps du chômage, ne pouvaient pas une fois de plus dans la même campagne se mettre en grève. Mais à la reprise de la campagne 1900-1901 au mois d'octobre, les marchands de bois promirent d'abord de payer le tarif de 1899 pour être sûrs d'embaucher les ouvriers, puis peu de temps après, ils ne tinrent aucun compte de leur promesse. Dès lors une première grève éclata le 7 décembre 1900 dans un chantier de Saint-Yrieix, à Permangle, le patron refusait de payer les prix du Syndicat. Les cinquante ouvriers de ce chantier cessèrent le travail et vinrent demander au maire de Saint-Yrieix de régler le conflit. Celui-ci intervint, en effet, auprès du patron, et sur ses instances ce dernier adopta le tarif du Syndicat, sauf pour les carrassonnes. Le 10 décembre la grève était terminée.

L'entente fut de peu de durée. Quelque temps après, le 5 janvier, une grève se produisait dans plusieurs chantiers par suite de la résistance de certains marchands de bois à payer le salaire réclamé par les ouvriers et le Syndicat. Le 6 janvier à la réunion mensuelle du Syndicat de Saint-Yrieix, la grève générale de tous les chantiers de l'arrondissement de Saint-Yrieix fut votée : le lendemain trois cents ouvriers ne reprenaient point le travail, et tous les chantiers de Saint-Yrieix étaient abandonnés. Le maire de Saint-Yrieix fut encore pris comme arbitre par les patrons et les ouvriers, et après plusieurs réunions entre les parties inté-

ressées les 8, 9 et 10 janvier, l'accord s'établit et le tarif syndical fut définitivement accepté par les quatorze marchands de bois de Saint-Yrieix. Le 16 janvier le différend n'existait plus, et les chantiers étaient tous réintégrés.

Il n'y eut lieu à aucun incident pendant cette grève, qui se passa de façon très calme : en effet, nous pouvons le constater par la lettre adressée par le maire de Saint-Yrieix au sous-préfet, le 16 janvier, dans laquelle il disait que les patrons et ouvriers avaient « bien voulu sur ses conseils faire preuve de bonne volonté et d'esprit de conciliation et mettre ainsi fin amiablement à un conflit qui n'aurait pu qu'être préjudiciable à la prospérité du pays », il ajoutait qu'il n'avait qu'à se louer « du tact et de la bonne volonté apportés par la gendarmerie, pour maintenir l'ordre qui n'a pas un instant menacé d'être troublé, grâce aussi à l'attitude calme et correcte de tous les intéressés ».

Mais l'exemple de Saint-Yrieix fut suivi dans toute la région, dans les cantons de Lanouaille et de Bussière-Badil, dans la Dordogne, dans ceux de Châlus et Nexon en Haute-Vienne, et même dans plusieurs communes de l'arrondissement de Rochechouart. Le Syndicat ouvrier eut dans ces grèves, comme dans celle qui s'était produite à Saint-Yrieix, un rôle très important, il en fut même l'unique promoteur.

Comme nous l'avons vu, un Syndicat d'ouvriers feillardiers s'était constitué à Lanouaille au début de 1901, peu de temps après la grève de Permangle en décembre 1900, et il réclamait aux patrons l'application du tarif élaboré par le

Syndicat de Saint-Yrieix et adopté par les marchands de bois de cette ville. Quelques patrons avaient accédé à la demande de leurs ouvriers, mais la plupart ayant refusé, un grand nombre de feillardiers abandonnaient leurs chantiers le 9 janvier 1901. Le lendemain et le surlendemain le nombre des grévistes s'accrut considérablement, et le 10 janvier la presque totalité des feillardiers du canton de Lanouaille avaient quitté le travail. Le 11, sur l'initiative du Syndicat, une délégation allait trouver le juge de paix et lui demandait de réunir ouvriers et patrons en Comité de conciliation ; 14 patrons furent convoqués à se présenter devant le juge de paix pour le 13 janvier. Les marchands firent preuve du plus entier mauvais vouloir : au jour de la réunion fixé, deux seulement se présentaient, quant aux autres, cinq envoyèrent des lettres d'excuses plus ou moins vagues, les uns prétendant qu'ils n'étaient pas marchands de bois, les autres qu'ils se rangeraient à l'avis de la majorité de leurs collègues, les sept autres ne donnèrent aucune réponse. C'était bien mal engager les pourparlers, d'autant plus que l'un des marchands de bois présents trouva moyen de disparaître sans prévenir au moment où la discussion allait commencer. Le marchand de bois qui restait proposa en son nom personnel une transaction qui fut acceptée par les ouvriers, et qui devait à partir du jour de la conciliation avoir son effet pendant trois ans, sans modification possible jusqu'à cette date. Les prix demandés et obtenus par les grévistes étaient encore inférieurs aux prix donnés à Saint-Yrieix pour les dagues et les feillards, mais il y avait, cepen-

dant, une augmentation sensible sur les prix précédents, le tableau ci-dessous permet d'en juger :

| Marchandises | Dimensions  | Prix payés avant la grève | Prix demandés par les grévistes | Prix du Syndicat de St-Yrieix |
|--------------|-------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| —            | —           | —                         | —                               | —                             |
|              |             | Le mille                  | Le mille                        | Le mille                      |
| Dagues. . .  | 4 pieds 1/2 | 3 fr. 40                  | 4 fr. 50                        | 5 fr. »                       |
| —            | 5 —         | 4 — 29                    | 5 — »                           | 5 — »                         |
| —            | 6 —         | 5 — »                     | 5 — 80                          | 6 — »                         |
| —            | 7 —         | 5 — 80                    | 6 — 60                          | 7 — »                         |
| Feuillards.  | 7 —         | 7 — »                     | 8 — »                           | 8 — »                         |
| —            | 8 —         | 8 — »                     | 9 — »                           | 10 — »                        |
| —            | 9 —         | 9 — »                     | 11 — »                          | 12 — »                        |
| —            | 10 —        | 11 — »                    | 13 — »                          | 14 — »                        |
| —            | 11 —        | 12 — »                    | 15 — »                          | 16 — »                        |
| —            | 12 —        | 14 — »                    | 17 — »                          | 18 — »                        |
| —            | 13 —        | 16 — »                    | 19 — »                          | 20 — »                        |

Les autres patrons ne suivirent pas tout de suite l'exemple de leur collègue : une délégation des ouvriers vint trouver le sous-préfet de Saint-Yrieix pour solliciter son intervention en leur faveur auprès des marchands de bois, mais ses efforts n'eurent aucun résultat. Pendant quinze jours la grève se continua sans donner lieu à de bien graves incidents, cependant certains grévistes se livrèrent à des voies de fait vis-à-vis de camarades qui continuaient le travail, et la gendarmerie dut dresser quelques procès verbaux pour entrave à la liberté du travail. Enfin de guerre lasse, après de nombreuses entrevues, feuillardiers et marchands de bois finirent par s'entendre ; l'un des plus importants d'entre ceux-ci donna satisfaction au moins partiellement aux ou-

vriers, et ses collègues en firent autant. Le 28 janvier le travail avait repris dans tous les chantiers.

D'un autre côté, dans les cantons de Nexon et de Châlus, les ouvriers feuillardiers se mirent également en grève pour obtenir le tarif de Saint-Yrieix. Elle commença le 19 janvier et se prolongea jusqu'au 7 mars. Elle fut suscitée et menée par le secrétaire général du « Syndicat des feuillardiers de Saint-Yrieix », dont nous avons déjà parlé. Sur la demande des ouvriers adressée au juge de paix de Châlus le 21 janvier, un Comité de conciliation se réunit le 25 ; il y avait cinq délégués des ouvriers syndiqués travaillant dans les communes de Châlus, Pageas, Flavignac, Les Cars, Bussière-Galant, Saint-Hilaire-Lastours, Rilhac-Lastours, Nexon, Ladignac, Saint-Nicolas, Firbeix, Dournazac, Saint-Priest-les-Fougères, La Coquille, cinq délégués des ouvriers non syndiqués, et trois marchands de bois sur quinze. Quatre de ces derniers avaient prévenu qu'ils ne se présenteraient pas, et huit n'avaient rien répondu ; deux des patrons présents proposèrent de recourir à un arbitrage, et ils désignèrent aussitôt leur arbitre, les ouvriers syndiqués nommèrent l'un d'eux comme arbitre, et les non syndiqués en choisirent également un, mais cette tentative d'arbitrage n'aboutit pas. La grève continua et prit dès lors un caractère d'acuité assez grave, des conflits nombreux surgirent entre grévistes et ceux qui travaillaient, plusieurs contraventions pour entrave à la liberté du travail furent constatées, des cabanes furent incendiées, et des instruments de travail détruits. Des manifestations hostiles eurent lieu à l'égard des mar-

chands de bois, et des menaces de toutes sortes ne leur furent pas ménagées. Les grévistes se promenaient en bandes dans la région de Châlus et Bussière-Galant pour débaucher les ouvriers qui travaillaient, sous la conduite du secrétaire général du Syndicat de Saint-Yrieix, qui réussit cependant à se faire délivrer par le sous-préfet de Saint-Yrieix un brevet de sagesse et de bonne conduite, où il reconnaissait qu'il avait toujours agi avec « calme et dignité ». Un certain nombre de feuillardiers des communes de Champsac et de Cussac, dans l'arrondissement de Rochecouart, se joignirent aux grévistes de Châlus, et la grève se poursuivit jusqu'au 7 mars dans les cantons de Châlus, de Nexon et d'Oradour-sur-Vayres, se calmant sur un point lorsque les marchands de bois acceptaient les tarifs, pour renaître sur un autre, afin de venir à bout des dernières résistances. Finalement le syndicat ouvrier obtint gain de cause auprès de la plupart des patrons, et le 7 mars le travail fut repris dans toute la région.

Encouragés par la réussite de leurs camarades de Saint-Yrieix et de Lanouaille, et poussés par le secrétaire général du Syndicat de Saint-Yrieix, un grand nombre de feuillardiers de Bussière-Badil, Piégut-Pluviers et Marval, dans la Dordogne, cessèrent à leur tour le travail, le 26 février, pour obtenir l'application du tarif accepté par les marchands de bois des deux premières régions. Les grévistes se réunirent à Piégut et allèrent manifester en corps devant les habitations de quelques marchands de bois, dont un reçut plusieurs coups et aurait été fort maltraité, sans l'interven-

tion de quelques personnes qui se trouvaient avec lui. Le 27 février, les délégués des grévistes vinrent trouver le juge de paix de Bussière-Badil pour solliciter sa médiation, et le 4 mars un Comité de conciliation composé de quatre patrons et du secrétaire général du Syndicat du Centre représentant les ouvriers fut réuni. Les marchands de bois acceptèrent des augmentations de 0 fr. 50 à 2 fr. sur la moitié des articles de l'ancien tarif, mais repoussèrent la plupart des prix demandés par les grévistes. Ces conditions furent rejetées par le délégué ouvrier, et les patrons ayant refusé de recourir à l'arbitrage, on n'obtint aucun résultat. Cependant la grève ne continua pas, et quelques jours après les ouvriers reprirent le travail aux anciens prix.

En 1901, les grèves furent donc générales dans tout l'arrondissement de Saint-Yrieix et dans la plus grande partie de celui de Nontron, mais elles n'eurent un résultat efficace et précis que dans le canton de Saint-Yrieix, où les prix réclamés par les ouvriers avaient été définitivement acceptés par les marchands de bois.

Au début de la campagne 1903-1904, les marchands de bois de Lanouaille embauchèrent les ouvriers feuillardiers aux prix qu'ils donnaient avant 1901, malgré leurs engagements précédents qui les obligeaient à leur payer un prix plus élevé, comme nous l'avons vu plus haut. Ces prix furent acceptés par les feuillardiers et notamment par le Syndicat de Lanouaille. Le Syndicat de Saint-Yrieix, averti que leurs camarades de Lanouaille avait failli à l'application du tarif syndical, vota le 15 novembre 1903 l'ordre du jour

suivant pour bien marquer leur solidarité dans la défense de leurs revendications : « Le Syndicat des ouvriers feuillardiers du Centre, dont le siège est à Saint-Yrieix, réuni en assemblée extraordinaire, vote un blâme au camarade secrétaire de la Section de Lanouaille pour avoir accepté et signé les prix de 1 fr. par mille au-dessous du tarif syndical et décide le maintien des prix du tarif syndical à Saint-Yrieix ». Le rôle du Syndicat de Saint-Yrieix ne se borna pas à cela : il chargea son secrétaire d'aller à Lanouaille pour inviter les feuillardiers de cette localité à refuser les prix des marchands de bois, et leur réclamer l'application du tarif de Saint-Yrieix. L'accord entre les syndiqués de Lanouaille et ceux de Saint-Yrieix ne s'établit pas aisément, car les premiers tenaient à conserver leur indépendance. Cependant leur secrétaire, qui avait accepté les prix des marchands de bois, fut obligé de démissionner, et dès lors les difficultés s'aplanirent.

En effet, le 13 décembre 1903, à une réunion des feuillardiers de Lanouaille, il fut décidé que ceux-ci s'adresseraient au juge de paix pour régler le conflit : une lettre signée d'un délégué du Syndicat de Saint-Yrieix et d'un feuillardier de Lanouaille lui fut donc envoyée pour lui demander la réunion d'un Comité de conciliation entre patrons et ouvriers, qui devait régler amiablement, évitant ainsi la cessation du travail, l'augmentation du tarif réclamé. Au jour fixé, le 22 décembre, sur huit patrons deux seulement se présentèrent, les ouvriers étaient représentés par quatre délégués, le maire de Lanouaille, le secrétaire du Syndicat de Saint-

Yrieix, et deux ouvriers syndiqués de Lanouaille. Ceux-ci réclamaient aux patrons l'application du tarif de 1901 de Saint-Yrieix, les marchands de bois présents acceptèrent les prix proposés pour toutes les marchandises autres que les dagues et les feuillards. Pour ces derniers les différences entre les prix payés et les prix demandés étaient les suivantes :

| Marchandises | Dimensions | Prix payés         | Prix demandés     |
|--------------|------------|--------------------|-------------------|
| —            | —          | —                  | —                 |
| Dagues.. .   | 5 pieds.   | 4 fr. 15 le mille. | 5 fr. » le mille. |
| —            | 6 —        | 5 — » —            | 6 — » —           |
| —            | 7 —        | 5 — 85 —           | 7 — » —           |
| Feuillards.  | 7 —        | 7 — » —            | 8 — » —           |
| —            | 8 —        | 9 — » —            | 10 — » —          |
| —            | 9 —        | 11 — » —           | 12 — » —          |
| —            | 10 —       | 13 — » —           | 14 — » —          |
| —            | 11 —       | 15 — » —           | 16 — » —          |
| —            | 12 —       | 17 — » —           | 18 — » —          |

Les deux marchands de bois ne voulaient pas des prix réclamés par les ouvriers pour les dagues et feuillards, parce que « deux ans auparavant les sommes aujourd'hui réclamées leur avaient été demandées, et qu'après entente entre eux et les ouvriers, il avait été décidé que le prix des dagues et feuillards serait de 1 franc de moins que celui demandé, ils ne comprenaient pas pourquoi aujourd'hui ils demanderaient une augmentation d'un franc, alors surtout que la vente de ces marchandises s'effectue actuellement très mal à des prix très bas ». Cependant après des pourparlers assez longs, les deux marchands de bois consen-

tirent à accorder une augmentation de 0 fr. 40 pour le mille de dagues et 0 fr. 50 pour le mille de feuillards. Les délégués promirent de soumettre ce projet à l'assemblée générale qui déciderait. Dans sa séance du 27 décembre, celle-ci rejeta l'offre des marchands de bois, et résolut en même temps de cesser le travail. Le lendemain, en effet, les chantiers étaient abandonnés et plus de deux cents feuillardiers étaient en grève ; le conflit se prolongea jusqu'au 9 janvier sans incident grave. Les grévistes continuèrent leurs pourparlers avec leurs patrons, et après de nombreuses démarches finirent par obtenir d'eux le tarif qu'ils leur réclamaient.

De 1901 à 1906, sauf la grève que nous venons de voir à Lanouaille en 1904, il n'y eut aucune grève chez les ouvriers feuillardiers, mais cette situation ne pouvait toujours durer, car le tarif arrêté en 1901 n'avait pas été accepté par l'unanimité des marchands de bois, et ceux-là mêmes qui y avaient adhéré ne respectèrent pas toujours les conventions. Jusqu'en 1906 dans bien des endroits, si ce n'est à Saint-Yrieix, les prix du tarif de 1901 ne furent pas payés aux ouvriers, et les marchands de bois s'arrangèrent bien souvent de façon à diminuer leurs comptes en ne payant point les centimes, suivant l'habitude dont nous avons déjà parlé. Il était bien difficile aux ouvriers de poursuivre devant les tribunaux leurs patrons, qui avaient violé leurs engagements envers eux, par suite des frais et des ennuis de toute sorte qui en résulteraient pour eux, c'était plutôt au Syndicat à agir au nom de ses membres. D'ailleurs les difficultés surgi-

rent, surtout là où il n'y avait point de syndicats, c'est-à-dire ailleurs qu'à Saint-Yrieix et Lanouaille. Il y eut seulement quelques rares procès en justice de paix entre marchands de bois et feuillardiers durant cette période : l'un, qui fut l'objet d'un jugement rendu le 3 mars 1904 par le juge de paix de Châlus, provenait d'un désaccord sur le prix de façon d'une marchandise. Il s'agissait dans l'espèce de dagues de trois mètres de long, l'ouvrier réclamait 12 francs le mille, comme pour les feuillards de neuf pieds et le patron ne voulait en donner que 9 francs. Ce dernier prétendait que « le tarif accepté par les feuillardiers n'avait pas prévu le prix de fabrication des dagues de trois mètres, mais que leurs longueurs étaient cotées à 3 francs le mètre, il avait prévenu ses ouvriers qu'il leur paierait 9 francs le mille de cette marchandise — que le feuillard était payé pour la même longueur à un taux plus élevé parce qu'il est indispensable pour la confection de cette dernière marchandise que l'ouvrier prenne de plus grandes marchandises, soit pour la déborder, soit pour la parer, soit enfin pour l'onglet ». Le marchand de bois eut gain de cause. Les différends relatifs aux prix de façon des marchandises étaient nombreux, et au dire même de certains marchands de bois, il n'y eut jusqu'en 1906, tout au moins dans la région de Châlus, aucun prix bien établi et uniformément appliqué.

Le 15 août 1904, le Syndicat de Saint-Yrieix nommait une Commission de six membres pour élaborer un nouveau tarif de prix de diverses marchandises. Celui-ci était adopté en assemblée générale quelques jours après, mais on ne s'en

occupa plus pendant un an. Puis le Syndicat de Saint-Yrieix organisa fin 1905 la Fédération des Syndicats de feuilleardiens avec son Bureau central, et ce ne fut qu'au commencement de 1906 que l'on intéressa à nouveau au changement de tarif.

En mars 1906 le nouveau tarif était établi par le Bureau central, il fut adressé à toutes les sections pour connaître leur avis et les modifications qu'elles proposeraient : il fut adopté d'une façon générale, sans restrictions, sauf pour une ou deux marchandises dans les Sections de Saint-Hilaire et de Lastours. La Section de Châlus fut la seule à ne point l'accepter aussi facilement, et se réserva le droit de le discuter. Il fut décidé, une fois les prix bien arrêtés, que ceux-ci seraient présentés aux patrons dans chaque canton par le secrétaire général du Bureau central avec le concours des Bureaux des sections du canton intéressé, à Châlus, à Saint-Yrieix, à Nexon, à Lanouaille. Puis si c'était nécessaire on s'adresserait au juge de paix pour réunir patrons et ouvriers en comité de conciliation.

Toutes les sections eurent recours au juge de paix de leur canton respectif pour provoquer une réunion entre leurs délégués et les patrons. Mais presque partout elles se heurtèrent à la mauvaise volonté de ces derniers ; à Lanouaille, la réunion ne put avoir lieu ; à Nexon, au jour fixé pour celle-ci, la délégation ouvrière se trouva seule en présence du juge de paix, aucun patron n'était là, les délégués ouvriers remirent alors le tarif syndical au juge de paix, qui promit de l'appliquer dans tous les conflits qui se produi-

raient dans son canton. A Jumilhac-le-Grand, il en fut de même : sur le désir du secrétaire de la section du Syndicat le juge de paix convoqua les patrons afin de favoriser l'entente entre ceux-ci et les ouvriers, mais aucun marchand de bois ne se présenta, quelques-uns s'excusèrent, les autres ne répondirent même pas.

A Châlus une première réunion entre ouvriers feuillardiers et marchands de bois eut lieu le 24 août 1906, mais ceux-ci demandèrent la remise de la discussion à une date ultérieure, afin d'avoir le temps d'en parler avec les marchands de bois de Saint-Yrieix. Une seconde fois, le 14 septembre 1906, les ouvriers se présentèrent avec les patrons devant le juge de paix : ces derniers acceptèrent les prix réclamés par les ouvriers relativement aux dagues et feuilards, mais ils ne fixèrent aucun prix pour les autres marchandises, déclarant s'en référer aux prix qui seraient établis à Saint-Yrieix.

Quelques jours après, le 16 septembre 1906, la Section de Saint-Yrieix se réunissait, et la discussion s'engagea sur le résultat obtenu à Châlus ; l'ordre du jour suivant fut voté : « Le Syndicat des ouvriers feuillardiers décide de faire appliquer dans tous les chantiers le tarif syndical d'accord avec les marchands de bois, sinon il usera de son droit de grève dans tous les chantiers où le tarif ne sera pas observé ». Puis le secrétaire du Syndicat incita vivement ses camarades à continuer la lutte à outrance pour faire triompher leurs revendications, tout en les exhortant au calme, et leur conseillant la plus grande patience. La grève

était donc déclarée, si les marchands de bois ne voulaient pas céder. A cette menace de grève faite par les ouvriers feillardiers, les patrons répondirent par une autre, et, comme nous l'avons vu plus haut, à la réunion du 12 octobre 1906 de leur syndicat, ils décidaient qu' « aucun patron n'occuperait d'ouvriers à partir du 13 octobre que sous les conditions antérieures ». En même temps des listes furent déposées dans les mairies et les justices de paix des différentes localités où travaillent les feillardiers, afin de permettre à ceux qui voulaient travailler de se faire connaître. Le conflit prenait donc un caractère aigu et des complications graves étaient à prévoir.

D'abord le désaccord se manifesta bien vite entre les Sections de Châlus et de Saint-Yrieix, nous en avons déjà parlé assez longuement, nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour en signaler la cause. A la réunion de la Section de Saint-Yrieix, le 7 octobre 1906, celle-ci déclara ne pas accepter le tarif de Châlus, établi d'après la conciliation du 24 août 1906, elle donnait comme raison que « pour les dagues de moins de sept pieds les ouvriers gagnaient 0 fr. 01 pour perdre 0 fr. 13, et que la dague au-dessus de 7 pieds se payait 1 franc de moins par mille que le feillard, alors que le prix aurait dû être le même ».

Puis le 15 octobre sur l'initiative du sous-préfet de Saint-Yrieix une entrevue eut lieu à la sous-préfecture entre les patrons et cinq délégués ouvriers, où ceux-ci critiquèrent principalement le tarif de Châlus, elle n'aboutit à aucun résultat. Par ailleurs, le juge de paix ne voulait pas s'oc-

cuper du conflit, prétendant que c'était de la compétence du tribunal de commerce, les feillardiers devant être considérés comme des tâcherons, nous savons ce qu'il faut en penser.

Le Syndicat eut recours à l'entente amiable, et à la réunion du 21 octobre 1906 à Saint-Yrieix, il convoquait les patrons pour discuter avec eux directement les prix du tarif réclaté. Le secrétaire général du Syndicat ouvrier demanda d'abord aux marchands de bois que ceux-ci n'occupent désormais que des ouvriers syndiqués et à jour de leurs cotisations ; le secrétaire du Syndicat des marchands de bois déclara au nom de ses collègues que la prétention était exagérée et illégale, mais qu'il s'engageait à donner du moins la préférence à l'ouvrier syndiqué contre celui qui ne l'était pas. Puis un des patrons proposa aux ouvriers le choix entre le tarif de Châlus et le tarif de 1901, un des ouvriers syndiqués, ancien secrétaire de la Section de Saint-Yrieix, défendit le tarif de 1901, la discussion fut des plus mouvementées, finalement on mit aux voix la reprise du travail, ou la continuation de la grève : par 49 voix contre 41 et 1 abstention la reprise du travail fut décidée. Le différend était donc donc aplani. Quelques jours après, le 28 octobre, il y eut une réunion entre les délégués des patrons et ceux des ouvriers devant le juge de paix de Saint-Yrieix : procès verbal fut dressé de la conciliation intervenue entre eux, avec la consignation des prix. Les délégués des patrons s'engageaient au nom de leur collègue à faire ouvrir leur chantier le lendemain 29 octobre et à reprendre tous leurs

ouvriers, au fur et à mesure des besoins, sans exercer aucune coercition sur eux, et d'autre part, les délégués ouvriers promettaient au nom de leurs camarades de reprendre le travail à la même date. Cette convention était établie pour la durée de la campagne d'exploitation de 1906-1907.

Le même jour, 28 octobre, avait lieu une réunion de la Section de Saint-Hilaire-les-Places à laquelle les patrons avaient été invités. Un seul répondit et se trouva présent, après un long débat entre lui et le secrétaire de la Section, il consentit à payer le tarif de Châlus, en faveur duquel s'était précédemment prononcée l'assemblée.

A Châlus le conflit existait toujours, car les prix n'étaient pas établis pour différentes marchandises ; une nouvelle conciliation en justice de paix eut lieu entre ouvriers et marchands de bois le 7 novembre 1906, où tous furent d'accord de compléter eux-mêmes leur tarif, puisque l'entente, à laquelle ils devaient se rapporter, n'avait pu se faire entre ouvriers et patrons à Saint-Yrieix. Le différend était donc terminé. Le secrétaire de la Section de Châlus fit immédiatement part du résultat obtenu au Bureau central, et dans la lettre qu'il lui adresse à ce sujet, nous trouvons les motifs qui ont déterminé la Section de Châlus à prendre sa décision : ces motifs sont assez curieux pour que nous les donnions tous ici, malgré leur longueur :

« Le Bureau de la Section de Châlus ayant obtenu en septembre 1906 un tarif pour les marchandises courantes de la région, le Bureau considère que cet arrangement,

quoique partiel, équivaut à un accord avec les patrons. Qu'évidemment il n'y a pas lieu de lui demander de s'engager à manifester en faveur d'un tarif, alors que le tarif ne lui est pas contesté, et que demander le vote de la Section, équivaut pour les patrons, à remettre en question cet arrangement.

De la discussion à laquelle le Bureau s'est livré, il est résulté les constatations suivantes :

1° Que le vote de la Section de Saint-Yrieix du 21 octobre (49 voix pour le tarif de 1900 contre 41) indique à quel point la Section est divisée, situation dont il est inutile de rechercher les causes malheureuses, mais qui ne peut manquer d'encourager la résistance des marchands ;

2° Que le vote demandé aux sections comporte une grève à l'état latent ;

3° Qu'il peut suffire pour en faire une grève réelle, que la majorité des sections se prononce pour le tarif de 1906, étant donné l'effet produit par la division déplorable de la Section de Saint-Yrieix, signalée plus haut.

Envisageant l'éventualité d'une grève, le Bureau a recherché quelle situation lui serait faite et a tiré les conclusions suivantes :

Vis-à-vis des patrons :

Après avoir consenti et signé avec le Syndicat le tarif de 1906 pour les marchandises courantes, les patrons ont de confiance acheté d'importantes quantités de bois à ouvrir.

Si la Section de Châlus prenait part à une grève qui se

ferait pour obtenir ce qu'elle possède déjà, les patrons auraient motif de se plaindre de la conduite du Syndicat à leur égard, et de saisir l'opinion publique de cette grave incorrection.

Ainsi de ce côté, le Syndicat serait blâmé par l'opinion publique et soulèverait contre les ouvriers la colère justifiée des patrons.

Vis-à-vis des autres sections :

Si le Bureau central, en raison de ce que le tarif n'est pas entièrement signé à Châlus, persiste à demander à la Section de prendre part au referendum, cette Section ne pourra que voter à l'unanimité le tarif de 1906 qu'elle a obtenu. Par son nombre (462) elle assure la majorité pour ce tarif même contre une majorité contraire des autres Sections et déterminé la grève, si grève il doit y avoir à ce sujet.

Nous venons de voir qu'elle ne saurait s'associer à cette grève contre l'opinion publique et contraire aux avantages qu'elle a obtenus. Mais alors, si elle ne peut s'y associer a-t-elle le droit d'y obliger les autres ?

Le Bureau ne le pense pas. Cependant il reconnaît que la Section de Châlus est de toute façon dans une fausse position dont il faut sortir.

Le Bureau alors considérant qu'il n'a obtenu qu'un tarif partiel :

Décide d'inviter les patrons à compléter ce tarif ;

Déclare que s'il y a accord définitif il s'abstiendra de prendre part au vote général pour ne pas influencer le vote des autres Sections ;

Déclare que s'il n'y a pas accord définitif il prendra part au vote général et engagera toute la Section à voter pour le tarif de 1906, quelles que soient les conséquences ;

Charge son secrétaire d'aviser les patrons de cette décision.

A la suite de cette délibération, le Bureau a reçu le 6 courant une invitation à s'aboucher avec les patrons de la part de M. le juge de paix de Châlus requis à cet effet par les patrons.

La réunion a eu lieu aujourd'hui le 7. Elle s'est terminée par un accord complet avec les patrons. Les signatures ont été échangées de part et d'autre.

Le détail du tarif arrêté vous sera envoyé dès que le procès-verbal nous sera parvenu.

Cet accord mettant fin au conflit dans la région de Châlus, il nous reste à vous informer que nous ne pouvons sous aucun prétexte prendre part au referendum que vous avez organisé — ni troubler le travail, tel qu'il se trouve rémunéré.

Nous désirons vivement que dans toutes les sections le conflit actuel se termine par la victoire de nos camarades ouvriers et vous présentons, cher camarade, nos salutations fraternelles ».

Seule la Section de Jumilhac-le-Grand se prononça en faveur du tarif proposé par le Bureau central. Lanouaille et La Roche-l'Abeille suivirent l'exemple de Saint-Yrieix et se prononcèrent pour le tarif de 1901. La grève de 1906 avait donc échoué par suite de la mésentente entre le Bureau

central et les différentes sections, mais il est probable que les revendications de 1906 seront reprises en 1907 et que si satisfaction n'est pas donnée aux feillardiers, ceux-ci se mettront de nouveau en grève.

---



## CHAPITRE IV

### ACTION ET ŒUVRE DES SYNDICATS DE FEUILLARDIERS

Les rapports des syndicats de feuilleardiens avec la Bourse du travail de Limoges. — L'esprit des syndiqués. — L'œuvre de solidarité. — La propagande. — L'action des syndicats sur ses membres et sur les non syndiqués. — L'intervention du syndicat dans les procès des ouvriers avec les patrons. — L'amélioration du salaire par les tarifs syndicaux.

L'action des syndicats s'est manifestée dès le début, grâce à l'activité de leurs administrateurs, au dévouement de leurs membres et aux concours qui leur vinrent du dehors, particulièrement de la Bourse du travail de Limoges. Celle-ci existait déjà plusieurs années avant l'organisation des syndicats d'ouvriers feuilleardiens. Dès les premiers jours, au commencement de l'année 1900, le Syndicat de Saint-Yrieix donnait son adhésion à la Bourse du travail, puis ce fut le tour des syndicats de Lanouaille en 1901, de Saint-Hilaire-les-Places, de Lastour en 1904 ; enfin le Bureau central y adhéra et avec lui les Syndicats de Jumilhac-le-Grand et de la Roche-l'Abeille, seul le Syndicat de Châlus n'a jamais voulu y adhérer, et les délégués de la Bourse du travail y furent mal reçus.

La Bourse du travail a envoyé souvent des délégués dans ces différentes localités pour prendre part aux réunions syndicales des feuilleardiens, mais elle n'a pas le plus sou-

vent conservé son caractère strictement corporatif et ouvrier, pour semer des idées de révolte et de haine sociales chez les paysans limousins. Elle n'a jamais rien fait d'utile chez les feuillardiers pour la défense de leurs intérêts individuels et professionnels ; elle a suggéré aux syndicats quelques idées sans intérêt telles que la journée de 8 heures, la fête du 1<sup>er</sup> Mai, la grève générale, elle n'a d'ailleurs eu aucun succès de ce côté ; elle a fourni au syndicat des conférenciers, c'est le seul avantage qu'elle leur ait procuré, avantage bien modeste, car il s'est réduit en vains discours. C'est ainsi que, le 4 février 1906, le Syndicat de Saint-Yrieix décidait qu'une tournée de propagande, étudiée par le Bureau central avec le concours de la Bourse du travail, serait faite dans la région de Saint-Yrieix. Les syndicats envoient aussi leurs délégués à la Bourse du travail pour participer aux décisions qui s'y prennent touchant les intérêts généraux de la classe ouvrière. La cotisation à la Bourse du travail, d'abord de 48 fr., est aujourd'hui de 12 fr.

Lorsque le Bureau central s'est constitué en 1905, il avait été décidé, sur la proposition des délégués de la Bourse du travail, d'après l'article 15, que, en cas de dissolution du Bureau central ne pouvant être prononcée que par la moitié plus un des adhérents présents, les fonds en caisse seraient versés en dépôt à la Bourse du travail et serviraient à la constitution d'un nouveau syndicat. Quelque temps après, cette disposition fut changée et il fut arrêté qu'en cas de dissolution les fonds seraient versés à la dernière section existante et non à la Bourse du travail.

A la fin de l'année 1906, la Bourse du travail de Limoges eut des démêlés avec le conseil municipal de cette ville. Celui-ci laissait à sa disposition le local de la Bourse avec un concierge choisi et payé par lui, mais supprimait sa subvention annuelle de 9,000 francs, sous prétexte que, en dehors des attributions normales de la Bourse, certaines dépenses avaient été faites, telles que des achats d'insignes pour le 1<sup>er</sup> mai, des numéros du *Pioupiau de l'Yonne* et de la *Voix du Peuple*, etc. Certains déclaraient que « les deniers des contribuables ne devaient pas être mis à la disposition de recéleurs de fusils, de gréviculteurs et pêcheurs de guerre civile ».

La Bourse du travail de Limoges n'accepta pas cette situation, particulièrement de rester dans un local où elle aurait un concierge choisi par le Conseil municipal, qui remplirait dans son poste « le rôle que l'on devine ». Elle adressa un appel à tous les travailleurs syndiqués, et aux syndicats adhérents pour leur demander de faire « l'effort pour instaurer pour leurs besoins une Bourse du travail, d'où ils ne pourront être chassés et qui leur permettrait non seulement d'abriter leurs syndicats, mais où ils trouveront pour eux-mêmes un asile sûr et un lieu où ils pourront se réunir en toute liberté pour la défense de leurs intérêts et travailler à leur émancipation ». L'ancienne Bourse du travail se constitua dès lors en Bourse du travail libre, à côté de la Bourse du travail municipale. Les syndicats de feillardiers répondirent à l'appel de la Bourse du travail de Limoges, et notamment le Syndicat de Saint-Yrieix vota dans la séance du 1<sup>er</sup> no-

vembre 1906 l'ordre du jour suivant : « Les ouvriers feuil-  
lardiers adhérant à la Bourse du travail de Limoges, réunis  
en assemblée générale le 1<sup>er</sup> novembre 1906, vote à l'unani-  
mité que vu la décision du Conseil municipal de Limoges  
pour le vote du 5 novembre 1906, où le prolétariat tout  
entier se trouve atteint, autorise les camarades de Limoges  
à rechercher un immeuble où une bourse du travail sera  
formée et alimentée par les ouvriers eux-mêmes, vote un  
blâme au Conseil municipal patronal et capitaliste de Li-  
moges ».

Nous voyons ainsi les rapports très fréquents et très cor-  
diaux qui existent entre les syndicats de feuilardiers et la  
Bourse du travail, et nous pouvons constater que ceux-ci ne  
restent pas en dehors du grand mouvement syndicaliste si  
vigoureusement poussé par les organisations ouvrières ac-  
tuelles, et particulièrement par la Confédération générale du  
travail. Nous en trouvons encore la preuve dans l'affiche  
suivante qui fut placardée dans les différentes localités où il  
existe des syndicats de feuilardiers :

## SYNDICAT

### DES OUVRIERS FEUILLARDIERS DU CENTRE

#### Bureau central à SAINT-YRIEIX

---

Par décision de toutes les sections adhérant au Bureau  
central : SAINT-YRIEIX, LANOUAILLE, CHALUS, LASTOURS, SAINT-  
HILAIRE-LASTOURS, JUMILHAC-LE-GRAND,

Le Bureau central ne considère comme syndiqués que les Ouvriers Feuillardiers qui sont inscrits dans les Sections ci-dessus.

**Les autres Syndicats de Feuillardiers sont JAUNES.** De par ce fait, ils deviennent **nuisibles** à toute la **Corporation**.

Les Bourses du Travail, la Confédération générale du Travail siégeant à Paris REFUSERONT TOUT SECOURS AUXDITES SECTIONS JAUNES.

**TRAVAILLEURS ! Venez à nous,** ne restez pas en dehors de notre organisation ; nous avons pour nous les TRAVAILLEURS DU MONDE ORGANISÉ.

MÉFIEZ-VOUS DES HOMMES A GRANDES POCHES dont la vanité et l'orgueil ont fait de véritables *Désorganiseurs de notre Corporation*.

Pour le Bureau central et par ordre,

*Le Secrétaire général.*

(Vu et approuvé par le Comité général de la Bourse du Travail de Limoges.)

Il serait sans doute exagéré de dire, quoique nous nous trouvions en face de syndicats rouges de feuillardiers, que l'idée révolutionnaire ait pénétré chez ceux-ci. Les ouvriers feuillardiers ont simplement pris conscience de leurs droits, mais ce ne sont pas des révoltés et des haineux, car le paysan limousin est doux, timide même, et les exaltés n'auront pas raison de leur caractère. Ils ne sont pas, de parti pris et quand même, entrés en lutte contre le patronat, comme cela existe dans certains milieux ouvriers, ou peut-être même chez un des secrétaires d'un des syndicats de feuillardiers qui, dans une de ses lettres, parlait « de culbuter la masse

capitaliste ». Ils demandent simplement au patron de les traiter avec bienveillance et justice : « Nous avons des patrons, nous disait l'un d'eux, très convenables, qui nous payent même plus que le tarif syndical ; s'ils étaient tous ainsi, nous ne nous plaindrions pas ». Comme l'idée de justice, l'idée de solidarité a fait bien des progrès depuis l'apparition du mouvement syndical, et ce sera un des bienfaits du syndicat d'avoir arraché au paysan limousin son égoïsme naturel.

Dans les syndicats de feillardiers, nous ne trouvons pas de caisse de secours pour leurs membres ; par contre, dans bien des circonstances, ils ont alloué des secours à des camarades victimes d'accidents, soit à des camarades grévistes d'autres corporations. Dans la réunion du 20 avril 1902 du Syndicat de Saint-Yrieix, il fut décidé qu'on allouerait 10 francs aux camarades dont la cabane viendrait à brûler, plus 3 francs par tête d'enfant, à condition d'en faire la demande et d'être à jour pour les cotisations. La demande serait soumise à l'assemblée générale qui en déciderait, après avoir pris tous ses renseignements à ce sujet. Cette indemnité fut portée à 15 francs un an plus tard. De fait, le chiffre de l'indemnité a beaucoup varié et nous en voyons depuis 18 francs jusqu'à 50 francs. Toutes les fois que des demandes de secours parviennent, ceux-ci ne manquent jamais d'envoyer à leurs camarades grévistes des secours de 5, 10 et 20 francs. Actuellement, toutes les listes de souscription passent par le Bureau central qui les fait parvenir aux sections. Lors de la constitution du Bureau

central en 1905, on proposa d'établir le « sou du soldat », c'est-à-dire de donner une allocation au jeune soldat dans le but de « maintenir en lui des relations de camaraderie et de lui rappeler qu'en toutes circonstances, il ne doit pas oublier qu'il est un travailleur », la proposition ne fut pas adoptée uniquement à cause du manque de ressources. Des collectes furent faites dans tous les syndicats lors de la catastrophe de Courrières pour être envoyées aux veuves et orphelins des victimes. Lors des fameuses grèves de Limoges en 1905, les feillardiers se solidariserent avec les grévistes, et le Syndicat de Saint-Yrieix vota l'ordre du jour suivant : « Les feillardiers de Saint-Yrieix réunis en Assemblée générale le dimanche 30 avril 1905 envoient à leurs camarades de Limoges, pour témoigner de leur énergique solidarité avec eux, leur plus profond sentiment d'admiration pour leur triomphe remporté, et leur plus profond mépris pour M. Haviland, le promoteur du désordre ». Ce sentiment d'union et de solidarité s'est d'ailleurs manifesté par l'organisation même que les feillardiers se sont donnée, leurs différents syndicats sont aujourd'hui groupés et ont compris la nécessité de concentrer leurs efforts vers un but d'intérêt commun.

Le contact entre ces divers groupes et les membres qui les composent est difficile, il ne peut se produire d'une façon continue, puisque les feillardiers travaillent dans des localités éloignées souvent les unes des autres. Pour favoriser les rapports qui devraient exister entre ces divers syndicats, le Bureau central envoie assez régulièrement des

délégués dans les différentes réunions des sections pour maintenir et développer l'union corporative, il fait souvent des tournées de propagande syndicale, et le manque de ressources seul empêche de les faire plus nombreuses. Aujourd'hui l'action des syndicats n'est plus divisée, mais au contraire elle est une, comme nous l'avons vu en parlant de l'organisation syndicale actuelle des feillardiers, malgré les dissentiments du moment que nous avons signalés mais qui se dissiperont certainement bien vite.

L'union entre les divers syndicats de feillardiers ne serait pas suffisante, si elle n'existait d'abord chez les syndiqués eux-mêmes, aussi les syndicats veillent-ils à ce que chacun de ses membres ne manquent à leurs devoirs syndicaux. C'est pourquoi ils ont établi dans leurs statuts que « tout membre qui aura commis des actes portant atteinte au bon fonctionnement du syndicat et qui empêcherait par ce motif les délibérations de l'assemblée pourra être exclu par un vote de cette même assemblée, après qu'il aura été admis à se défendre ». Bien des exclusions ont eu lieu pour différentes raisons, non paiement des cotisations, ou acceptation d'un tarif inférieur au tarif syndical, par exemple. Ainsi à Saint-Yrieix, en 1905, le secrétaire général du Syndicat fut accusé d'avoir fait des marchandises pour le compte d'un marchand de bois à un prix inférieur au tarif syndical ; une commission d'enquête fut nommée pour examiner les faits, et reconnut le non-fondé des reproches adressés au secrétaire du Syndicat. Il en fut tout autrement à Lanouaille en 1903, où le secrétaire fut accusé, comme

nous l'avons vu, des mêmes griefs et d'une façon justifiée, et fut l'objet d'un vote de blâme de l'assemblée générale du Syndicat, qui l'obligea à quitter le Syndicat. L'ancien secrétaire général du Syndicat de Saint-Yrieix fut accusé d'avoir trahi les intérêts de la cause ouvrière, le 2 décembre 1906 l'assemblée générale du Syndicat de Saint-Yrieix le raya de son registre d'adhésions pour « atteinte portée au mouvement de la grève », parce qu' « ayant donné sa démission de secrétaire général, et depuis n'ayant voulu faire partie d'aucune commission et n'ayant jamais voulu accepter la présidence dans aucune réunion, il l'a prise le jour où MM. les patrons étaient présents, et dans cette réunion au lieu de défendre ses camarades il n'a fait que les combattre, et a défendu les patrons contre les intérêts ouvriers ». Des mesures sont prises contre les syndiqués qui sont en retard pour payer leurs cotisations, entre autres ils n'ont pas droit à l'indemnité de feu en cas d'incendie de leur cabane.

Les rapports entre les syndiqués et les non-syndiqués sont assez tendus, nous avons vu dans les grèves les non-syndiqués maltraités par les grévistes, qui brûlèrent leurs cabanes et brisèrent leurs outils. Ces faits se produisent bien encore quelquefois en dehors des grèves, et des violences sont commises plus d'une fois à l'égard des non-syndiqués, il est même arrivé que les syndiqués se livrèrent à ces excès à l'égard d'autres syndiqués, parce qu'ils ne les croyaient pas tels, le Syndicat leur alloua alors un petit secours à titre d'indemnité. A la réunion du Syndicat de Saint-Yrieix du 6 mai 1906, sur certains propos malveillants tenus par

des feuillardiers, le secrétaire « défendit absolument aux syndiqués de porter atteinte à la liberté du travail, et les engagea de tâcher d'amener leurs camarades non syndiqués à l'union syndicale par une bonne propagande, et non par des voies de fait entravant leur travail, car non seulement ce serait porter tort à leur camarade, mais ce serait porter atteinte à l'union syndicale ». Dans plusieurs syndicats il fut décidé qu'on devrait obliger, au besoin par les moyens violents, les marchands de bois à signer l'engagement de ne donner aucun travail à un ouvrier non syndiqué, à la réunion de la Section de Saint-Yrieix le 21 octobre 1906, nous avons vu qu'un des marchands de bois promit même en son nom et au nom de certains de ses collègues d'employer de préférence les ouvriers syndiqués.

Les syndicats sont intervenus dans plusieurs procès qui eurent lieu entre feuillardiers syndiqués et les marchands de bois, mais les ouvriers n'ont jamais eu gain de cause. Les conflits sont portés devant la justice de paix, aussi n'y ont-ils que peu de confiance, et les faits leur ont donné raison, nous en avons plus haut cité un exemple, il est probable que s'ils avaient affaire à une juridiction plus compétente et plus indépendante en pareille matière, ils auraient pu triompher plus aisément et ils auraient pu porter plus souvent devant les tribunaux des difficultés que le mauvais vouloir des marchands de bois avait créées. Que de fois le feuillardier a eu et a encore à se plaindre de l'injustice du marchand de bois dans ses règlements de compte ! Et que de fois n'ont-ils osé les poursuivre par crainte des

frais à venir et du peu d'efficacité du résultat à atteindre. C'était là l'œuvre principale à laquelle devait s'attacher le syndicat pour défendre les intérêts professionnels de ses membres, et s'il ne l'a pas fait c'est surtout à cause du manque de ressources. Au mois d'avril 1903 le secrétaire général du Syndicat de Saint-Yrieix fut délégué auprès d'un marchand de bois de la commune de Château-Chervix pour traiter à l'amiable avec lui, dans l'intérêt de ses camarades, auxquels le marchand de bois donnait deux francs par mille en moins du tarif syndical. L'entente ne put se faire, et un des ouvriers lésés engagea un procès : la question qui se posait était la suivante, le demandeur réclamait le paiement de son compte fixé d'après les tarifs syndicaux et le défendeur ne voulait payer que les prix qu'il avait donnés à certains de ses ouvriers. Or, il n'y avait eu, d'une part, aucune convention spéciale entre le marchand de bois poursuivi et ses ouvriers, d'autre part, les tarifs syndicaux ne résultaient pas de conventions écrites, enregistrées, qui permettent de les produire de justice, cependant dans le cas actuel la preuve à faire par le demandeur pour établir le montant de sa créance aurait pu se faire par témoins, puisqu'il ne s'agissait que d'une somme de 105 francs. Le juge n'en tint pas compte. Par ailleurs, on ne pouvait invoquer la tacite reconduction, car les prix payés avant 1903 par le défendeur avaient été ceux du syndicat, mais il y avait dans le travail du feuillardier une interruption de plusieurs mois, puisque ce travail se fait par campagne annuelle de huit à neuf mois. Le juge pouvait donc user de son pou-

voir d'appréciation pour rendre sa sentence conforme à l'équité : il se basa, pour cela, sur « les prix offerts par le défendeur aux autres ouvriers, et que ceux-ci ont d'ailleurs acceptés », sauf quelques-uns. Le juge devait s'en rapporter aux usages des lieux et non pas aux prix d'un seul marchand de bois, et dans l'espèce, les usages qui auraient fait loi étaient certainement les prix syndicaux. Le demandeur, qui n'était d'ailleurs que le porte-paroles du syndicat, voulut faire appel, la procédure fut commencée, mais il fut obligé d'y renoncer, pour éviter des frais trop considérables. Au mois de janvier 1907, le secrétaire général du Syndicat de Saint-Yrieix intervint pour appuyer la demande d'un ouvrier syndiqué qui réclamait, en justice de paix, à son patron, le paiement de la somme de 42 francs, montant de reliquat de compte et de la valeur des débris que le marchand de bois avait pris. Le secrétaire du Syndicat ouvrier et le demandeur prétendaient que les débris devaient lui être payés, parce que d'après les conditions syndicales acceptées par le patron « les débris doivent appartenir à l'ouvrier, mais le patron peut les garder après s'être entendu sur le prix avec l'ouvrier ». Le marchand prouva qu'il avait payé plus cher ses ouvriers afin de garder les débris, et par suite, qu'il ne devait aucun prix spécial pour ceux-ci. Le feuillardier fut débouté de sa demande et au lieu de toucher 42 francs qu'il réclamait, ou tout au moins les 21 francs que lui offrait son patron, il dut se contenter, après avoir payé les frais, de toucher 2 fr. 45.

Les inconvénients que présente pour les feuillardiers le

recours devant les tribunaux ordinaires les ont empêchés bien souvent d'y avoir recours, et ils ont considéré la grève comme un moyen plus efficace, d'autant plus que, si la plupart des marchands de bois ont montré bien peu d'empressement à régler les difficultés avec leurs ouvriers devant les juges de paix, certains de ceux-ci n'ont pas fait preuve de meilleure volonté pour arriver à la conciliation. Les différends pourront bientôt se résoudre plus facilement, car un Conseil de prud'hommes doit être créé dans l'arrondissement de Saint-Yrieix : le Syndicat de feuilleardiens a mis plus de trois ans à obtenir ce résultat. Malgré l'avis favorable de la Chambre de commerce de Limoges le Ministre de la Justice refusa d'accéder à la demande du Syndicat, vu le peu d'électeurs et le petit nombre de conflits, mais sur la démarche faite par des délégués du Syndicat auprès du Préfet de la Haute-Vienne, celui-ci s'adressa au Ministre du Commerce qui fit enfin droit à cette revendication. Le Conseil de prud'hommes n'a pas encore été constitué, et son fonctionnement permettra vraisemblablement de donner une solution pacifique aux conflits patronaux et ouvriers.

L'œuvre la plus efficace du Syndicat aura été jusqu'ici l'amélioration constante et très sensible du salaire depuis 1900 jusqu'à aujourd'hui. Les prix de la façon, en effet, ont augmenté dans ce laps de temps d'environ 25 à 30 0/0, et actuellement le feuilleardier, comme nous l'avons vu, peut se faire des journées normales de 3 francs, alors qu'auparavant il gagnait environ 2 francs. Le tableau suivant permettra d'apprécier l'augmentation des prix de la main-d'œuvre depuis 1900 jusqu'en 1906 :

| Marchandises                      | Dimensions  | Prix avant 1900  | Tarif syndical<br>de 1901 | Tarif syndical<br>de Châlus de 1906 | Tarif syndical<br>proposé en 1904<br>par le<br>Bureau central |
|-----------------------------------|-------------|------------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
|                                   |             | Par mille        | Par mille                 | Par mille                           | Par mille                                                     |
| Dagues. . . . .                   | 4 pieds     | 3 f. » à 3 f. 40 | » f. »                    | 3 f. 75                             | 4 f. »                                                        |
| —                                 | 4 — 1/2     | 3 » 3 40         | » »                       | 4 15                                | 4 50                                                          |
| —                                 | 5 —         | 3 40 4 20        | 5 »                       | 5 »                                 | 5 »                                                           |
| —                                 | 5 — 1/2     | 3 80 » »         | » »                       | 5 40                                | 5 50                                                          |
| —                                 | 6 —         | 4 20 5 »         | 6 »                       | 5 85                                | 6 »                                                           |
| —                                 | 6 — 1/2     | 4 60 » »         | » »                       | 6 25                                | 6 50                                                          |
| —                                 | 7 —         | 5 » 5 80         | 7 »                       | 7 »                                 | 7 »                                                           |
| Feuillards. . . .                 | 5 —         | » » » »          | » »                       | 5 85                                | 6 »                                                           |
| —                                 | 6 —         | » » » »          | 6 50                      | 6 65                                | 7 »                                                           |
| —                                 | 7 —         | 5 » » »          | 8 »                       | 7 80                                | 8 »                                                           |
| —                                 | 8 —         | 8 » » »          | 10 »                      | 10 »                                | 10 »                                                          |
| —                                 | 9 —         | 9 » » »          | 12 »                      | 12 »                                | 12 »                                                          |
| —                                 | 10 —        | 10 » » »         | 14 »                      | 14 »                                | 14 »                                                          |
| —                                 | 11 —        | 11 » » »         | 16 »                      | 16 »                                | 16 »                                                          |
| —                                 | 12 —        | 11 » » »         | 18 »                      | 18 »                                | 18 »                                                          |
| —                                 | 13 —        | 12 » » »         | 20 »                      | 21 »                                | 21 »                                                          |
| —                                 | 14 —        | » » » »          | » »                       | 25 »                                | 25 »                                                          |
| —                                 | 15 —        | » » » »          | » »                       | 30 »                                | 30 »                                                          |
| —                                 | 16 —        | » » » »          | » »                       | 35 »                                | 35 »                                                          |
| —                                 | 17 —        | » » » »          | » »                       | 40 »                                | 40 »                                                          |
| —                                 | 18 —        | » » » »          | » »                       | 50 »                                | 50 »                                                          |
| Carrassonne :<br>taillis. . . . . | 5 —         | 6 » » »          | 8 »                       | 8 »                                 | 10 »                                                          |
| —                                 | 6 —         | 8 » » »          | 10 »                      | 10 »                                | 12 »                                                          |
| semis. . . . .                    | 5 —         | 12 » » »         | 14 »                      | 14 »                                | 14 »                                                          |
| —                                 | 6 —         | 14 » » »         | 16 »                      | 16 »                                | 16 »                                                          |
| Lisses. . . . .                   | 2 mètres 33 | » » » »          | 10 »                      | 10 »                                | 12 »                                                          |
| —                                 | 2 — 67      | 9 » » »          | 12 »                      | 12 »                                | 14 »                                                          |
| —                                 | 3 —         | 12 » » »         | 14 »                      | 14 »                                | 16 »                                                          |
| Echelas :<br>pointé 1 bout..      | 1 — 33      | » » » »          | 6 »                       | 6 »                                 | 7 »                                                           |
| —                                 | 1 — 50      | » » » »          | 7 »                       | 7 »                                 | 8 »                                                           |
| pointé 2 bouts..                  | 1 — 33      | » » » »          | 7 »                       | 7 »                                 | 8 »                                                           |
| —                                 | 1 — 50      | » » » »          | 8 »                       | 8 »                                 | 9 »                                                           |
| rond ou quartier                  | 1 — 67      | 6 » » »          | 8 »                       | 8 »                                 | 8 »                                                           |
| —                                 | 2 —         | 8 » » »          | 10 »                      | 10 »                                | 10 »                                                          |
| Lattes. . . . .                   | 1 —         | 4 50 » »         | 5 »                       | 4 »                                 | 6 »                                                           |
| —                                 | 1 — 15      | 5 » » »          | 6 »                       | 5 »                                 | 7 »                                                           |
| —                                 | 1 — 25      | 6 » » »          | 7 »                       | 7 »                                 | 8 »                                                           |
| —                                 | 1 — 35      | 7 » » »          | 8 »                       | 8 »                                 | 9 »                                                           |
| —                                 | 1 — 50      | 8 » » »          | 9 »                       | 9 »                                 | 10 »                                                          |
| —                                 | 1 — 75      | 9 » » »          | 10 »                      | 11 »                                | 11 »                                                          |
| —                                 | 2 —         | 10 » » »         | 11 »                      | 12 »                                | 12 »                                                          |
| Gros piquets. . .                 | 1 — 50      | 16 » » »         | 23 »                      | 24 »                                | 24 »                                                          |
| —                                 | 1 — 67      | 20 » » »         | 25 »                      | 26 »                                | 27 »                                                          |
| —                                 | 2 —         | 25 » » »         | 30 »                      | 31 »                                | 35 »                                                          |

## CONCLUSION

---

L'industrie du feillard en France, par le grand nombre d'ouvriers qu'elle occupe, le commerce considérable auquel elle donne lieu, son chiffre d'affaires très élevé, était intéressante à faire connaître et à étudier. C'est une des richesses du Limousin, où elle fait vivre bien des gens et où sa production atteint près de la moitié de la production totale du feillard en France. Cette industrie a pris un développement énorme depuis une trentaine d'années, nous en connaissons les causes : c'est d'abord l'extension constante du commerce des vins qui s'est manifestée en France déjà depuis longtemps, et qui a beaucoup favorisé l'industrie de la tonnellerie, et par suite le commerce du feillard ; c'est ensuite l'importance toujours grandissante du commerce général en Angleterre, qui nécessite l'emploi d'un grand nombre de futailles qui servent à l'emballage de marchandises de toutes sortes et dont le cerclage se fait avec du feillard de bois, et surtout du feillard français ; c'est enfin la multiplicité et le perfectionnement des moyens de transport et la modicité de leurs prix, et plus spécialement dans la région de Saint-Yrieix et de Nontron la disparition des industries métallurgiques et porcelainières.

La crise viticole, qui a commencé aux environs de 1880 et sévit encore actuellement, a eu sa répercussion sur le

commerce du feuillard, elle a forcé le marchand de bois limousin à faire fabriquer de plus en plus de la dague et du feuillard, par suite de l'emploi de moins en moins grand des carrassonnes et des échalas ; le viticulteur a dû réduire ses frais généraux d'exploitation, dès lors il renouvelle moins souvent ses échalas et les achète de qualité inférieure. Le marchand de bois exploite les coupes de taillis plus jeunes, notamment à Saint-Yrieix où celles-ci se faisaient autrefois à quatorze et seize ans, et aujourd'hui à huit et dix ans ; ces coupes se vendent cher par suite de la concurrence entre les marchands, et le grand nombre de ceux-ci a bien contribué à l'extension de l'exploitation des bois taillis en bois de fente.

La consommation du feuillard limousin a atteint son maximum vers 1900, et depuis, la production au lieu de s'arrêter s'est accrue d'une façon continue, de sorte qu'il est arrivé une surproduction, entraînant forcément une baisse dans le prix du feuillard. D'autre part, la crise viticole, toujours aussi forte, la stabilité du commerce anglais, la concurrence à l'étranger des autres pays producteurs de feuillard, qui ne peuvent plus importer en France à cause des droits de douane, mettent obstacle à l'écoulement du feuillard français. Une seule cause pourrait lui laisser reprendre son essor, ce serait la hausse des prix du fer, actuellement celle-ci existe, et depuis cinq ou six ans, mais elle n'est pas encore assez sensible pour permettre au feuillard de bois de remplacer le feuillard de fer. Il est bien vraisemblable que, si le prix du fer ne continue pas à baisser,

et s'il ne se produit aucune modification dans l'état de la consommation du feuillard, cette industrie traversera une crise qui forcera les producteurs à trouver d'autres débouchés pour le bois de châtaignier, l'industrie tannique par exemple.

Nous n'avons examiné jusqu'ici que la production et la consommation du feuillard, mais si nous considérons le troisième élément constitutif de toute industrie, la main-d'œuvre, nous nous trouvons en présence des mêmes difficultés. En effet, le prix de celle-ci s'est élevé dans des proportions très sensibles depuis 1900, et cette augmentation ne s'arrêtera pas encore. C'est là l'œuvre des syndicats de feuillardiers, car c'est à eux uniquement que sont dus la hausse des salaires et le succès de revendications ouvrières nécessaires et parfaitement justes. Le mouvement syndical a donc été très efficace et très utile, il a pénétré déjà profondément dans la masse des feuillardiers, il a toujours suivi depuis le début une marche ascendante, c'est un mouvement bien lancé et sérieux, dont l'avenir est assuré. Sans doute l'organisation des syndicats est encore imparfaite, mais ces difficultés s'aplaniront avec plus d'expérience et de volonté chez les syndiqués. Ce mouvement syndical chez des paysans est des plus curieux et des plus instructifs par la rareté du fait et la valeur des résultats ; grâce à lui le réveil d'énergies endormies, le sentiment des droits individuels et corporatifs, l'esprit de solidarité et d'union, ont remplacé chez eux l'insouciance, l'apathie, la timidité et l'égoïsme,

La main-d'œuvre renchérit, la consommation se stabilise, mais la production augmente toujours, c'est une situation anormale qui amènera forcément la rupture dans l'équilibre de ces trois forces; mais on ne peut la prévoir de façon certaine par suite de modifications toujours possibles. Pour rétablir cet équilibre il y aurait deux moyens : ce serait la constitution d'une société anonyme à gros capital, ou bien la création d'un syndicat mixte de propriétaires fonciers et d'ouvriers feuillardiens, qui auraient pour objet, l'un comme l'autre, l'exploitation et la vente du feuillard.

Les deux systèmes aboutiraient à la suppression des intermédiaires, c'est-à-dire des marchands de bois, mais le premier aurait l'inconvénient de monopoliser une industrie au plus grand préjudice des propriétaires fonciers et des ouvriers, tandis que le second permettrait aux propriétaires d'avoir un revenu plus élevé et aux ouvriers une rémunération bien supérieure. Le premier serait le régime capitaliste avec tous ses abus, le deuxième serait l'union du capital et du travail. Nous entrons là dans le domaine théorique et hypothétique, et il est bien probable que ces idées n'en sortiront jamais.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur  
de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

Vu :

*Le Doyen,*  
Ch. LYON-CAEN,

Vu :

*Le Président de la Thèse,*  
SOUCHON,

## BIBLIOGRAPHIE

---

Tableaux du commerce et de la navigation, publiés par l'Administration des Douanes, années 1821 à 1906.

Le Châtaignier et sa Crise, par L. MANGIN, 1904.

Le Châtaignier dans l'Aude, par M. BARBUT, 1898.

Maison Rustique, t. IV.

Le Châtaignier, par LAVIALLE, 1906.

Dictionnaire du Commerce, des Arts et Métiers, 1760.

Statistique générale de la France (1808), pour le département de la Haute-Vienne.

L'agriculture, les prairies et les irrigations de la Haute-Vienne, 1884, par J.-A. BARRAL.

Résultats statistiques du recensement des industries et professions, 1896.

Encyclopédie pratique de l'Agriculture, par MOLL et GAYOT, 1861 et 1882.

Fabrication des cercles dans l'Auvergne et les Bourbonnais, par D'AUBE-PIERRE. « Revue des Eaux et Forêts », septembre 1868.

Notice sur le débit du Châtaignier, par M. BRUAND, 1878.

Histoire du commerce de Bordeaux, par BACHELIER, 1862.

Echo de Saint-Yrieix, 1900 et 1901.

Statistique des grèves, publiée par l'Office du Travail.

---



# TABLE DES MATIÈRES

|                                                       | Pages |
|-------------------------------------------------------|-------|
| PRÉFACE . . . . .                                     | 1     |
| INTRODUCTION. — <b>Le feuillard.</b>                  |       |
| Le feuillard de bois et le feuillard de fer . . . . . | 3     |

## PREMIÈRE PARTIE

### L'industrie du feuillard en Limousin

#### CHAPITRE PREMIER. — **La production du feuillard.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les pays producteurs : à l'étranger, en France et en Limousin.<br>— Les bois taillis de châtaignier : leur importance, l'âge<br>des coupes, leurs prix, leur productivité. — La consommation<br>du feuillard. — L'exportation. — Etat actuel de la<br>production : les causes de son développement. . . . . | 13 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE II. — **La fabrication du feuillard et les feuillardiers.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le nombre des feuillardiers. — Le feuillardier professionnel :<br>ce qu'il est, sa vie journalière. — Son salaire. — L'apprentissage.<br>— Le mode et les instruments de travail. — Les différents travaux<br>qui précèdent ou suivent celui du feuillardier. — Le cintrage des<br>cercles . . . . . | 35 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE III. — **La vente du feuillard et les marchands de bois.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les petits et gros marchands de bois du Limousin. — Les<br>maisons d'exportation et de détail. — Les difficultés du<br>commerce du feuillard. — Le Syndicat des marchands de<br>Bussière-Galant de 1904. — Le Syndicat des marchands<br>de Saint-Yrieix de 1906. — Les prix de vente du feuillard.<br>— Les profits des marchands de bois . . . . . | 61 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## DEUXIÈME PARTIE

### Les Syndicats de feuillardiers en Limousin

#### CHAPITRE PREMIER. — **Le mouvement syndical chez les feuillardiers de 1893 à 1906.**

|                                                                                                                          |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Le Syndicat de 1893 à Saint-Yrieix : les causes de sa chute. —<br>La société de production : première tentative en 1896, |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| deuxième tentative en 1906, leur insuccès. — Le Syndicat de Saint-Yrieix de 1899 : les causes de sa création, son organisation. — Le mouvement syndical dans la région de 1900 à 1903. — Création d'un Syndicat à Lanouaille en 1901. — Les Syndicats de Châlus, de Saint-Hilaire-les-Places et Lastours en 1904. — Le Syndicat de Jumilhac-le-Grand en 1905 . . . . . | 79 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE II. — Organisation actuelle des Syndicats.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le Bureau central des Syndicats : ses attributions, son rôle. — Les différents Syndicats : leur organisation et leurs rapports avec le Bureau central. — Le désaccord du Syndicat de Châlus avec le Bureau central. — L'œuvre du Bureau central et les progrès du mouvement syndical chez les feuellardiers depuis 1900 jusqu'à aujourd'hui. . . . . | 97 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE III. — Les grèves de feuellardiers.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| La grève de 1899 et 1900 à Saint-Yrieix, Châlus et Bussière-Galant. — Les grèves de 1901 dans tout l'arrondissement de Saint-Yrieix et dans les cantons de Bussière-Badil et Lanouaille en Dordogne. — La grève de 1904 à Lanouaille. — Les procès entre ouvriers feuellardiers et marchands de bois. — La grève de 1906 : les causes qui l'ont fait naître et les raisons de son échec, le lock-out patronal. . . . . | 109 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

#### CHAPITRE IV. — Action et œuvre des Syndicats.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les rapports des Syndicats de feuellardiers avec la Bourse du travail de Limoges. — L'esprit des syndiqués. — L'œuvre de solidarité. — La propagande. — L'action des Syndicats sur ses membres et sur les non-syndiqués. — L'intervention du Syndicat dans les procès des ouvriers avec les patrons. — L'amélioration du salaire par les tarifs syndicaux. . . . . | 139 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 153 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 157 |

## ANNEXES



# STATUTS

## de l'Union Syndicale du Limousin

(Fondée en 1904)

---

### TITRE I<sup>er</sup>

ARTICLE PREMIER. — Entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est formé un Syndicat qui sera régi par la loi du 21 mars 1884 et par les dispositions suivantes.

ART. 2. — L'association portera le nom de « Syndicat des marchands de bois ». Son siège sera établi à Bussière-Galant. Sa durée sera illimitée ainsi que le nombre de ses membres. Son fonctionnement régulier commencera le jour du dépôt légal de ses statuts.

### TITRE II

ART. 3. — Le Syndicat a pour objet l'étude et la défense des intérêts collectifs des patrons, exerçant le commerce de marchand de bois. Il se propose spécialement de resserrer les liens de confraternité et de bonne harmonie existant entre eux ; de fixer en commun les prix à appliquer pour la main-d'œuvre qu'ils emploient, pour les primes à payer aux Compagnies d'assurances leur offrant de les garantir contre les risques professionnels pouvant les intéresser ; de créer des offices de renseignements ou de représentation, tant en France qu'à l'étranger, pour toutes les matières concernant le commerce commun ; d'intervenir auprès des entreprises de transport (chemins de fer, transports maritimes ou autres) pour obtenir les conditions de transport les plus avantageuses ; en un mot, de faire tout le nécessaire pour améliorer et développer l'industrie commune.

### TITRE III

ART. 4. — Peuvent faire partie du Syndicat toutes personnes exerçant, dans les conditions de la loi, la profession de marchand de bois et domiciliées dans les départements de la Haute-Vienne et de la Dordogne.

ART. 5. — Pour faire partie du Syndicat il faudra être présenté par deux de ses membres et être agréé par le Bureau à la majorité absolue des voix.

ART. 6. — Tout membre paie une cotisation annuelle de 25 francs et un droit d'entrée de 10 francs. La cotisation est payable dans les trois premiers mois de l'année au siège de la Société; passé ce délai, elle sera recouvrée par la poste aux frais du sociétaire; la cotisation est due pour toute l'année quelle que soit l'époque de l'admission, démission ou exclusion.

ART. 7. — Tout membre peut se retirer à tout instant de la Société par voie de démission qu'il adressera par lettre recommandée au président du Bureau, lequel lui en accusera réception de la même façon. Tout membre démissionnaire perd ses droits sur le patrimoine syndical.

ART. 8. — Le Bureau peut, à la majorité des trois quarts de ses membres, prononcer l'exclusion d'un membre pour les causes suivantes : faillite, condamnation entachant l'honorabilité, défaut de paiement des cotisations après deux lettres de rappel (la dernière recommandée), injures graves adressées en séance à l'un des co-syndiqués, enfin pour manquement aux décisions prises par l'assemblée générale ou le Bureau agissant en vertu des délibérations de cette assemblée.

#### TITRE IV

ART. 9. — Le Syndicat est administré par un Bureau composé de cinq membres, savoir : un président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire et un trésorier. Les membres du Bureau sont élus par l'assemblée générale à la majorité absolue des suffrages exprimés. Ils sont toujours rééligibles; leur fonction dure deux années.

ART. 10. — Le Bureau se réunit obligatoirement tous les trois mois et facultativement toutes les fois que le président ou la moitié de ses membres le désirent. Il délibère valablement pourvu que trois membres au moins soient présents; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 11. — Le Bureau prononce l'admission des membres nouveaux, exécute les décisions prises par l'assemblée générale, prépare les propositions à lui soumettre. Il administre le patrimoine du Syndicat, dresse le budget, ordonne les dépenses et recouvrements, accepte les dons, legs ou subventions faits au Syndicat, décide seul les achats et ventes ne dépassant pas 500 francs, nomme et révoque tous agents ou employés, mais pour faire des achats ou ventes supérieurs à 500 francs, transiger, compromettre ou intenter

une action judiciaire dépassant 1,500 francs, il devra, au préalable, se munir d'une autorisation émanant de l'assemblée générale.

ART. 12. — Chaque année il présente à l'assemblée générale un rapport sur l'ensemble des opérations de l'exercice et sur la situation financière.

ART. 13. — Les membres du Bureau ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire envers les syndiqués ou les tiers; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat dans les termes du Code civil.

ART. 14. — Le président du Bureau est président du Syndicat. Il dirige les travaux de l'association, il ordonne les convocations, préside les séances tant du Bureau que des assemblées, il signe conjointement avec le secrétaire les procès-verbaux des séances, les lettres d'admissions, la correspondance et toutes pièces intéressant la Société.

ART. 15. — Il représente le Syndicat dans tous les actes de la vie civile et judiciaire et dans les cas d'urgence tels que référés ou d'importance relative comme lorsqu'il s'agit de litiges de la compétence du juge de paix ou encore de litiges civils ou commerciaux ne dépassant pas 1,500 francs: il pourra agir sans avoir pris auparavant l'avis de l'assemblée générale, mais sur l'avis conforme des deux tiers au moins des membres composant le Bureau.

ART. 16. — Les vice-président, secrétaire général, secrétaire et trésorier seront chargés des fonctions d'usage.

## TITRE V

ART. 17. — L'assemblée générale se compose de tous les membres du Syndicat; elle a lieu une fois par an, le

de chaque année. Elle pourra être réunie extraordinairement toutes les fois que le Bureau le jugera nécessaire ou quand la convocation sera demandée par dix syndiqués au moins.

ART. 18. — Les convocations seront adressées aux syndiqués par une lettre adressée à chacun d'eux trois jours au moins avant la réunion, et la lettre de convocation indiquera les questions à l'ordre du jour.

ART. 19. — Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité absolue des membres présents; mais ces membres devront représenter au moins le quart des syndiqués inscrits. N'auront pas le

droit de prendre part au vote les sociétaires qui n'auront pas payé leurs cotisations.

ART. 20. — L'assemblée générale procède à l'élection du Bureau en son entier tous les deux ans, et chaque année elle comble de la même façon les vides qui auraient pu s'y produire depuis la dernière assemblée générale.

ART. 21. — Elle statue sur toutes les propositions portées à l'ordre du jour et sur les propositions individuelles qui auraient été adressées au président quinze jours à l'avance et que ce dernier, ainsi que le Bureau, devront faire figurer à l'ordre du jour.

ART. 22. — L'assemblée générale peut seule reviser les statuts.

ART. 23. — Toute discussion étrangère à l'objet du Syndicat est formellement interdite.

#### TITRE VI

ART. 24. — Le patrimoine du Syndicat se compose du droit d'entrée, des cotisations annuelles, des legs ou subventions faits au Syndicat. Il est constitué sur ces ressources et chaque année un fonds de réserve dont le *quantum* est fixé par l'assemblée générale et qui sera employé immédiatement en rentes sur l'Etat français ou en obligations des chemins de fer français.

#### TITRE VII

ART. 25. — La dissolution ne pourra être prononcée que par l'assemblée générale. Le Bureau sera chargé de la liquidation et l'actif sera réparti entre tous les syndiqués existant au jour de la dissolution et ayant payé leurs cotisations échues.

#### TITRE VIII

ART. 26. — Les statuts seront imprimés; un exemplaire en sera remis à chaque sociétaire.

ART. 27. — Les membres du Bureau sont chargés de faire le dépôt à la mairie de Bussière-Galant des statuts et des noms des membres du Bureau, conformément à l'article 4 de la loi du 21 mars 1884, et ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

---

# SYNDICAT

## des Marchands de Bois du Centre

(Fondé en 1906)

---

### STATUTS

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Un Syndicat est institué, conformément à la Loi du 21 mars 1884, qui prend le nom de :

SYNDICAT DES MARCHANDS DE BOIS DU CENTRE.

Son Siège social est fixé à Saint-Yrieix.

ART. II. — Cette association a pour but :

1° D'établir entre tous ses membres des liens d'étroite solidarité professionnelle pour la défense de leurs intérêts collectifs ;

2° De créer un centre de surveillance et d'action chargé de donner plus d'utilité aux règles qui doivent régir le commerce des bois et contribuer à son développement et à sa prospérité ;

3° De représenter ses membres auprès des Chambres de commerce, des Compagnies de chemins de fer, des Compagnies d'assurances et toutes administrations, Sociétés commerciales ou particulières ;

4° De fournir au tribunaux des renseignements et des experts compétents.

ART. III. — Le nombre des membres du Syndicat est illimité, ainsi que sa durée.

ART. IV. — Tout patron marchand de bois peut faire partie du présent Syndicat.

ART. V. — Nul ne peut faire partie du Syndicat :

1° S'il n'est Français ou naturalisé Français ;

2° S'il est failli non réhabilité ;

3° S'il a été condamné à une peine afflictive ou infamante.

ART. VI. — Toute demande d'admission sera considérée comme une adhésion formelle aux Statuts du Syndicat.

L'admission d'un membre nouveau sera prononcée par les membres du Bureau.

### Administration

ART. VII. — Le Syndicat est administré par un Bureau composé de quatre membres : un président, un vice-président, un secrétaire général-trésorier et un secrétaire adjoint.

ART. VIII. — Les membres du Bureau sont élus pour deux ans.

Leur nomination a lieu en assemblée générale ordinaire, au scrutin de liste et à la majorité relative.

Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de décès ou de démission de l'un des membres du Bureau, les membres restant pourvoient d'office à son remplacement et le membre ainsi désigné restera en fonctions jusqu'au prochain renouvellement des autres membres du Bureau.

En cas de décès ou de démission de deux ou plusieurs des membres du Bureau, les membres restant provoqueront immédiatement une assemblée générale extraordinaire pour la nomination d'un nouveau Bureau dont les pouvoirs expireront à la même date et dans les mêmes conditions que ceux du Bureau qu'il aura été appelé à remplacer.

### Fonctions des membres du Bureau

ART. IX. — Les fonctions du président consistent :

1° A présider les réunions du Bureau et des assemblées générales du Syndicat, à diriger la discussion, faire procéder aux votes et en proclamer le résultat. Le président a le droit et le devoir de retirer la parole à tout membre qui en abuse, de rappeler à la question et même à l'ordre celui qui s'en écarte ;

2° A présider les séances d'arbitrage ;

3° A recevoir les demandes d'admission, les propositions, les réclamations de toute nature et à les soumettre à l'examen du Bureau ou de l'Assemblée générale.

ART. X. — Le vice-président assiste et remplace le président dans toutes ses fonctions.

ART. XI. — Le secrétaire général-trésorier est spécialement chargé de la correspondance du Syndicat. Il convoque les membres du Bureau ou du Syndicat, rédige les procès-verbaux des séances, les transcrit sur un registre spécial signé par lui et le président de la séance.

Il tient les archives du Syndicat,

Il est, en outre, chargé de la comptabilité du Syndicat. Il encaisse les rentrées et paie les dépenses approuvées par le président. Il est entièrement responsable des valeurs en sa possession.

ART. XII. — Le secrétaire adjoint assiste le secrétaire général dans ses fonctions et lui supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

#### Fonctions du Bureau

ART. XIII. — Le Bureau se réunit en séance ordinaire au siège du Syndicat, le vingt de chaque mois.

Après l'expiration de l'ordre du jour dressé par le secrétaire général-trésorier et approuvé par le président, chaque membre a le droit et le devoir de formuler les observations et propositions que lui inspire son dévouement aux intérêts généraux du Syndicat.

ART. XIV. — Le Bureau ne pourra valablement délibérer que si trois au moins de ses membres assistent à la séance. Les décisions sont prises à la majorité des membres assistant à la séance. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. XV. — Tout membre du Bureau qui, sans motif justifié, aura manqué à trois séances consécutives, sera prévenu par lettre recommandée d'avoir à assister à la plus prochaine séance et, en cas d'absence, sera considéré comme démissionnaire.

ART. XVI. — Le Bureau poursuivra, au nom du Syndicat, tout procès ou toute revendication ayant un intérêt général et communiquera les résultats à la prochaine assemblée générale.

#### Des Arbitrages

ART. XVII. — Le Bureau sera chargé de régler toutes les contestations qui pourront s'élever entre les membres du Syndicat ou entre ces mêmes membres et les étrangers au Syndicat qui voudraient soumettre le litige à son jugement.

ART. XVIII. — Les contestations soumises à l'arbitrage du Bureau devront être signalées au secrétaire général-trésorier quatre jours au moins avant le jour de la séance mensuelle.

ART. XIX. — Pour toute affaire qui sera soumise à l'arbitrage, il sera perçu un droit.

Ce droit sera de dix francs pour les étrangers au Syndicat et de cinq francs pour les membres du Syndicat. Il sera joint à la demande d'arbitrage,

**Assemblées générales**

ART. XX. — Le Syndicat se réunira en assemblée générale le de chaque année. Les convocations seront adressées à cet effet par le secrétaire général-trésorier huit jours à l'avance.

ART. XXI. — Le Bureau pourra convoquer une assemblée générale toutes les fois qu'il y aura intérêt pour le Syndicat. Le but de la réunion sera indiqué sur les lettres de convocation qui seront adressées à chaque membre par le secrétaire général-trésorier.

ART. XXII. — En cas d'absence non justifiée d'un membre, celui-ci est frappé d'une amende de dix francs, qui doit être payée dans le délai d'un mois après sa notification adressée à l'intéressé sous pli recommandé par le secrétaire général-trésorier.

ART. XXIII. — Quel que soit le nombre des membres présents à l'assemblée générale, les décisions prises à la majorité des présents sont valables et obligent tous les membres du Syndicat.

ART. XXIV. — Toute discussion politique ou religieuse est formellement interdite.

**Dispositions générales**

ART. XXV. — Les membres du Syndicat s'interdisent le droit d'acheter aux fabricants non syndiqués.

ART. XXVI. — La caisse du Syndicat est formée par les droits d'admission, les cotisations, les amendes, les indemnités d'arbitrage et les dons qui pourraient être faits au Syndicat.

ART. XXVII. — Le droit d'admission est fixé à dix francs, et est payable le jour de l'agrément du nouveau membre par le Bureau. La cotisation annuelle est également fixée à dix francs. Elle est payable le 1<sup>er</sup> mai de chaque année et recouvrable par la poste.

ART. XXVIII. — Tout membre qui sera en retard de trois mois dans le versement de son droit d'admission, de sa cotisation ou des amendes encourues, sera exclu du Syndicat, par délibération du Bureau.

ART. XXIX. — Le Bureau a le droit de prononcer l'exclusion d'un membre du Syndicat, par application de l'art. 5 des présents Statuts ou pour toute autre cause d'indignité ou d'indiscipline.

Dans ce dernier cas, l'adhérent aura le droit d'appeler de la déci-

sion du Bureau à l'assemblée générale qui prononcera souverainement.

ART. XXX. — En cas d'exclusion, pour quelque motif que ce soit, le membre exclu ne pourra prétendre à aucune part de l'actif syndical.

ART. XXXI. — La dissolution du Syndicat ne pourra être prononcée que par une assemblée générale qui suivra un mois après celle où la proposition en aura été faite, et à la condition qu'elle ait été votée par les trois quarts au moins des Sociétaires inscrits. En ce cas, l'actif syndical sera réalisé par le secrétaire général-trésorier et réparti au marc le franc entre tous les membres participants sous le contrôle du Bureau.

ART. XXXII. — Les présents Statuts ne pourront être modifiés que par un vote de l'assemblée générale réunissant les deux tiers des voix des membres du Syndicat.

ART. XXXIII. — Le secrétaire général-trésorier est chargé de remplir toutes les formalités prescrites par la loi du 21 mars 1884.

---

## CHAMBRE SYNDICALE

### des Ouvriers feuellardiers du Centre

(Fondée en 1893)

---

ARTICLE I<sup>er</sup>. — Il est formé entre tous les adhérents aux présents statuts, un Syndicat dit « des Ouvriers feuellardiers du Centre ».

ART. II. — Le but qu'ils se proposent est d'établir entre tous les travailleurs de la corporation des liens de solidarité fraternelle et de faire cesser la baisse des salaires par tous les moyens qu'indiqueront l'étude et la discussion, et de créer un centre où tous les patrons viendront se procurer des ouvriers, d'aider les syndiqués sans travail à s'en procurer, et en un mot l'amélioration de la situation des travailleurs de notre profession, et prendre toutes les mesures nécessaires à leur émancipation.

ART. III. — Tout ouvrier peut faire partie du Syndicat, moyennant qu'il ait seize ans et qu'il appartienne à la corporation, et qu'il soit présenté par un membre, et après avoir signé l'acte de solidarité — il paiera un droit de cinquante centimes d'entrée et vingt-cinq centimes par mois. — Ce chiffre pourra être augmenté ou diminué à l'Assemblée générale.

ART. IV. — Tout membre qui quittera la Chambre syndicale sans avoir prévenu le secrétaire et s'être mis à jour de ses cotisations, sera poursuivi et paiera une indemnité de un franc par mois, pendant un an, aux bénéfices du Syndicat.

ART. V. — Tout ouvrier en retard de trois mois de ses cotisations ne prendra plus part aux votes ni aux délibérations; si ce retard est causé par cas de force majeure, il ne lui en sera pas tenu compte.

ART. VI. — Pour toute affaire litigieuse du syndicat, le secrétaire général après autorisation du Syndicat sera commis.

ART. VII. — Dans les salles où se tiendront les réunions, l'honnêteté, la décence et la civilité seront rigoureusement exigées des sociétaires, les questions personnelles formellement interdites; celui qui reviendrait sur le passé d'un camarade concernant des

faits antérieurs à son admission dans le Syndicat, sera immédiatement rappelé à l'ordre; en cas de récidive, il pourra être exclu.

ART. VIII. — Toute réclamation doit être adressée au secrétaire, toutes les pièces et documents sont signés du secrétaire général, en cas d'absence ou de maladie, le secrétaire-adjoint le remplace.

ART. IX. — Le Syndicat compose son Bureau comme il suit : un secrétaire général, un premier adjoint, un trésorier général, un trésorier adjoint.

ART. X. — Le secrétaire général fait les procès-verbaux des séances — le secrétaire général le remplace en cas de maladie ou d'absence — et fait les convocations — le trésorier général perçoit les fonds et en donne quittance sur la carte ou le livret. Le trésorier adjoint le remplace en cas de maladie ou d'absence et tient envers lui les mêmes registres que le trésorier général.

ART. XI. — Le trésorier général ne doit pas avoir plus de vingt-cinq francs en caisse — à chaque fraction de cinq francs, cette somme doit être déposée à la caisse d'épargne par le trésorier général porteur d'un procès-verbal de séance signé du président de séance et des quatre membres du Bureau l'autorisant à faire le placement pour le retirer, il en sera de même pour le placer.

ART. XII. — Tout membre du Syndicat ne prendra que son fils ou son frère comme apprenti sous peine d'une amende de trente francs. — Cette durée est illimitée.

ART. XIII. — La Chambre syndicale se divise en section, une par commune qui aura plus de vingt membres, elle composera son Bureau d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint — elle paiera cinq centimes par membre et par mois au siège de Saint-Yrieix pour les frais généraux. Les frais de sa fondation sont à sa charge.

ART. XIV. — Les sections se tiendront en rapport avec le siège au moins une fois par mois.

ART. XV. — Tout ouvrier devenant patron ne pourra pas faire partie ni du conseil, ni du bureau.

ART. XVI. — L'assemblée générale possède les pouvoirs les plus étendus.

ART. XVII. — En cas de dissolution, les fonds du Syndicat seront renvoyés à la fédération, en dépôt, pour être remis à toute autre tentative d'organisation.

---

# STATUTS

DE LA

## Société de Production des Ouvriers forestiers du Centre

---

ARTICLE PREMIER. — Entre les soussignés de l'Association de production des ouvriers forestiers du Centre et tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, il est formé une association de production ayant pour but d'entreprendre tous les travaux de transformation des bois forestiers en bois d'ouvrage ou marchandises fabriquées de toute nature.

ART. 2. — Il y aura entre les soussignés et les personnes qui souscriront les actions dont il sera parlé une Société en commandite « par actions », ayant le but sus indiqué pour la fabrication et la vente des produits et toutes les opérations qui en feront le complément nécessaire.

ART. 3. — La durée de la Société est fixée à cinq années à partir du jour de sa constitution définitive; cette durée pourra être prorogée par un vote de l'assemblée générale.

ART. 4. — Le siège social est fixé, quant à présent, maison Beineix, route de Châlus. Il pourra être transporté à tout autre endroit sur la proposition d'un associé acceptée en assemblée générale ou par une décision du conseil d'administration.

ART. 5. — La constitution de la Société n'aura lieu qu'après la souscription de la totalité des actions en numéraire ci-après émises et le versement des dites actions, ainsi qu'après la nomination et l'acceptation des membres devant composer le conseil d'administration et la commission de surveillance, conformément à la loi.

ART. 6. — Tout sociétaire devra signer son adhésion à la Société, et s'engage à approuver les statuts et règlements; cet engagement sera fait sur un registre tenu à cet effet au siège social.

ART. 7. — *Fonds social corporatif.* — Le capital social est fixé quant à présent à *trois mille francs*, sauf augmentation ultérieure, au fur et à mesure du développement des affaires de la Société. Le capital social est divisé en cent vingt actions de vingt-cinq francs qui seront versés au moment de la souscription.

ART. 8. — Le capital pourra être augmenté par des versements successifs faits par de nouveaux actionnaires.

ART. 9. — Les actions sont nominatives ; elles ne seront remboursées qu'à l'expiration de la Société ou à sa dissolution.

ART. 10. — Indépendamment de ce capital formé par les actionnaires, chaque sociétaire sera tenu de verser à la Société, dès le jour de sa formation, une somme de deux francs. Ce total formera l'apport des sociétaires.

ART. 11. — En cas de décès d'un associé, héritiers ou ayant cause ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la Société, ni s'immiscer d'aucune manière dans toute administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter au dernier inventaire social pour le paiement de ce qui leur serait dû. Les héritiers et représentants ne pourront plus faire partie de la Société.

La Société sera valablement représentée en justice et devant les tiers par les administrateurs.

ART. 12. — L'Association sera administrée par sept membres pris parmi les associés réunis en assemblée générale et à la majorité absolue des suffrages.

ART. 13. — Les membres de l'administration sont nommés pour deux ans ; ils sont toujours rééligibles et toujours révocables.

ART. 14. — Le fonds social sera versé à la Caisse d'épargne et ne pourra être levé par le trésorier nommé par les membres de l'administration que sur l'autorisation de ces derniers.

ART. 15. — *Répartition.* — A la fin de chaque année, les bénéfices seront partagés en trois parties égales, dont l'une pour les actionnaires au prorata de leurs actions ; la deuxième pour les associés ; et la troisième pour les fonds de réserve.

*Salaires des ouvriers.* — Chaque associé ouvrier devra être payé au moins 2 francs par jour.

---

# SYNDICAT

## des Ouvriers feuellardiers du Centre

(FONDÉ EN 1899)

---

### Constitution

ARTICLE PREMIER. — Entre tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est formé une société qui prend le nom de Syndicat des ouvriers feuellardiers du Centre, dont le siège est à Saint-Yrieix.

### But

ART. 2. — Le but qu'ils se proposent est d'établir entre tous les travailleurs de la corporation des liens de solidarité fraternelle, de faire cesser la baisse des salaires et de les garantir contre le chômage par tous les moyens que leur indiqueront l'étude et la discussion, d'aider les syndiqués sans travail à s'en procurer, en un mot d'améliorer leur situation professionnelle.

### Admissions et cotisations

ART. 3. — Tout ouvrier peut faire partie du Syndicat pourvu qu'il soit Français, qu'il jouisse de ses droits civils, qu'il appartienne à la corporation et qu'il paye un droit d'entrée de 1 franc (non compris le livret).

Il payera ensuite une cotisation de 0 fr. 50 par mois. En entrant, il a donc à verser une cotisation de 1 fr. 50.

ART. 4. — Tout adhérent reçoit, en entrant, un livret contenant les statuts du Syndicat. Toutes les fois qu'il paye des cotisations, on lui donne, en échange, un reçu de la somme versée.

ART. 5. — Tout sociétaire qui, le jour du versement, ne paiera pas sa cotisation sera à l'amende de 0 fr. 10, et un retard de trois mois, à moins de preuve de maladie ou de chômage, entraînera son exclusion du Syndicat.

ART. 6. — Le Syndicat est administré par un Bureau composé de quatre membres : un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier général, un trésorier suppléant.

Il est adjoint au Bureau une Commission de contrôle chargée en même temps, avec les membres du Bureau, de statuer sur les différends qui peuvent s'élever dans la corporation.

Le Bureau et la Commission sont nommés en Assemblée générale, au scrutin uninominal et secret, pour une durée d'un an.

Les membres pourront être maintenus dans leurs fonctions et pour cela même rééligibles.

ART. 7. — Le secrétaire général représente le Syndicat partout où celui-ci est intéressé; il veille à la stricte observation des statuts.

En cas d'absence ou d'empêchement, c'est le secrétaire adjoint qui le remplace.

ART. 8. — Le secrétaire général fait les procès-verbaux des séances dont il retrace l'image la plus fidèle et impartiale.

Il tient un registre bien exact des noms et adresses des sociétaires. Il conserve soigneusement toutes les pièces et documents appartenant au Syndicat.

Il a en sa possession le sceau du Syndicat dont il ne doit jamais se dessaisir pendant la durée de ses fonctions.

ART. 9. — Le secrétaire adjoint aide le secrétaire général, le remplace en cas d'empêchement ou de maladie. Il s'occupe des convocations.

ART. 10. — Le trésorier général perçoit les fonds, en donne quittance et est chargé de leur placement avec l'approbation de tous les membres du Syndicat.

Il doit inscrire régulièrement sur son livre de caisse, d'une manière claire et lisible, toutes les recettes et les dépenses.

Tous les trois mois, la caisse doit être vérifiée et le livre de caisse arrêté et paraphé par les membres du Bureau et ceux de la Commission de contrôle pour être présenté à la prochaine Assemblée générale.

ART. 11. — Le trésorier général ne devra jamais avoir en caisse plus de 25 francs. A chaque fraction de 25 francs en plus que ceux précités, il devra en faire le dépôt à la Caisse d'épargne sur un livret spécial au nom du Syndicat.

ART. 12. — Le trésorier suppléant perçoit les fonds en l'absence du trésorier, il doit tenir un registre de contrôle de caisse qu'il conserve vers lui et où il inscrit toutes les recettes et les dépenses comme le trésorier.

Ce registre doit toujours concorder avec celui du trésorier général puisqu'il en est le double ou la copie.

#### Réunions de Bureau et Assemblées générales

ART. 13. — Le Bureau du Syndicat se réunit le premier dimanche de chaque mois pour recevoir les cotisations et les adhésions et, en outre, toutes les fois qu'il le juge nécessaire.

ART. 14. — Le Syndicat se réunit en Assemblée générale tous les premiers dimanches de janvier, avril, juillet et octobre. Le Bureau pourra convoquer une Assemblée générale toutes les fois qu'il y aura intérêt pour le Syndicat.

ART. 15. — A chaque Assemblée générale, dès que la séance a été ouverte et le président élu, le secrétaire général donne lecture à haute voix de la liste des sociétaires et fait l'appel des présents et des absents dont il prend note, puis le trésorier indique ceux qui sont à jour. Ensuite le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la précédente séance. Si, avant l'adoption du procès-verbal, des rectifications sont demandées, elles sont inscrites séance tenante, à la suite.

On passe à la discussion de l'ordre du jour, le président accordant la parole à qui la demande, chacun à son tour d'inscription.

Au fur et à mesure, le secrétaire doit prendre des notes sur tous les incidents de la séance, afin d'en faire plus tard un procès-verbal exact et fidèle.

Les questions de salaires et de secours sont toujours à l'ordre du jour.

ART. 16. — Pendant les Assemblées générales, il n'est absolument permis que de traiter des intérêts du Syndicat ou professionnels. Toute discussion politique ou religieuse est interdite et l'exclusion serait appliquée à ses auteurs.

Le président a la police de la séance et toute autorité pour maintenir le bon ordre et la bonne discussion.

ART. 17. — L'Assemblée générale est souveraine sur toutes les questions qui lui sont soumises, à la condition que les délibérations soient votées par la majorité des votants et aussi que la moitié plus un au moins des adhérents soient présents.

ART. 18. — Au cas où la moitié plus un des inscrits ne seraient pas présents, une deuxième Assemblée générale serait convoquée pour le dimanche suivant où, cette fois, les décisions seraient

valablement prises, quel que soit le nombre des présents et des votants.

ART. 19. — Tous les ouvriers feillardiers du Centre syndiqués ou non pourront être admis dans les Assemblées générales trimestrielles. Les ouvriers non syndiqués ne pourront cependant pas prendre part aux votes ou délibérations.

Le Syndicat, en admettant les ouvriers non syndiqués, pense faire une propagande utile et par là s'attirer le plus de participants possible.

#### Exclusions

ART. 20. — Tout membre qui aura commis des actes portant atteinte au bon fonctionnement du Syndicat et qui empêcherait, par ce motif, les délibérations de l'Assemblée, pourra être exclu par un vote de cette même Assemblée, après qu'il aura été admis à se défendre.

#### Dissolution

ART. 21. — La dissolution du Syndicat ne pourra jamais être prononcée que par une Assemblée générale qui suivra un mois après celle où la proposition en aura été faite et à la condition qu'elle ait été votée par les trois quarts au moins des sociétaires inscrits.

ART. 22. — En cas de dissolution, les membres du Syndicat présents à l'Assemblée générale où elle sera prononcée seront invités par le secrétaire général à désigner par un vote l'œuvre à laquelle les fonds en caisse seront affectés.

#### Modifications des statuts

ART. 23. — Les présents statuts ne peuvent être modifiés en tout ou en partie que toutes les fois que cinq membres au moins en feront la demande en Assemblée générale.

#### Dispositions générales

ART. 24. — Les présents statuts doivent être déposés, en cinq exemplaires, à la mairie, ainsi que les noms et adresses des membres du Bureau et de la Commission de contrôle, qui, tous, doivent être Français et jouir de leurs droits civils et politiques.

A chaque modification des statuts, ou à chaque changement du Bureau, la déclaration doit en être faite à la mairie.

Ces dispositions sont conformes à la loi du 21 mars 1884.

# SYNDICAT

## des Ouvriers feuellardiens du Centre

(Fondé en 1906)

*Siège à SAINT-YRIEIX (Haute-Vienne)*

---

### Constitution

ARTICLE PREMIER. — Entre tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est fondé une Société qui a pour titre :

SYNDICAT DES OUVRIERS FEUILLARDIERS DU CENTRE,  
dont le Siège central est à Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

### But

ART. II. — Le but qu'ils se proposent est d'établir entre tous les travailleurs de la corporation des liens de solidarité fraternelle, de faire cesser la baisse des salaires et de les garantir contre le chômage par tous les moyens que leur indiqueront l'étude et la discussion, d'aider les syndiqués sans travail à s'en procurer, en un mot, d'améliorer leur situation professionnelle.

ART. III. — Le Syndicat se divise en plusieurs sections. Toutes les sections qui adhéreront aux présents statuts seront régies par les mêmes règlements.

### Administration des Sections

ART. IV. — Chaque section se composera d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint. Il sera adjoint une commission de contrôle dont le premier membre sera archiviste et les deux suivants scrutateurs et qui seront chargés, en même temps que les membres du Bureau, de statuer sur tous les différends qui pourraient s'élever dans leurs sections.

Les membres du Bureau seront nommés en assemblée générale et au scrutin nominal et secret, pour la durée d'un an et seront rééligibles.

**Rôle à remplir par les membres du Bureau dans chaque Section**

ART. V. — Les secrétaires feront les procès-verbaux des séances en prenant exactement et avec impartialité note de tout ce qui peut se produire au cours des séances et les feront signer par le président et les deux assesseurs qui ont présidé à la réunion.

Le secrétaire en fera parvenir une copie au secrétaire général pour être enregistrée au Bureau central.

Le trésorier perçoit les fonds et donne quittance à souche en échange de la somme versée.

ART. VI. — Tout sociétaire qui, par suite d'un accident ou d'une maladie, se trouvera dans l'impossibilité absolue de pouvoir effectuer ses versements, sera, après une délibération de l'assemblée, suspendu de payer ses cotisations pendant un certain temps et prendra néanmoins part aux votes et délibérations de l'assemblée générale.

**Rétributions des membres du Bureau dans chaque Section**

ART. VII. — Il sera alloué au secrétaire de chaque section une somme de. . . . . et au trésorier une somme de. . . . . qui seront votées en assemblée générale, suivant que les sections compteront le plus grand nombre d'adhérents. Il leur sera payé en outre une indemnité de déplacement, les journées comprises, qui sera prise en considération par l'assemblée générale, ou à défaut, par les membres du Bureau.

ART. VIII. — Le Bureau central sera composé de délégués nommés dans chaque section au nombre de quatre qui auront droit à une voix par fraction de 50 membres de leur section respective et qui éliront leur Bureau consistant en un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier général, un trésorier adjoint.

Tous les délégués nommés dans chaque section seront de droit contrôleurs et en apporteront toutes les notes à leurs sections respectives. Les membres du Bureau central seront rééligibles.

ART. IX. — Toutes les propositions concernant la corporation entière votées dans n'importe quelle section, pour leur donner toute la valeur et la force qu'elles méritent, les délégués les soumettront et les discuteront au Bureau central, à la première convocation qui sera faite par le secrétaire général.

Les décisions adoptées par le Bureau central seront soumises à

tous les secrétaires des sections adhérentes au siège central pour être adoptées ou rejetées par la corporation entière.

ART. X. — Les questions à discuter par le Bureau central seront les suivantes :

- Augmentation de salaires ;
- Fabrication de nouvelles marchandises ;
- Apprentis et règlements, déclarations de grèves ;
- Adhésion d'une section au Bureau central.

L'adhésion d'une nouvelle section n'entraînera pas le renouvellement du Bureau central jusqu'à l'expiration de son mandat.

#### Attributions

ART. XI. — Le Bureau central aura la vigilante sauvegarde de surveiller les intérêts moraux et pécuniaires de toute la corporation.

Il aura la charge du choix des principes de propagande et de défense partout où les intérêts de la corporation seront atteints, soit en la personne du secrétaire général ou, à son défaut, d'un délégué.

Toutes questions appouvées ou rejetées par le Bureau central seront portées à la connaissance de toutes les sections par l'intermédiaire de leur secrétaire à la première réunion qui suivra celle du Bureau central.

#### Alimentation du Bureau central

ART. XII. — Toutes les sections qui adhéreront aux présents statuts devront verser le 10 0/0 des cotisations perçues par mois pour subvenir aux dépenses du Bureau central et aux frais de propagande.

#### Rétribution du Bureau central

ART. XIII. — Au secrétaire général, il sera alloué la somme de 40 francs par mois et il n'aura à réclamer aucune indemnité pour le temps perdu.

Les frais de déplacement nécessaires en cas de besoin urgent et dans l'intérêt de la corporation seront supportés par le Bureau central.

Le trésorier général et les trésoriers adjoints qui suppléeront un mois et plus toucheront la rétribution de secrétaire général.

**Dissolution**

ART. XIV. — En cas de dissolution d'une section, les fonds de la caisse seront versés en dépôt sans intérêt, au siège central et seront affectés à la constitution d'une nouvelle section.

La dissolution ne pourra être prononcée, pour la corporation entière, que par la moitié plus un des adhérents au Syndicat des ouvriers feillardiers du Centre.

Les fonds seront versés à la dernière section existante qui devra, dès qu'un nouveau Syndicat se constituera, les mettre à sa disposition.









